

RÉCIT LES TROIS JOURS OÙ LE MONDE MUSULMAN A DÉCLARÉ LA GUERRE À LA FRANCE

VA
VALEURS ACTUELLES

VALEURS ACTUELLES

Nº 4379 DU 29 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE 2020 - 5,50 €
valeursactuelles.com

La conquête

Manifestante lors de la "marche contre l'islamophobie", le 10 novembre 2019, à Paris.

École infiltrée, cyberharcèlement, menus halal, mosquées radicales, associations séparatistes

Comment la lâcheté de nos élites a favorisé un choc de civilisations

DOM : 6,50 € - BEL/LUX/ITA/GR : 6,50 € - D : 7,10 € - ESP : 6,50 €
PORTUGAL : 6,50 € - SUISSE : 8,90 CHF - MAROC : 62,00 DH
CAN. : 9,50 $CAN - ZONE CFA : 3 950 CFA - TOM : 1230 XPF
L 15667 - 4379 - F: 5,50 €



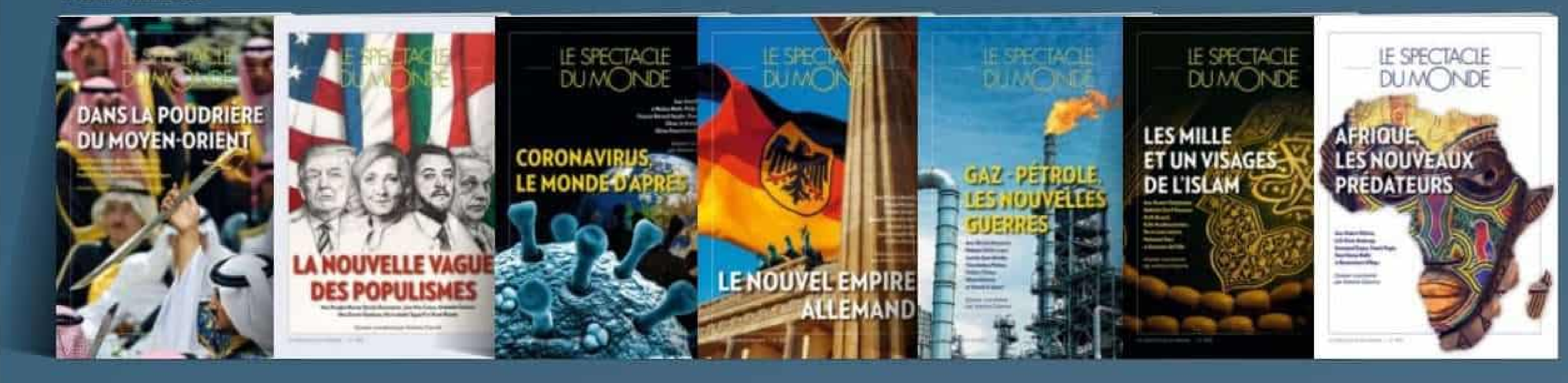
CHAQUE DERNIER JEUDI DU MOIS, LE MENSUEL FAIT SON GRAND RETOUR DANS VALEURS

avec le décryptage des enjeux géopolitiques et sociétaux par des grands experts internationaux

Parus en 2019

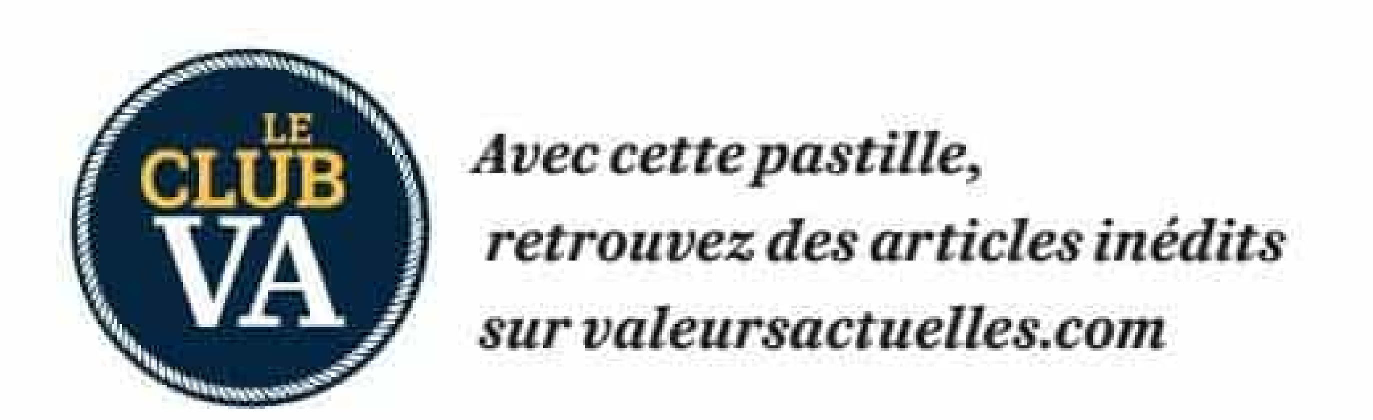


Parus en 2020



Si vous êtes abonné(e) à *Valeurs actuelles*, vous le retrouvez dans votre magazine. Sinon vous pouvez les télécharger en version digitale à partir de 4 € par mois ou vous abonner en un clic sur le site lespectacledumonde.fr

LE SPECTACLE DU MONDE, VOUS ÊTES AUX PREMIÈRES LOGES !



Avec cette pastille, retrouvez des articles inédits sur valeursactuelles.com

SOMMAIRE

« Il n'est de richesse que d'hommes. » **Jean Bodin**


LE FLOCH/SIPA

EN COUVERTURE

COULISSES POLITIQUES

ÉDITOS

SOCIÉTÉ

MONDE

ÉCONOMIE

CULTURE

AKG-IMAGES/DE AGOSTINI PICTURE LIB./G. DAGLI ORTI

HISTOIRE

ART DE VIVRE

L'incorrect

Le Forum

CE NUMÉRO COMPORTE UN ENCART JETÉ "COMMUNAUTÉ SAINT-MARTIN", UN CHÉQUIER ET UNE ENVELOPPE RETOUR "SÉLECT'PRESSE".
CRÉDITS DE COUVERTURE : DOGUKAN KESKINKILIC/ANADOLU AGENCY VIA AFP - ERIC TSCHAEN/REA.

NOTRE OPINION

Par **François d'Orcival,** *de l'Institut*



La "santé mentale" de Recep Tayyip Erdogan

Faire plier les Français pour entraîner les Européens, le chantage turc a peu de chances d'aboutir. Comme toutes les provocations...

Un *« comportement* [...] *inadmissible, a fortiori de la part d'un pays allié ».* Il est vrai que la Turquie est un pays allié de la France — au sein de l'Organisation atlantique... Qu'en serait-il si ce n'était pas le cas! Jean-Yves Le Drian, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, n'en revient pas, ce dimanche 25 octobre, quand on lui fait lire les propos tenus la veille par le président turc dans un congrès régional de son parti. Il dénonce, en même temps que l'Élysée, *« des insultes directes contre le président de la République »*, et la *« propagande haineuse et calomnieuse contre la France ».* Erdogan a invité Emmanuel Macron à subir *« des examens de santé mentale »*; il a même appelé au boycott des produits français!

Des propos inimaginables huit mois plus tôt, quand Jean-Yves Le Drian s'adressait, le 28 février, à son homologue turc pour lui dire qu'il avait lancé à la Syrie et à la Russie un appel pour mettre fin au plus tôt à l'offensive militaire engagée dans le Nord-Ouest syrien contre les Turcs. C'est dire!

À ce moment, la France, et pas seulement elle, faisait de son mieux pour ramener le calme dans les Balkans. Le 9 mars, Erdogan était reçu à Bruxelles par les autorités européennes et celles de l'Otan; il s'agissait de mettre fin au chantage turc aux migrants. Cela remontait à l'année 2015, quand 1 million de réfugiés venus notamment de Syrie avaient traversé la Turquie pour se répandre en Europe. Le 18 mars 2016, les Européens, conduits par les Allemands, avaient conclu un accord avec Erdogan pour qu'il garde chez lui ces migrants en échange de 6 milliards d'euros.

Mais, quatre ans plus tard, le président turc reprend son chantage; il ouvre aux migrants sa frontière avec la Grèce pour obliger les Européens à renégocier avec lui d'autant que, son économie s'étant fortement dégradée, sa position politique est fragilisée. Une semaine après s'être rendu à Bruxelles, Erdogan attend à Istanbul l'Allemande Angela Merkel, le Français Emmanuel Macron et le Britannique Boris Johnson. Mais on est le 17 mars et le coronavirus bouleverse le décor. La réunion a lieu, par écrans interposés. C'est dire si l'on y tient. Il est vrai que les Turcs ont pris position en Libye, que le conflit en Syrie se poursuit, et qu'ils cherchent des hydrocarbures en Méditerranée orientale. On a l'impression qu'ils sont partout — et contre nous.

Erdogan croit-il qu'il fera plier les Français en espérant entraîner les Européens? À peine la crise sanitaire se réduit-elle qu'il multiplie les provocations. Le 10 juin, un de ses bâtiments crée un incident naval avec la frégate française *Courbet*, déclenchant la réaction du Quai d'Orsay sur *« le caractère inacceptable du comportement turc »*; le 10 juillet, la France déplore la décision turque de transformer Sainte-Sophie, qui était un musée, pour en faire une mosquée et d'y accueillir Erdogan. Puis, en août, retour aux échanges navals; cette fois, la France envoie des Rafale en Grèce (qui en commande) et à Chypre. Le 12 octobre, Paris proteste à nouveau contre le redoublement des *« provocations »* turques en Méditerranée...

QUAND LES FRANÇAIS REGARDENT LEUR DÉFICIT COMMERCIAL AVEC LA TURQUIE, ILS SE DEMANDENT SI LES TURCS NE DEVRAIENT PAS ÊTRE PLUS PRUDENTS.

Jusqu'alors, on n'entend que les échanges de tirs de canons dans le Haut-Karabakh où les Turcs interviennent aussi! Les insultes à propos des caricatures du Prophète, ce sera pour plus tard. Macron rappellera son ambassadeur à Ankara. Et attendra les messages de solidarité de ses amis européens...

Sans oublier que la Turquie est notre cinquième client hors d'Europe. Nous avons importé pour 8,8 milliards d'euros de biens turcs (pièces d'automobile, équipements) en 2019, nous lui en avons vendu pour 5,9 milliards. Cela cause donc à la France un déficit commercial de 2,9 milliards — qui n'a cessé de se creuser depuis 2016! Quand les Français regardent ces mauvais chiffres, ils pensent que les Turcs auraient intérêt à être plus prudents. Bruno Le Maire ne le cache pas, sans le moindre espoir d'être entendu. ●

PATRICK IAFFRATE

COULISSES POLITIQUES

EXCLUSIF

Sarko-Fillon, retrouvailles imprévues

On les croyait fâchés, sinon pour l'éternité, du moins pour un long moment. Le 15 octobre dernier, l'ancien président de la République a pourtant invité à déjeuner celui qui fut son Premier ministre. Une information d'abord dévoilée par *Paris Match*, dont nous avons pu remonter les ramifications. Contacté par *Valeurs actuelles*, François Fillon a pu nous raconter comment une rencontre entre son ancien directeur de cabinet à Matignon, Jean-Paul Faugères, et Nicolas Sarkozy s'était révélée fructueuse pour lui. En effet, Sarkozy s'était montré si bienveillant à l'égard de Fillon avec son ancien collaborateur que ce dernier le lui rapporta. Puis arriva l'hommage à Patrick Devedjian dans une église des Hauts-de-Seine, à la fin du mois de septembre, où la date d'un déjeuner fut convenue entre les deux ex-rivaux de la primaire de la droite. « *Leur histoire commune est plus complexe que ce qui a été écrit* », souffle-t-on dans l'entourage de Nicolas Sarkozy, avant d'ajouter : « *François Fillon traverse une période difficile et Nicolas Sarkozy a voulu partager un moment avec lui car on ne leur retirera pas d'avoir eu un destin commun.* » Du côté de François Fillon, on se satisfait d'avoir trouvé, ce 15 octobre, un Nicolas Sarkozy prévenant, prenant des nouvelles de son épouse, Penelope, et partageant ses observations quant au ressenti d'un traitement judiciaire inique.


JACQUES WITT/SIPA

François Fillon et Nicolas Sarkozy. Après des années de relations houleuses, ils sont maintenant confrontés tous les deux à la machine judiciaire.

Solo pour Sarah El Haïry

Sarah El Haïry *(photo)*, la jeune secrétaire d'État chargée de la Jeunesse et de l'Engagement venue des rangs du MoDem, s'est frottée à la jeunesse des quartiers sensibles, la semaine dernière, à Poitiers. Invitée à clôturer la 10e édition du Réseau Jeunes des centres sociaux, la protégée de Bayrou a échangé avec eux sur la laïcité, thématique arrêtée l'an dernier, avant l'attentat de Conflans-Sainte-Honorine. Pour clore un débat sensible et parfois houleux, Sarah El Haïry a souhaité entonner une *Marseillaise*, afin de les unir autour de l'hymne national. Volontaire, elle l'a chantée debout, face à une jeunesse restée assise, quasi muette derrière les masques et sourde à certains principes républicains.


LUDOVIC MARIN/AFP

EN HAUSSE



Mgr de Germay L'évêque d'Ajaccio a été nommé par le pape François pour succéder au cardinal Barbarin comme primat des Gaules.



Menegaux En dépit d'un contexte incertain, le président de la gérance de Michelin a revu à la hausse son objectif de résultat opérationnel.



Chalghoumi L'imam de Drancy, figure de l'islam modéré en France, est venu se recueillir à Conflans et a imploré l'État de chasser l'islamisme et les musulmans de réagir.

EN BAISSE



Autain Les propos de la députée LFI dénonçant sur Franceinfo un « *climat de haine* » en France ont été repris par un média tunisien lié aux Frères musulmans pour alimenter une vidéo appelant au boycott des produits français.



Geluck Interrogé sur Maghreb TV après les attentats contre *Charlie Hebdo*, le dessinateur belge avait refusé de donner raison aux caricaturistes, arguant une question de « *respect* » envers la religion musulmane.



Bianco Avec Nicolas Cadène, les deux têtes de l'Observatoire de la laïcité ont préfacé l'ouvrage d'un avocat, Asif Arif, également présentateur d'une émission religieuse sur Youtube dans laquelle il relatait les bienfaits du voilement des petites filles.

PHOTOS : PATRICK KOVARIK/AFP - JOËL SAGET/AFP - THOMAS SAMSON/AFP - LUDOVIC MARIN/AFP - JOËL SAGET/AFP - PASCAL POCHARD-CASABIANCA/AFP


MORIN/IP3 PRESS/MAXPPP

M'jid El Guerrab. Le député ex-LREM connu pour son coup de sang, s'illustre également par des accointances avec les fréristes.

M'jid El Guerrab, fervent défenseur du CCIF

M'jid El Guerrab, le député ex-LREM de la 9e circonscription des Français établis hors de France, ne s'est pas uniquement illustré, à peine élu à l'Assemblée nationale en 2017, en assénant des coups de casque au cadre socialiste Boris Faure. En 2015, alors qu'il était militant au sein du Parti socialiste et ancien conseiller ministériel de Thierry Repentin, le député, qui siège aujourd'hui dans le groupe Agir ensemble après avoir été sommé de démissionner de la majorité, avait tenu à affirmer son soutien au CCIF dans un courrier adressé au premier secrétaire du PS d'alors, Jean-Christophe Cambadélis. Le CCIF est une *« organisation citoyenne et non religieuse qui s'engage dans la lutte contre le racisme en particulier celui à l'égard des musulmans de France »*, cosignait-il avant d'avaliser : *« Nous estimons que toute velléité qui consisterait à salir, discréditer l'action du CCIF est une atteinte à notre démocratie. »* En octobre 2019, quelques jours après l'attentat à la préfecture de police de Paris, Christophe Castaner, alors ministre de l'Intérieur, est auditionné par la commission des lois de l'Assemblée nationale. Dans la litanie des signes de radicalisation islamiste décrits alors par le ministre pour éveiller la vigilance, Castaner cite le port de la barbe… Il se fait alors rabrouer par M'jid El Guerrab, lui signifiant que lui-même portait la barbe. Une attaque saluée à l'époque par le comité de soutien à Tariq Ramadan… Le député, défendu dans l'affaire Boris Faure par Éric Dupond-Moretti jusqu'à sa nomination comme garde des Sceaux — entre autres avocat du roi Mohammed VI —, se targue, dans son entourage, d'une procédure traînant jusqu'aux prochaines législatives, alors même qu'elle a été entamée il y a déjà trois ans.

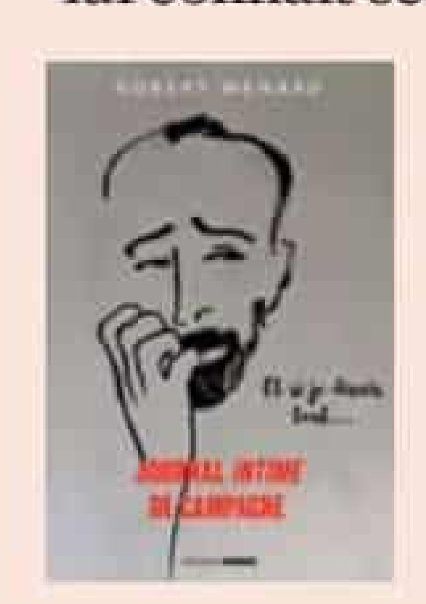
Dissuasion nucléaire : vers une perte de notre souveraineté

Le 21 octobre dernier, les eurodéputés ont voté à Bruxelles un rapport réaffirmant l'engagement de l'Union européenne et de ses États membres au traité onusien de non-prolifération des armes nucléaires (TNP). En vigueur depuis 1970, ce traité vise à limiter la propagation des armes nucléaires via l'engagement des États qui n'en ont pas à ne pas en acquérir, et de ceux qui en possèdent à poursuivre le désarmement. Puisque, parmi les 27 États membres, seule la France est en possession de l'arme nucléaire, l'eurodéputé RN Jérôme Rivière a déposé un amendement visant à protéger la souveraineté de la France. À sa grande surprise, les eurodéputés français ont tous rejeté l'amendement visant pourtant à protéger le pays de toute mutualisation en la matière, si chère à l'Allemagne, en soulignant l'unique responsabilité de la France à la financer, la développer et en déterminer l'usage conformément aux engagements internationaux.

LE LIVRE

Journal intime de campagne, et si je disais tout…
de Robert Ménard
Éditions Mordicus, 224 pages, 14,90 €.

Un maire devrait-il dire ça? En campagne pour sa réélection à la mairie de Béziers (qui sera triomphale, avec 68,74 % dès le premier tour), Robert Ménard décidait de tenir ce journal où il se livre avec une franchise rare, confessant à la manière directe qu'on lui connaît ses dégoûts, ses colères, ses joies. À la fois pour exorciser les duretés de la politique politicienne, qui ne sont pas épargnées à celui qu'on caricature trop souvent en “fasciste”, et pour témoigner de ce que le quotidien d'un maire a aussi de noble et d'enthousiasmant. On y lira aussi ses vues sur le populisme ou l'avenir de la France, et l'autoportrait d'un homme qui se révèle, au-delà des caricatures, écorché vif, passionné, rugueux mais chaleureux et sentimental et, contre toute attente, empli de doutes qui en font le contraire même d'un idéologue. **L. D.**



Pages coordonnées par **Patricia de Sagazan**

VU SUR LE CLUB VA

Retrouvez ici, chaque semaine, le meilleur du site ***valeursactuelles.com***

LE PLUS LU DE LA SEMAINE...

Le zéro pointé des élèves en mathématiques



THOMAS EISENHUTH/PICTURE-ALLIANCE VIA AFP

À l'école, l'apprentissage des mathématiques se heurte à des problèmes de lecture et de compréhension du français.

Le niveau des élèves en mathématiques s'est effondré en 2019 par rapport à 2008. Tous les cinq ans environ, l'enquête Cedre (cycle des évaluations disciplinaires réalisées sur échantillon) fait le point sur les connaissances des élèves dans une discipline en fin d'école primaire et en fin de collège, à l'aune des objectifs fixés par les programmes d'enseignement. Or, tandis que les résultats des élèves en mathématiques sont demeurés stables entre 2008 et 2014, l'étude observe une chute significative en 2019, qui enregistre ainsi une baisse de 17 points pour un total de 232 contre 249 en 2014. Une chute du niveau due à des difficultés de lecture et de compréhension notamment. De nombreux élèves éprouvent le plus grand mal à comprendre ce qu'ils lisent, jusqu'à l'énoncé de l'exercice proposé. Sans de solides acquis en français, c'est l'apprentissage en toute matière qui s'en trouve affecté. Cela étant posé, l'Éducation nationale ne peut faire l'économie d'une réflexion plus globale sur la crise de l'autorité. Le manque de discipline obère les chances de réussite.

ET LE PLUS COMMENTÉ

→ *« Ce système de formation bâti sur les âneries pédagogiques post-soixante-huitardes ne peut rien donner de bon. »*

→ *« C'est à l'enseignant de transmettre les savoirs et non aux élèves de "construire leur savoir". »*

Mortier : la nouvelle arme des cités

Dans la nuit du 10 au 11 octobre, le commissariat de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne) était pris d'assaut par une quarantaine de voyous à coups de mortiers d'artifice. Cette attaque impressionnante a mis en lumière une montée en gamme de l'action délinquante. Les policiers, interrogés par *Valeurs actuelles,* observent une banalisation de cette forme de violence supplémentaire et incendiaire. Cette "tradition" pyrotechnique du 14 Juillet ou de la Saint-Sylvestre vise aujourd'hui indistinctement les forces de l'ordre et les pompiers. Si ce type d'engin a le même effet qu'une balle de LBD, son utilisation émeut moins que l'arme utilisée par les policiers contre les manifestants violents. Après les événements de Champigny, le ministre de l'Intérieur a tout bonnement proposé de retirer de la vente au public ces produits explosifs dits de "divertissement". C'est oublier que la loi en restreint déjà l'usage. Appliquons déjà les textes existants et ce sera un bon début.

LA VIDÉO VA


VALEURS ACTUELLES

L'incorrect M. Bercoff
De son enfance dans un Liban multiconfessionnel et pacifié à la France multiconflictuelle, André Bercoff, monument du journalisme aujourd'hui animateur sur Sud Radio, s'épanche auprès de *Valeurs actuelles.*

MORCEAUX CHOISIS



Mgr Najeeb
L'archevêque chaldéen de Mossoul sur la destruction par Dae'ch de toute manifestation culturelle historique :
« C'est un des fondements de l'islam radical qui veut faire table rase du passé antéislamique, considérant comme impie ou inutile tout ce qui a précédé l'instauration de l'islam sur un territoire donné. »



Yannick Moreau
Le maire des Sables-d'Olonne, ancien LR, sur sa défection :
« Je dois l'avouer, j'ai été déçu par la tournure des événements au moment de l'élection présidentielle. Aujourd'hui, comme beaucoup de Français, je ne vois pas de personnalités de droite qui pourraient me faire sortir de ma cure de désintoxication de politique nationale. »



Alexandre Del Valle
Le géopolitologue et essayiste sur la qualification juridique de l'islamisme :
« Il faut qualifier l'islamisme comme idéologie totalitaire, au même titre que le nazisme. »

PHOTOS : DAMIEN GRENON/PHOTO12 VIA AFP - CHRISTOPHE PETIT TESSON/MAXPPP - ISORE/IP3 PRESS/MAXPPP

Par **Catherine Nay**



Deux sensibilités aux antipodes

Devant l'horreur croissante des attentats en France, le ministre de l'Intérieur et le garde des Sceaux incarnent deux visions radicalement différentes.

C'est hélas devenu un tragique constat. Chaque attentat constitue un pas supplémentaire dans l'horreur. Nice, Magnanville, Saint-Étienne-du-Rouvray, préfecture de Paris, décapitation du professeur Paty, la sinistre litanie chaque fois fait apparaître des trous dans la raquette de notre arsenal juridique. Depuis quinze jours, les services de police sont à l'œuvre : 123 visites domiciliaires sont prévues. Sur les 56 premières, trois ont abouti à des poursuites judiciaires. Pour avoir relayé l'une des vidéos ciblant Samuel Paty, la mosquée de Pantin a été fermée pour six mois par le préfet de Seine-Saint-Denis, ordre de Gérald Darmanin. Le recours déposé par le responsable de la mosquée a été rejeté ce mardi, le tribunal administratif validant l'arrêté préfectoral et donnant raison à l'État. Le "collectif cheikh Yassine", fondé en 2004 par Abdelhakim Sefrioui, l'agitateur islamiste impliqué dans l'assassinat de Samuel Paty, a été dissous sur ordre du ministre de l'Intérieur. Ce collectif n'ayant pas de statut légal, l'affaire était aisée. En revanche, quand le ministre vise la dissolution du CCIF, le Collectif contre l'islamophobie en France, ou encore l'association BarakaCity, on sait déjà que le combat n'est pas gagné d'avance. Sauf à définir dans la loi sur le séparatisme de nouveaux délits.

En réalité, l'assassinat de Samuel Paty relance la réflexion du gouvernement. Pourquoi pas une nouvelle loi Avia (qui visait à lutter contre les contenus haineux sur Internet) ? Le Conseil constitutionnel l'avait censurée au motif qu'elle était une atteinte à la liberté d'expression. Seulement, les temps ont changé. Jean Castex pose la question d'un délit de mise en danger de la vie d'autrui par publication de données personnelles (ce qui a abouti à l'assassinat du professeur). Délit qui frapperait ceux qui harcèlent à longueur de journée Zineb El Rhazoui, l'ancienne journaliste de *Charlie Hebdo*, menacée chaque jour de mort, ou encore l'adolescente Mila, persécutée sans relâche, qui doit vivre cachée. Il envisage encore de pénaliser ceux qui *« font pression »* sur les agents publics — dont l'Éducation nationale — comme cela s'est produit à Conflans-Sainte-Honorine. Déjà, le Premier ministre a annoncé qu'il renforçait la plate-forme de signalement Pharos par une centaine d'effectifs supplémentaires. Elle pourrait demain être ouverte 24 heures sur 24. Il s'exprimait entouré du garde des Sceaux et du ministre de l'Intérieur, masqués, qui sont restés muets.

Officiellement, tout va pour le mieux entre eux. En réalité, ils incarnent deux visions, deux sensibilités aux antipodes. Que chacun marque son périmètre entre l'Intérieur et la Justice, quoi de plus normal. Mais cette fois, disons que c'est plus brûlant. Gérald Darmanin multiplie les annonces : expulsions, fermetures, emploi d'un vocabulaire guerrier, il n'est pas loin du *« il faut terroriser les terroristes »* de Charles Pasqua. Lorsqu'il s'attaque à la vente des produits halal en grande surface, ce n'est pas une réponse à l'horreur de Conflans-Sainte-Honorine. Contre-productif ! Éric Dupond-Moretti insiste, lui, sur l'État de droit et n'en démord pas : *« S'en affranchir sous le coup de l'émotion signifierait que les terroristes ont gagné »*, a-t-il dit au *Parisien*. À lui le travail juridique, l'adaptation du droit mais jusqu'à un certain point. Il demeure l'avocat passionné de liberté. Celui, entre autres, du frère de Mohammed Merah, condamné à trente ans de prison pour complicité d'assassinat, dont il avait dit que c'était un honneur de le défendre. Un propos diversement apprécié. Darmanin et Dupond-Moretti illustrent au gouvernement ce "en même temps" cher au président. La majorité traversée par le clivage droite-gauche s'en félicite. Pour l'instant, il y a les darmanistes, qui jugent qu'il faut frapper vite et fort, et les dupond-morettistes, qui se réjouissent qu'avec le nouveau garde des Sceaux l'État de droit soit respecté. L'ambition du président est d'"empêcher les islamistes de dormir", d'atteindre les prêcheurs de haine avant qu'ils n'arment le bras de soldats perdus, comme le Tchétchène Anzorov. Tout un programme. Mais la nouvelle loi présentée en décembre et discutée dans la foulée au Parlement protégera-t-elle mieux la France de la folie islamiste ? et dans quels délais ? ●

UN DÉLIT DE MISE EN DANGER DE LA VIE D'AUTRUI PAR PUBLICATION DE DONNÉES PERSONNELLES.

PHOTOTHÈQUE VALMONDE


LA LIBERTÉ S'EN VA-T-EN GUERRE
COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMM
DÉCO
LISME
COUR DE JUSTICE DE L'U
EUROPÉE
CONSEIL CONSTITUT
GÉNISME
CONSEIL D'ÉTAT
COUR DE CASS
ION
IRÈNE



La laïcité marche sur la tête: il faut la remettre sur ses pieds

Face à l'islamisme, le véritable défi n'est pas de faire respecter la laïcité mais de fabriquer des Français. Ce n'est pas la laïcité qui permet l'assimilation mais l'assimilation qui permet la laïcité.

Par Vincent Coussedière*

D'aucuns se félicitent que la parole se soit libérée après le meurtre de Samuel Paty, celle des enseignants comme celle du président de la République, les premiers n'hésitant plus à dénoncer la pénétration de l'islamisme dans l'école, le second déclarant la guerre au terrorisme islamiste et à l'islamisme radical. Ils ont sans doute raison, nommer l'ennemi est le premier pas qui permet de mener la guerre. Mais le deuxième pas consiste à définir la bonne stratégie pour l'emporter et, sur ce point, il semble que les anciens réflexes aient rapidement repris le dessus, après la sidération produite par l'attentat. En effet, si les mesures de court et moyen terme semblent aller dans la bonne direction, les mesures de long terme se résument à une seule: restaurer et réaffirmer notre fameuse "laïcité".

Après presque 300 morts causés par le terrorisme islamiste, après la construction de centaines de mosquées sur le territoire, dont la porosité avec l'islamisme est avérée, après deux lois sur le voile et la burqa, toujours contestée et fragilisée pour la première, jamais véritablement contrôlée et appliquée pour la seconde, après l'islamisation non seulement de nombreux quartiers de banlieue mais des quartiers de certaines grandes villes, où le marché halal fleurit, après les signes de contestation quotidienne de l'égalité homme-femme dans les services publics, après les menaces portant sur l'habillement en pleine rue, après la découverte que les associations sportives sont de hauts lieux d'endoctrinement, après l'attentat contre Samuel Paty et la prise de conscience de l'abandon du terrain de l'éducation par les enseignants et leur administration, on nous ressort l'antienne de la "laïcité".

Ne devons-nous pas mieux à cet enseignant, qui n'est pas seulement mort de l'islamisme mais de notre impuissance à briser son essor? Plutôt que nous congratuler sur les vertus émancipatrices de l'école républicaine, ne devrions-nous pas nous remettre en question, et sortir définitivement de cet idéalisme de la laïcité? Cessons de croire que c'est parce qu'elle est mal ou insuffisamment appliquée qu'elle n'est pas un rempart. Ouvrons les yeux et assumons qu'elle n'a été qu'une sorte de ligne Maginot face à l'islamisation, masquant notre impuissance et nous donnant la bonne conscience d'avoir "agi".

Stopper l'islamisation avec la laïcité est un défi qui s'apparente beaucoup à celui qui consisterait à vouloir vider la mer avec une petite cuillère.

Notre dernière trouvaille, pour nous persuader de la pertinence de notre laïcité, est de nous dire qu'elle est la raison pour laquelle les islamistes ont fait de nous leur cible privilégiée. Nous nous trompons. C'est parce que nous sommes faibles que nous sommes attaqués, et nous sommes faibles en raison d'une laïcité qui marche sur la tête, ou qui, comme le baron de Münchhausen, croit pouvoir se tirer par les cheveux du marasme où elle s'enlise. Il est plus que temps d'appliquer à la laïcité la méthode que Marx appliqua à la dialectique hégélienne. Il est plus que temps de constater que la laïcité "marche sur la tête", et qu'il faut la "remettre sur ses pieds". Comment remettre la laïcité sur ses pieds? En cessant de croire qu'elle peut se fonder elle-même, et en la reconduisant au contraire à ce qui la fonde: la nation française et la lente sédimentation de mœurs partagées au cours d'une longue histoire. Placer la loi du peuple au-dessus de la loi de Dieu, remettre la religion au second plan en la reléguant davantage dans la sphère privée et en réclamant la discrétion de son expression publique, tout cela était possible pour un peuple dont la

STOPPER L'ISLAMISATION AVEC LA LAÏCITÉ EST UN DÉFI QUI S'APPARENTE BEAUCOUP À CELUI QUI CONSISTERAIT À VOULOIR VIDER LA MER AVEC UNE PETITE CUILLÈRE.

construction avait cessé d'être essentiellement religieuse pour devenir nationale.

Le fondement de la laïcité, ce n'est rien d'autre que la nation.

Si l'on veut refabriquer de la laïcité, il faut refabriquer des nationaux. Or le silence des commentateurs politiques sur ce point est proprement effrayant et abyssal, si l'on excepte la courageuse et brillante Marion Maréchal.

La véritable question n'est pas celle de la laïcité, le véritable défi n'est pas d'expliquer la laïcité, mais de se demander pourquoi il faut désormais l'expliquer, de se demander pourquoi elle ne va plus de soi. Elle ne va plus de soi parce que nous avons renoncé à fabriquer des Français qui assimilent la France et, donc, la laïcité. Le véritable défi est là, et nous nous le masquons, effrayés par son ampleur: nous disons "guerre contre le terrorisme islamiste" pour ne pas dire "islamisation" et "immigration"; nous disons "laïcité" pour ne pas dire "assimilation". Nous continuons, en bons "républicains", de nous bercer de l'illusion que c'est la laïcité qui va permettre l'assimilation, alors que c'est l'assimilation qui permet la laïcité.

Il faut remettre la laïcité sur ses pieds, c'est-à-dire sur son socle historique: l'assimilation à la française. ●

** Vincent Coussedière est philosophe.*

Repenser la Turquie

Face à l'œuvre de déstabilisation menée par la Turquie, Emmanuel Macron doit redonner à la France un rôle historique en Europe.

Par Christian Makarian*

En France, il existe deux sphères qui ont à regarder vers la Turquie. Le Quai d'Orsay, dont les inclinations turques ne sont plus à démontrer, est gardien et dépositaire d'une longue tradition: après Rome, Ankara (auparavant Constantinople) constitue l'un des plus anciens pôles d'attraction de la diplomatie française. Cette empathie est censée remonter à l'alliance de revers conclue par François Ier avec Soliman le Magnifique, en 1536, laquelle ne fut que le résultat chaotique de l'humiliant échec du Valois face à son rival Charles Quint. Au XIXe siècle, le ministre des Affaires étrangères François-René de Chateaubriand, qui connaissait l'Orient, émit un tout autre avis: *« Prétendre civiliser la Turquie en lui donnant des bateaux à vapeur et des chemins de fer, en disciplinant ses armées, en lui apprenant à manœuvrer ses flottes, ce n'est pas étendre la civilisation en Orient, c'est introduire la barbarie en Occident: des Ibrahim futurs pourront ramener l'avenir au temps de Charles Martel* [...]. *»* (*Mémoires d'outre-tombe.*)

L'autre centre de décision se situe à l'Élysée, où Emmanuel Macron n'a pas hésité à admonester les diplomates, lors de la Conférence des ambassadeurs de 2019: *« Nous avons, nous aussi, un État profond »*, a-t-il lancé. Manière de pointer du doigt ceux qui défient le pouvoir présidentiel en pensant "il a dit ça mais enfin, nous, on connaît la vérité, on va continuer comme on a toujours fait".

Le président a sa propre vision, qui découle de l'accumulation des faits et de la place qu'il se voit occuper sur la scène internationale au nom du multilatéralisme, des valeurs de la civilisation européenne, du combat antiterroriste que mène la France. À l'inverse, Erdogan, dopé par la mansuétude que lui a octroyée Donald Trump, grisé par son rapprochement factice avec Vladimir Poutine, a trouvé un boulevard pour multiplier les actions agressives et déstabilisatrices. Or la France en est systématiquement la cible: Erdogan a mis Macron en joue. Après les incursions turques en Syrie, qui ont pour seul but d'écraser les Kurdes et d'engraisser les djihadistes, il a fallu subir le chantage sur les migrants, l'intervention en Libye et les livraisons illicites d'armement, les provocations répétées en Méditerranée contre Chypre et contre la Grèce, les menaces visant un navire de guerre français, l'immixtion de la diplomatie d'Ankara sur le continent africain et, désormais, la guerre totale au Haut-Karabakh, dans laquelle les forces spéciales turques encadrent l'Azerbaïdjan en acheminant au Caucase des ➛

LA TURQUIE A TROUVÉ UN BOULEVARD POUR MULTIPLIER LES ACTIONS AGRESSIVES ET DÉSTABILISATRICES. OR LA FRANCE EN EST SYSTÉMATIQUEMENT LA CIBLE : ERDOGAN A MIS MACRON EN JOUE.

assassins djihadistes. Cette œuvre de déstabilisation continue, assortie d'injures récurrentes adressées au président français, se double d'une ingérence intolérable : le reis turc cherche à incruster en France une cinquième colonne de supporters turcs chargés de faire voter leurs compatriotes pour l'AKP et, bien au-delà, il s'est mis en tête de prendre le contrôle de l'islam de France — il a d'ailleurs considérablement avancé.

Macron ne doit pas tomber dans le piège de la surenchère ; il doit tacler Erdogan et redonner à la France un rôle historique en Europe en repensant complètement la relation franco-turque. ●

** Christian Makarian est éditorialiste, auteur de "Généalogie de la catastrophe, retrouver la sagesse face à l'imprévisible", Les Éditions du Cerf.*

Le travers jésuite du pape François

Parce qu'il cherche à tout prix dans le monde actuel des motifs de crédibilité de la foi chrétienne, le pape prend le risque de faire de l'Église une ONG parmi d'autres.

Par Thibaud Collin*

Quoi qu'en dise son entourage, des pans entiers de la doctrine catholique sont de fait remis en cause par ces quelques mots issus d'un entretien donné en 2019 et restés jusque-là dans les archives du Vatican. Le pape envoie un signal à tous ceux qui, dans l'Église, souhaitent que la doctrine sur l'homosexualité soit révisée dans un sens libéral, en consonance avec les mœurs actuelles. Le problème est que ce signal est en contradiction avec la réaffirmation par le pape lui-même que l'homosexualité demeure une manière désordonnée de vivre sa sexualité. En effet, admettre la cohabitation civile est reconnaître la légitimité d'une conjugalité homosexuelle et de là inéluctablement du mariage et de la filiation pour les couples de même sexe. Il y a une logique interne à la revendication homosexuelle et on ne peut sans incohérence en valider la première étape sans accepter le principe qui la présuppose et… en commande les ultimes effets. L'inconsistance des propos pontificaux est le plus sûr symptôme de la crise que traverse l'Église.

Le pape François représente l'apogée d'une stratégie inaugurée voilà près de soixante ans : donner des gages d'ouverture au monde moderne afin que celui-ci reconnaisse en l'Église une interlocutrice valable dans la conversation civique mondiale. Jean-Paul II et Benoît XVI, géants dans l'ordre de l'esprit, pratiquaient cet art du dialogue sans rien concéder sur le fond car ils avaient une claire conscience des lacunes et des impasses de la raison postmoderne. Le pape François, fort habile en tactique politicienne, fait paradoxalement preuve d'une naïveté confondante dans la pratique du même art. Comme l'a encore révélé sa dernière encyclique sur la fraternité, sa reprise sans recul critique du modèle de la discussion démocratique engendre inévitablement une altération de la foi et de la vie chrétiennes. Car celles-ci sont intégrales ou ne sont pas. Vouloir les adapter à un critère mondain, qu'il soit politique, anthropologique ou moral, amène inévitablement à en rompre la cohérence. Le pape François est victime de son propre travers jésuite : rechercher à tout prix dans le monde actuel des motifs de crédibilité de la foi et de la vie chrétiennes. Mais l'esprit qui régit le monde humain est irréductible à l'esprit du christianisme ; les chrétiens le savent depuis l'Évangile selon saint Jean ! L'apogée de la stratégie de conciliation s'identifie dès lors avec son effondrement. Pourquoi en effet rester ou devenir chrétien si la vie chrétienne n'apporte qu'un supplément d'âme au libéralisme libertaire promu par l'Onu ? D'autres officines offrent une spiritualité plus en harmonie avec le programme humanitariste. Si l'Église refuse de parler au monde du point de vue inactuel de Dieu lui-même, elle se condamne à n'être qu'une ONG parmi d'autres. ●

LA FOI ET LA VIE CHRÉTIENNES SONT INTÉGRALES OU NE SONT PAS. VOULOIR LES ADAPTER À UN CRITÈRE MONDAIN, QU'IL SOIT POLITIQUE, ANTHROPOLOGIQUE OU MORAL, AMÈNE INÉVITABLEMENT À EN ROMPRE LA COHÉRENCE.

** Thibaud Collin est philosophe.*



OFFRE EXCEPTIONNELLE DE CHAMPAGNE BRIMONCOURT

En partenariat avec la maison de champagne Brimoncourt, *Valeurs actuelles* vous propose ce coffret de 12 bouteilles de champagne Brut Régence, la cuvée phare de Brimoncourt, assemblage d'une grande finesse aromatique dominée par l'élégance du chardonnay. Il est au prix de 300 euros au lieu de 360. *Disponible sur notre site boutique.valeursactuelles.com. À consommer avec modération.*

"VALEURS ACTUELLES" HORS-SÉRIE

"La Langue française, chef-d'œuvre en péril"

À l'heure du massacre généralisé de notre langue, c'est à *la Langue française, chef-d'œuvre en péril*, qu'est consacré le nouveau hors-série de *Valeurs actuelles*. L'occasion de se plonger dans l'histoire et les plus belles pages de cet extraordinaire patrimoine, part essentielle de notre identité. Origine des mots, mots oubliés, mots historiques, expressions populaires enracinées, sens de la repartie, richesse de notre orthographe, mais aussi grands auteurs et plus beaux textes sur la France: c'est, à travers les mots, à un voyage au cœur de l'esprit français et de tout ce que l'on n'apprend plus à nos enfants, que vous convient ces 132 pages d'exception. Donnant aussi la part belle aux polémistes et écrivains patriotes: de Péguy aux Hussards, de Barrès à Jean Raspail. Préface de François d'Orcival. *Disponible en kiosque, sur boutique.valeursactuelles.com et avec le coupon page 65; 10,90 €.*

PROLONGEZ VOTRE LECTURE SUR INTERNET

Vous cherchez, au quotidien, un traitement de l'information à contre-courant? Explorez, depuis notre site Internet, le Club VA. Si vous êtes abonné à l'hebdomadaire, vous disposez d'un accès gratuit et illimité au Club VA. Nous invitons nos autres lecteurs à parcourir au plus vite cet espace privilégié où ils profiteront de reportages, d'analyses et de révélations. Offre spéciale découverte à partir de 1 euro le premier mois sur www.valeursactuelles.com.

AUTOUR DU FOIE GRAS DU PÉRIGORD



En partenariat avec Traditions du Périgord, *Valeurs actuelles* vous propose un colis de 3 blocs de foie gras de canard du Périgord de 100 grammes et 5 blocs de foie gras de canard de 65 grammes, avec en cadeau un set à foie gras composé d'une ardoise pour la présentation, d'une lyre à découper, d'une coupelle en céramique et d'une cuillère pour la confiture. *En vente sur boutique.valeursactuelles.com au prix de 46,90 € au lieu de 78,20 €.*



Un dossier spécial pour réduire ses impôts avec l'immobilier

Dans son numéro de novembre, le magazine *Mieux vivre votre argent* présente un dossier spécial défiscalisation immobilière, dans lequel vous retrouverez les principaux dispositifs actuels. Du Pinel au Denormandie dans l'ancien, en passant par la loi Malraux ou les Monuments historiques, la rédaction a passé au crible les spécificités de chacun de ces avantages fiscaux, pour vous permettre de faire le bon choix. Côté placements, le magazine revient sur les fonds indiciels, ou ETF, dont l'essor est de plus en plus lié à celui de l'investissement durable. Enfin, *Mieux vivre votre argent* a passé à la loupe l'offre de sept banques en ligne. Le constat: selon les établissements, il est possible de diviser la facture par quatre, voire cinq. *Disponible en kiosque ou avec le coupon page 89.*



Femmes voilées sur les Champs-Élysées.
Le visage de la France ?

LE FLOCH/SIPA

La conquête tranquille

Emmanuel Macron souhaite que les islamistes *"se sentent en danger"* en France. La chose serait si nouvelle, après plusieurs décennies d'aveuglement et de lâcheté, qu'elle paraît, en l'état, bien peu probable.

Par Mickaël Fonton

C'était un jour de printemps, il y a deux ans de cela. L'actualité tournait autour de l'arrestation d'une femme voilée, se perdait en controverses sur la pertinence de la loi de 2010 et rebondissait sur le "Hijab Day" organisé par Sciences Po Paris. Attablé à une brasserie de Montparnasse, Alain Finkielkraut étirait une moue navrée. *« Hidjab, jilbeb, burqa, qamis… tous ces mots que nous ne comprenions pas, que nous n'aurions jamais dû comprendre et qui, pour notre malheur, nous sont devenus familiers. »* Le fait est là, incontestable, qui accablait le philosophe : nous n'aurions jamais dû avoir à nous soucier des subtilités de la tenue islamique et, pourtant, nous y sommes désormais contraints.

On pourrait croire que cette contrainte est purement médiatique et qu'il suffirait, pour y échapper, de ne pas s'intéresser au sujet. L'échappatoire n'aurait qu'un temps. Il est en effet une autre contrainte, que l'on doit au même mouvement d'irruption de l'islam dans la société française et qu'il est plus difficile de négliger : la peur. La peur dans une salle de spectacle, dans un train, un avion, un hall de gare. La peur dans la rue. *« Nous sommes contraints d'avoir peur,* reconnaît Yves Mamou, ancien journaliste au *Monde* et auteur du livre, *le Grand Abandon, les élites françaises et l'islamisme. L'angoisse est clairement un des effets de l'islamisation de la société. C'est être attentif aux véhicules qui déboulent quand on est assis à la terrasse d'un café, ou ressentir spontanément de la crainte devant tel individu qu'on croise dans la rue. »*

S'il donne lieu à ces événements dramatiques et fortement mobilisateurs, on aurait tort, cependant, de croire que le problème réside d'abord dans cet extrémisme ou ce radicalisme *(lire page 30)*. Car alors la solution pourrait tenir en quelques "mesures fortes" : davantage de sécurité, une meilleure recension des fichés S, l'expulsion des éléments belliqueux ou un système de reconnaissance faciale dans le métro, comme le proposait dimanche le ministre des Transports, Jean-Baptiste Djebbari. Telle est la façon de faire de nos dirigeants, le produit de leur logiciel : la République, l'État, l'administration, la communication.

Après le meurtre de Samuel Paty, Emmanuel Macron a convoqué deux Conseils de défense et multiplié les déclarations martiales. *« Je veux qu'à n'importe quelle heure du jour et de la nuit, les islamistes se sentent en danger »*, a affirmé le président français. Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, s'en est pris à l'islamo-gauchisme ; Gérald Darmanin, son homologue de l'Intérieur, a dénoncé l'emprise du lobby halal *(lire l'encadré)*. Les mesures ont fusé : on apprenait la fermeture de la mos-



quée de Pantin, l'expulsion (programmée…) de l'activiste Abdelhakim Sefrioui, la dissolution du CCIF, l'interpellation du patron de l'ONG BarakaCity. À ces premières actions, supposées montrer la détermination gouvernementale, se sont ajoutés des projets législatifs en bonne et due forme: "renforcement du projet de loi sur le séparatisme", création à cet effet d'un "pôle spécialisé" (il n'en existait pas jusque-là?), etc. Cette *« volonté* […] *peut être contrecarrée par des obstacles juridiques et pratiques »*, observait toutefois *le Journal du dimanche* dans son édition du 25 octobre.

Les branches coupées repousseront

N'accablons pas le gouvernement, qui fait ce qu'il peut, c'est-à-dire pas grand-chose. *« Ces mesures sont toujours bonnes à prendre,* commente d'ailleurs Georges Bensoussan, coordinateur de l'ouvrage *les Territoires perdus de la République* et de sa suite, *Une France soumise. C'est une bonne chose de dissoudre le "collectif Cheikh Yassine", voire d'expulser Sefrioui, de fermer telle ou telle mosquée. Le problème, c'est que tout ça va se reconstituer très vite. »* Les branches coupées repousseront car le terreau dans lequel l'arbre prend racine est trop profond, trop fertile. L'écosystème islamiste est désormais trop dense pour être réduit comme fut réduit l'ETA, par capture successive de ses chefs. *« Il y a toute une économie basée non sur le repli mais sur la lutte,* poursuit Georges Bensoussan. *Le terme de séparatisme n'est pas le bon car ils ne veulent pas vivre à part,* →

Rayons halal au supermarché. Un commerce en plein essor.



PASCAL SITTLER/REA

ils veulent subvertir et conquérir. Ils ne sont à l'écart que s'ils sont faibles. En position de nombre, donc de force, le djihad n'est pas une possibilité mais une obligation. »

Or le nombre est là. Le chiffre exact fait défaut, notamment en raison de l'absence de statistiques ethniques, mais les différentes estimations (les travaux de Michèle Tribalat, de Jean-Paul Gourévitch, voire les propos de certains responsables musulmans comme Dalil Boubakeur) laissent deviner la présence en France de 7 à 10 millions de musulmans. Deux conséquences à ce chiffre : même si un pourcentage très faible (disons une personne sur cent) est animé d'intentions belliqueuses, cela donne 70000 à 100000 candidats au "séparatisme". Abdelhakim Sefrioui sera vite remplacé. Surtout, un tel nombre est largement suffisant pour changer la face d'une société, pour la rendre, en de nombreux endroits, étrangère à elle-même.

Quand le Conseil d'État choisit l'immigration

« Les questions à se poser pour savoir si une ville est sous emprise musulmane sont assez simples, explique Erwan Seznec, ancien journaliste à *Marianne*, qui vient de publier *Nos élus et l'islam*. *Est-ce qu'il y a des charcuteries ? du jambon dans les supermarchés ? Est-ce que, dans les établissements scolaires publics, il y a du porc à la cantine ? Croise-t-on des filles maghrébines non voilées ? des couples mixtes ? Est-ce que, dans le collège Pablo-Neruda du coin, on trouve encore des élèves de confession juive ? »* Si la réponse est à chaque fois négative, alors le degré d'imprégnation islamiste est certainement au plus haut. *« Pour moi, le signe le plus frappant, c'est l'absence de mixité*, avance de son côté Georges Bensoussan. *Les femmes ont disparu de l'espace public. Elles ne se trouvent plus que dans certaines boutiques de vêtements. Dans la rue, dans les épiceries et dans les cafés plus encore, il n'y a plus de femmes. Autre élément révélateur : la présence de*

librairies musulmanes, qui sont parfois des lieux d'endoctrinement mais dont les vitrines présentent toujours des ouvrages rassurants. »

Le constat ne fait pas peur comme fait peur la décapitation en pleine rue de Samuel Paty, mais il reste effrayant en ce qu'il traduit la mutation complète d'un univers familier, la dénaturation d'un morceau de France. *« Et il n'y aura pas de retour en arrière,* soutient Erwan Seznec. *La mixité sociale est morte. Vous ne la verrez pas revenir de votre vivant. À Marseille, il y a des endroits où il n'y a plus que des Noirs. Ou plus que des Maghrébins. Vous imaginez? Des collèges entiers de Comoriens... »* Que peut-il bien rester de la France, dans de tels établissements *(lire aussi page 22)*?

Le processus qui nous a menés là est connu: immigration de masse, regroupement familial, créations d'écosystèmes hexogènes d'où la langue française était de plus en plus absente. Hausse du chômage, regain du religieux (5 mosquées en 1965, 100 en 1970, plus de 2500 aujourd'hui). Et puis toute la suite, les foulards de Creil, les émeutes de Vaulx-en-Velin, les attentats de 1995-1996. Ce qui étonne encore, dans cette histoire cent fois racontée, c'est la diversité du déni. Tout ce qui se savait et qui a été passé sous silence. Deux exemples, au hasard: en 1990, le colonel Yves Biville livre un rapport sur les difficultés des conscrits d'origine maghrébine à s'intégrer. Ses statistiques sont éloquentes: six fois plus de violences, trois fois plus de désertions, une insubordination toujours plus grande. Haine de l'armée, haine de la France. Que fera-t-on de son travail? Plutôt que de mettre le paquet pour soigner la maladie de la désintégration, on ira jusqu'à casser ce thermomètre un peu trop fiable en supprimant le service militaire. Autre chose, plus proche: en 2008, un tournoi de basket "inter-mosquées" féminin interdit aux hommes est organisé à Vigneux, dans l'Essonne. La presse s'émeut d'une semblable initiative, évoque un possible sectarisme, se rassure bien vite en songeant aux kermesses d'antan. *« Finalement, c'est passé comme une lettre à la poste et, aujourd'hui, des tournois inter-mosquées, il y en a pléthore »*, glisse Erwan Seznec.

Et quand on s'avise de protester, de décrire, d'alerter, il reste la dernière arme, patiemment fourbie ces dernières années: l'accusation (de racisme, d'islamophobie) et avec elle le procès, le jugement. *« Vous me ferez relire mes citations,* implorait ainsi un spécialiste. *Je ne redoute pas l'agression dans la rue, je me méfie de la 17e chambre! »* À juste titre. Au-delà de quelques procès fortement médiatisés (Zemmour, Bruckner, Bensoussan), la justice quotidienne, banale, semble avoir pris fait et cause pour la personne d'origine étrangère. *« Le Conseil d'État, c'est la catastrophe,* se désole Yves Mamou. *Du regroupement familial au burkini en passant par les foulards de Creil, ils ont vraiment choisi l'immigration de masse. »* Premier vice-président de la cour administrative d'appel de Paris, Michel Bouleau avait publié en 2016 une tribune dans le *Recueil Dalloz*. Intitulée *« Les illusions du législateur »*, elle montrait qu'en ce qui concerne le droit des étrangers, les jugements rendus étaient très largement "humanitaires" et ne respectaient pas la loi. Ils penchaient en faveur de l'étranger. *« Cette chronique est particulièrement intéressante,* écrit Michèle Tribalat, *dans la mesure où l'on s'imagine souvent* [...] *qu'il suffit de changer la loi pour infléchir la politique migratoire. »* Or les personnes chargées d'appliquer cette loi la contournent. Il faudra bien plus que des mesures fortes, il faudra une révolution copernicienne. *« Même si Macron voulait changer quoi que ce soit, il n'y arriverait pas »*, tranche Mamou. Les islamistes ont encore du temps devant eux avant de se sentir en danger. ●

ET QUAND ON S'AVISE DE PROTESTER, DE DÉCRIRE, D'ALERTER, IL RESTE LA DERNIÈRE ARME, PATIEMMENT FOURBIE CES DERNIÈRES ANNÉES : L'ACCUSATION.

RAYONS HALAL QUAND ISLAMISATION RIME AVEC ALIMENTATION

***« Moi, ça m'a toujours choqué de rentrer dans un hypermarché et de voir un rayon de telle cuisine communautaire »*, s'indignait Gérald Darmanin, ministre de l'Intérieur, sur BFM TV, le 20 octobre. Depuis les années 1980 et l'arrivée massive d'une immigration d'origine musulmane, les rayons halal ont colonisé les supermarchés français. Le phénomène s'est développé en coopération étroite avec l'Organisation mondiale du commerce, qui a imposé l'utilisation du terme "halal" dans les directives générales du *Codex alimentarius* publiées en 1997, en se référant explicitement à la loi islamique. Aujourd'hui, se targuant d'un modèle dit inclusif, mais qui voile en fait une islamisation pure et simple de l'alimentation, les chaînes de la grande distribution élargissent bon train leurs rayons halal. Si la charcuterie reste la grande machine de guerre (130,6 millions de chiffre d'affaires en 2018, en progression de 5,6 %), il y en a pour tous les goûts et l'innovation ne trouve pas de limite. La nouvelle mode est ainsi au halal bio. Avec leur boisson Ôpia, un jus de raisin non fermenté, biologique et certifié halal, les Domaines Pierre Chavin sont pionniers.**

Éloi Roche-Bruyn

L'imam Hassen Chalghoumi (deuxième en partant de la gauche), menacé de mort depuis plusieurs années, à Conflans-Sainte-Honorine après l'attentat.



ANNE-CHRISTINE POUJOULAT/AFP



Le calvaire des résistants

Depuis la tragédie de Conflans-Sainte-Honorine, les figures de proue de la lutte contre l'islamisme sont saluées de toutes parts. Mais derrière la clameur unanime du grand public, les meneurs de la résistance vivent sous la menace constante de la terreur verte.

Par Nicolas Clément

Menaces de mort, poursuites judiciaires, harcèlement… Tel est le prix à payer lorsque l'on défend la République contre les "fous d'Allah". Depuis plus d'une décennie, une poignée de personnalités publiques issues de l'immigration mène une lutte sans merci contre l'obscurantisme. Au péril de leur vie, journalistes, responsables religieux et intellectuels ont su tenir bon contre le déni des uns et le fanatisme des autres. Longtemps marginalisés, voire stigmatisés pour leur républicanisme intransigeant, l'histoire a fini par donner raison à ces maquisards de la laïcité. Passé cette victoire sans gloire, un défi s'impose toujours à eux: la survie.

Les réseaux de la haine

Hassen Chalghoumi, Sonia Mabrouk, Fatiha Agag-Boudjahlat, Zineb El Rhazoui… Leurs visages sont connus de tous. Mais ceux de leurs agresseurs, tapis dans l'ombre, sont protégés par l'anonymat des réseaux sociaux. Depuis l'attentat contre *Charlie Hebdo*, en 2015, le compte Twitter de Zineb El Rhazoui, ancienne journaliste de l'hebdomadaire satirique, est saturé d'insultes et d'appels au lynchage.

Cinq ans plus tard, l'impunité des cyberislamistes fait encore la loi sur Twitter, malgré un récent acte symbolique précipité par la mort de Samuel Paty. La semaine dernière, Idriss Sihamedi, fondateur de l'ONG islamiste BarakaCity, a enfin été mis en garde à vue pour "harcèlement en ligne" contre la lauréate du prix Simone-Veil. Un geste attendu de longue date par Zineb El Rhazoui, qui vit depuis cinq ans sous

Chems-Eddine Hafiz, recteur de la grande mosquée de Paris, ciblé pour avoir appelé à une réforme de l'islam.


LUDOVIC MARIN/AFP

protection policière. *« Ce qui m'arrive, c'est ce qui arrive au pays*, a-t-elle confié au *Figaro*. *Personne ne devrait vivre comme ça. »*

Un quotidien marqué par la peur que Hassen Chalghoumi, imam de la mosquée de Drancy, ne connaît que trop bien. Également placé sous protection policière depuis 2015 à cause d'une fatwa lancée contre lui, l'"imam de la République" est victime d'une nouvelle cabale depuis son hommage au martyr de Conflans. *« Ils viennent, ils réagissent sur les réseaux sociaux, avec des insultes*, a-t-il déploré sur BFMTV. *Je dois encore aller déposer des plaintes pour menace de mort. C'est notre quotidien, je peux rédiger une plainte comme les policiers à force de le faire. »*

"J'AI DÉJÀ ÉTÉ POURSUIVIE DANS LA RUE PAR DES BARBUS QUI CRIAIENT MON NOM", RÉVÈLE LYDIA GUIROUS.

Les Marianne abandonnées

Un triste sort que partage également Jeannette Bougrab, ancienne secrétaire d'État, dont le combat a commencé dès 2008, avec le scandale de la crèche Baby-Loup : *« À partir de cet instant, toutes mes prises de parole étaient suivies de harcèlement*, explique-t-elle. *On a menacé mes parents, on m'a menacée de mort… C'était d'une violence inouïe. »* Sept ans après, la juriste s'est une nouvelle fois retrouvée dans l'œil du cyclone après l'attentat contre *Charlie Hebdo*. *« Les choses auraient dû changer après* Charlie, glisse-t-elle. *Mais je n'ai toujours pas réussi à retrouver une vie normale. Je ne fais pas partie des gens qu'on a soutenus, j'ai dû quitter mon pays. »*

Un isolement qui n'est pas sans rappeler l'expérience de Lydia Guirous, porte-parole des Républicains (LR). *« Notre lutte comprend de nombreux moments de solitude »*, confirme la féministe. *« J'ai déjà été poursuivie dans la rue par des barbus qui criaient mon nom »*, dit-elle. Révoltée, elle dénonce : *« En politique, il y a une hypocrisie qui consiste à envoyer des femmes au combat et à saluer leur courage pour mieux cacher sa couardise. »* Loin de réserver ses critiques à son parti, elle souligne également le rôle de la gauche dans sa marginalisation : *« On m'a souvent traitée d'"Arabe de service" ou de "collabeur"*, dit-elle. *C'est un discours raciste typique des islamo-gauchistes. Ces gens nous considèrent comme un troupeau électoral. »* Un constat partagé par Jeannette Bougrab, qui affirme qu'on ne lui a jamais pardonné d'être *« une femme de droite et une fille de harki »*.

Vers un sursaut des institutions?

Face à l'enfer quotidien des combattants de la République, les institutions musulmanes semblent enfin sortir de leur torpeur. Lundi 19 octobre, Chems-Eddine Hafiz, recteur de la grande mosquée de Paris et vice-président du Conseil français du culte musulman (CFCM), s'est fendu d'un discours sans concession à l'endroit des complices du "séparatisme islamique" : *« Jusqu'à présent, nous rejetions l'idée que des criminels comme celui-là tuaient au nom de notre religion. Il y avait une forme de déni, qui était notre marque à tous.* […] *Aujourd'hui, on a peut-être enfin compris cette situation »*, a admis le religieux dans *l'Obs*. Avant d'ajouter : *« Il faut qu'on fasse quelque chose, que ça s'arrête. »* Que ces paroles arrivent aux oreilles de Mohammed Moussaoui, président du CFCM, qui a déclaré, le 27 octobre, au sujet des caricatures, qu'il fallait *« savoir renoncer à certains droits pour que la fraternité puisse s'exprimer dans notre pays »*… ●



UGO AMEZ/SIPA

L'école face au poison lent islamiste

Lieu de formation des citoyens, l'école est au cœur du projet de conquête des islamistes. Sur le déni et les compromissions, par peur de la "stigmatisation", celui-ci prospère depuis au moins trente ans. Et vient d'aboutir à l'irréparable.

Par Quentin Hoster

L'*école est la vraie concurrence du temple*, disait Ernest Renan. Comment alors expliquer l'échec de l'instruction publique à tenir en respect les plus fanatiques adorateurs de celui-ci ? Sans doute par une litanie de lâchetés, de dénis, qui ont fait prospérer un djihad à bas bruit. Le premier coup de canif remonte à 1989. L'affaire des "foulards de Creil" enclenche le buzz avant l'heure, pose les jalons d'un débat immuable. Trois collégiennes sont exclues de leur établissement pour avoir refusé d'ôter leur voile islamique. *« Nous sommes des folles d'Allah, nous n'enlèverons jamais notre foulard, nous le garderons jusqu'à notre mort »*, s'était enhardie une des "victimes", désignée comme telle par une doxa déjà compromise dans la complicité avec un islam radical et conquérant. Malek Boutih, vice-président de SOS Racisme, s'emportait alors : *« Il est scandaleux que l'on puisse, au nom de la laïcité, intervenir ainsi dans la vie privée des gens, malmener les convictions personnelles. »* Ni courageux ni audacieux, le Conseil d'État, saisi de la polémique, avait fini par déléguer aux directeurs, principaux et proviseurs la décision d'interdire ou non le port du voile dans leurs établissements, les laissant en proie

Professeurs et élèves eux-mêmes sont toujours plus menacés, sous les coups de boutoir du prosélytisme islamiste, jusqu'au cœur de l'école.

aux déchirements internes et accommodements avec la laïcité qui font le jeu des islamistes. Trente ans plus tard, l'Éducation nationale vacille sous leurs coups de boutoirs, leurs menaces, de leur lente *taqîya* à leur crime paroxystique : la décapitation de Samuel Paty.


ISORE/IP3 PRESS/MAXPPP

La loi des soutanes contre celle des hussards

Aux apôtres du "pas de vague", qui ne verraient pas de lien entre ces affaires à la gravité incomparable, répondons par l'avertissement du roman *la Vague* (Pocket), de Todd Strasser : *« Cela commence par un jeu et finit en dictature. »* Car les islamistes jouent avec les nerfs des professeurs depuis des années. Quelques jours avant l'effroyable assassinat de Samuel Paty, un autre établissement subissait une poussée d'urticaire "séparatiste". Après un cours d'éducation civique où était débattue la question du voile, une enseignante s'est retrouvée menacée par une élève de 16 ans, qui n'avait même pas assisté au cours. *« La charia, c'est mieux que la loi française »*, avait-elle lancé, encouragée par un groupe véhément. L'enseignante est depuis placée sous protection policière. D'après le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, 935 cas d'"entraves aux valeurs de la République", ont été remontées entre septembre 2019 et mars 2020. Entre avril et juin 2018, c'était un millier, à en croire les chiffres, forcément partiels, remontés par des personnels en proie à la frilosité de leur hiérarchie jusqu'à l'autocensure — 37 % des enseignants avouant y avoir eu recours, *« afin d'éviter de possibles incidents provoqués par certains élèves »*, selon un sondage réalisé par l'Ifop en 2018. Sur la seule première moitié de l'année dernière, 623 signalements d'élèves pour "suspicion de radicalisation" ont été opérés.

Les témoignages — tantôt décomplexés, tantôt hésitants — après la tragédie de Conflans corroborent avec effroi la réalité statistique. Une institutrice en classe de CM1, dans le Val-d'Oise, s'épanche : *« Au moment de dire "cochon", personne dans la classe n'a voulu répondre et, le lendemain, un père a mis un mot dans le carnet de son fils, me disant que je ne devais pas obliger les enfants à prononcer des mots interdits. »* Accusée de *« favoriser les Blancs »* par un élève de 10 ans, vilipendée par deux pères de famille, dans un tel contexte, Anne (les prénoms ont été modifiés) se dit épuisée. Même ambiance dans un cours de sciences de la vie et de la Terre, en Essonne, où des élèves osent : *« Ce que vous dites est faux, et je vous préviens, ce ne sera pas la peine de venir nous parler de votre Darwin »*, *« Vous les Français, vous aimez trop parler de la sexualité, de toute façon, vous êtes contre ma religion. »* Dans le Val-de-Marne : *« On visitait le lycée Henri-IV, et quand j'ai dit à mes élèves que c'était un ancien couvent, quelques-uns sont sortis »*, explique un autre professeur. Cours de natation désertés par les filles, jeunes qui se bouchent les oreilles pour ne pas écouter de la musique, refus de représenter des personnages, de s'asseoir à côté d'une fille, de serrer sa main… On ne compte plus la diversité ni l'étendue des signaux faibles ou des expressions concrètes de l'islamisation sourde de l'école publique. Auteur de *Considérations inconvenantes sur l'école, l'islam et l'histoire en France, à l'heure de la mondialisation* (L'Artilleur), Bruno Riondel livre son analyse alors perçue avec animosité, il y a cinq ans, à sa parution : *« L'islamisation de l'école s'exprime par des incivilités mais surtout par une contestation des savoirs officiels. Il y a un déni collectif de la gravité du problème, que l'on dit seulement social, culturel, sociologique, alors qu'il est beaucoup plus profond. »* Pour ce professeur d'histoire-géographie, les anecdotes ne tarissent pas, jusqu'à s'entendre affirmer que l'Amé- →

"L'ISLAMISATION DE L'ÉCOLE S'EXPRIME PAR DES INCIVILITÉS MAIS SURTOUT PAR UNE CONTESTATION DES SAVOIRS OFFICIELS. IL Y A UN DÉNI COLLECTIF DE LA GRAVITÉ DU PROBLÈME […]."

En 1989, l'affaire des "foulards de Creil" pose les jalons du débat actuel. "Nous sommes des folles d'Allah, nous n'enlèverons jamais notre foulard, nous le garderons jusqu'à notre mort", avaient déclaré les jeunes collégiennes exclues de leur établissement.

RETRO/AL JAWAD/CHEVALIER/SIPA



rique avait été découverte par des musulmans, qui avaient aussi bâti les cathédrales. *« Il y a une forme de totalitarisme derrière ces jeunes, qui sont manipulés. Ils déforment l'histoire pour la faire entrer dans le moule coranique, avec toujours, malgré tout, une part de provocation. »*

« Des élèves que je connais depuis la quatrième me disent qu'ils se sentent ostracisés, que la loi de 1905 doit changer, ils me demandent pourquoi il y a encore des contrôles de maths le jour de l'Aïd alors qu'il n'y en a pas à Noël… » Sous couvert d'anonymat, cette enseignante impliquée dans le suivi de ses anciens élèves se dit *« démoralisée »* par le discours victimaire de ces jeunes, qu'elle croyait avoir extrait de leurs déterminismes. *« Ce qui m'a le plus cassée, c'est le basculement d'élèves que j'ai connus joyeux et rigolards en personnes qui se sentent victimisées, avec du ressentiment. »* Passée par plusieurs établissements en zone d'éducation prioritaire, où jusqu'à *« 99,5 % »* des élèves sont musulmans, Nathalie est un témoin *« privilégié »* de la lente dérive de l'institution au profit de l'islam radical, dont la loi domine parfois le règlement intérieur, à grand renfort de compromissions. *« Au moment des fêtes religieuses, la cantine était vide, car il n'y avait pas de halal. À la piscine, il y avait zéro fille, car elles avaient toutes un certificat médical bidon. Avant, ils étaient faits par des médecins de l'Éducation nationale, maintenant, il n'y a plus moyen de les vérifier. »*

Du voile au départ en Syrie, une même logique totalitaire

Des tentatives de port du voile au départ vers la Syrie d'une de ses élèves, cette enseignante a connu tout le spectre de l'islamisme à l'école, sans être dupe que les petites "victimes" d'un jour peuvent devenir martyrs. *« Si on ne fait rien, on aura une guerre civile »*, lâche Nathalie, qui regrette désormais d'avoir encouragé des jeunes diplômés à partir enseigner dans les quartiers difficiles : *« Je les ai envoyés au casse-pipe. »* Elle prépare aujourd'hui son procès contre le rectorat, qu'elle accuse d'avoir fermé les yeux sur ses multiples rapports.

La frénésie de mesures prises depuis l'affaire de Creil serait la preuve que l'Éducation nationale a pourtant réalisé l'ampleur de la mortelle menace. En 1994, la circulaire Bayrou décrétait déjà une distinction entre signes religieux discrets et ostentatoires, avant que ces derniers ne soient définitivement proscrits par la loi de 2004. En 2012, le locataire de la Rue de Grenelle, Luc Chatel, interdit le port du voile pour les mères accompagnatrices de sorties scolaires. En 2013, son successeur socialiste, Vincent Peillon, crée l'enseignement moral et civique et fait placarder dans tous les lycées de France une Charte de la laïcité. C'est sur cette valeur cardinale, qu'ils savent menacée, que les ministres successifs vont alors se concentrer : mise en place d'un référent laïcité dans chaque académie par Najat Vallaud-Belkacem, création d'un Conseil des sages de la laïcité par Jean-Michel Blanquer, enfin. Comme


RMC

des sparadraps sur une plaie béante. Aux innombrables et, à l'évidence, infructueuses demi-mesures du gouvernement, l'inspecteur général Jean-Pierre Obin opposait pourtant, dès 2004, un rapport sur *« les signes et manifestations d'appartenance religieuse dans les établissements scolaires »*. Trente-huit pages pour faire l'état des lieux de l'entrée de l'islamisme dans 61 collèges et lycées d'une vingtaine de départements. Refus de tracer une croix en cours de mathématiques, antisémitisme décomplexé, laïcité perçue comme antireligieuse… Déjà, on y pointait l'autocensure devant l'abondance des contestations et le mutisme d'une administration tétanisée ou complaisante.

Le ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche d'alors, François Fillon, est accusé de cacher la poussière sous le tapis. Mais ce serait faire offense à la lucidité de l'auteur de *Vaincre le totalitarisme islamique* (Albin Michel), à le lire dans *l'Express* : *« Oui, nous ne sommes sûrement pas allés assez loin. Mais ce rapport n'a pas été ignoré* […] *quand il a été rendu public, nous étions à la fois en train de mettre en œuvre la circulaire sur la laïcité et de finaliser la réforme de l'école avec quelques dizaines de milliers de manifestants tous les jours sous les fenêtres du ministère. »* Car là, le bât blesse davantage encore. *« Notre société a été beaucoup trop perméable à des courants de pensées, à des acteurs »*, reconnaissait le ministre Blanquer au micro d'Europe 1, en fustigeant, pour la première fois, un *« islamo-gauchisme »* complice. Mieux vaut (très) tard que jamais. Bien que pour Samuel Paty, il soit déjà trop tard. ●

EN 2004, LE RAPPORT OBIN POINTAIT L'AUTOCENSURE DES ENSEIGNANTS ET LE MUTISME D'UNE ADMINISTRATION TÉTANISÉE OU COMPLAISANTE.



"L'ISLAMISME EST UN ÉTAT DANS L'ÉTAT"

Cassandre contemporaine, le romancier et écrivain algérien Boualem Sansal n'a eu de cesse, à travers ses œuvres et ses prises de parole, d'alerter sur un mal qui, après avoir commis ses méfaits dans son pays, s'attaque à l'Hexagone, l'islamisme. Une fois de plus, le dissident monte au créneau pour dessiller les yeux français.

Propos recueillis par Anne-Laure Debaecker

Une nouvelle fois, l'islamisme a frappé en France, avec la décapitation de ce professeur qui avait montré des caricatures de *Charlie Hebdo*. Que cela vous inspire-t-il?
De la tristesse et une énorme colère. Voilà des années que des lanceurs d'alerte sonnent le tocsin: l'islamisme est aux portes, les défenses vont céder! Personnellement, je le fais depuis une bonne vingtaine d'années. Il a causé des ravages incommensurables dans le monde et il continue de plus belle, la morgue en plus, mais qui le combat vraiment? Personne. On s'émeut, on pleurniche, on condamne, on fait de la surveillance, on barricade, on installe des détecteurs de métaux et des vidéos, on démantèle un groupe de candidats au brevet de djihadisme par-ci par-là, on dresse des listes de suspects, on organise des mégadébats sur la lingerie féminine à la mode, voile, tchador, niqab, burqa, burqini, on agite la laïcité. Tout cela est futile et ridicule. Pendant ce temps, l'islamisme avance et gagne, il est déjà un État dans l'État. Bientôt, la sidération de la population et la lâcheté gouvernementale aidant, il sera tout l'État. Il sera peut-être miséricordieux et compatissant et accordera le statut de dhimmi à ceux qui sauront le supplier. La pandémie qui repart à la hausse et la crise économique et sociale qui pointe à l'horizon comme un tsunami vont accélérer le passage du témoin. Les islamistes sont convaincus que la pandémie est une sanction d'Allah contre l'Europe, repère des juifs, et les croisés. Ça encourage.

"LA PANDÉMIE QUI REPART À LA HAUSSE ET LA CRISE ÉCONOMIQUE VONT ACCÉLÉRER LE PASSAGE DU TÉMOIN."

Les attentats semblent se répéter, sans fin…
Ils continueront jusqu'à la victoire finale. Il y aura des innovations dans les armes et les techniques. Le couteau, qui fait la une ces derniers mois, ne peut pas à lui seul faire toute la guerre. Le camion bélier a eu son heure de gloire à Nice, à Londres et ailleurs. La voiture pleine d'explosifs, système usité au Proche-Orient, finira par arriver en France. C'est terrible et imparable. On a vu ça en Algérie, au début les islamistes tuaient à l'unité par jour, puis à la centaine, puis au millier. Qui se souvient de Bentalha, de Ramka qui à eux deux ont déploré 2000 morts?

Comment l'islamisme a pu ainsi prospérer sur notre sol? Qu'aurions-nous dû faire?
L'explication est dans l'histoire. Pour faire court, je vous donne les mots clés qui aideront le lecteur à avoir une idée générale du problème. Né en Arabie, héritier et remplaçant du christianisme et du judaïsme, l'islam a conquis le monde entre le VII[e] et le XIV[e] siècle. À partir de la Reconquista en Espagne, en 1492, une nouvelle venue, l'Europe, à peine sortie du Moyen Âge, a conquis le monde, envoyé l'islam aux ténèbres et les musulmans à la décadence. Les colonisations du XX[e] siècle et le démantèlement de l'Empire ottoman ont achevé le travail.

Le fond était atteint mais, ici et là, des mouvements sont nés, menés par des intellectuels, visant à réenchanter l'islam, à mobiliser l'oumma, à envisager de nouvelles formes de combat pour remettre l'islam sur sa voie, celle qu'Allah lui a tracée, la conquête de la planète et son islamisation. Des plans ont été élaborés: réaliser l'indépendance des pays musulmans colonisés; les unir dans une ligue islamique mondiale; les réislamiser, parce que souillés et déculturés par le colonisateur chrétien; porter le combat chez l'ennemi, en mobilisant les communautés musulmanes installées chez lui, accusées d'œuvrer à son développement, de s'être battues pour lui durant les deux guerres mondiales, d'avoir adopté son mode de vie et de s'être converties à ses

Boualem Sansal porte un regard averti sur la propagation silencieuse de l'islamisme dans nos cités.


NORMAND/LEEXTRA VIA LEEMAGE

valeurs. L'accusation a porté, nombreux sont ceux qui ont balancé leurs défroques occidentales et rejoint les islamistes. Et ils sont de plus en plus nombreux à le faire. Tout attentat, toute nouvelle acquisition (une mosquée, une école, un succès électoral) enflamment la communauté islamiste et élargissent ses bases de recrutement.

On en est là. Vous le voyez, l'histoire est longue, les islamistes ont su lire l'avenir et surfer sur sa marche. Et ils ont du courage à revendre. Comment le gouvernement français, qui ne voit que le court terme, peut-il vaincre celui qui respire le long terme? De Gaulle avait ce sens de l'histoire, il était bien le dernier, voilà pourquoi il a

→



Une femme éperdue après la perte de plusieurs membres de sa famille, réconfortée par une proche à l'hôpital Zmirli, dans la banlieue algéroise, le 23 septembre 1997. Les islamistes massacrèrent 85 personnes à Bentalha, selon le bilan officiel.

très vite opté pour la fin de l'Algérie française. On se souvient de ses petites phrases qui montrent qu'il avait du flair: *« On peut intégrer des individus,* [...] *pas des peuples »* — ce que le roi du Maroc Hassan II avait dit à Anne Sinclair à propos des émigrés marocains en France: *« Ils ne seront jamais intégrés »* —, ou encore quand il disait craindre qu'un jour *« Colombey-les-Deux-Églises* [ne devienne] *"Colombey-les-Deux-Mosquées" »*. Hier on parlait de l'Algérie française et aujourd'hui on parle de la France algérienne. L'histoire est surprenante.

Sommes-nous en guerre?

Les islamistes sont en guerre, ils savent contre qui, ils le disent depuis au moins deux siècles et ils la font au quotidien, sans modération aucune. La France n'a rien vu venir et, encore aujourd'hui, alors que se joue le dernier round, se dit en guerre contre le séparatisme islamiste mais ne la fait pas, par lâcheté peut-être, mais aussi et surtout parce qu'elle ne sait pas comment on peut se battre contre une chose qu'on ne voit pas, qu'on ne comprend pas.


HOCINE ZAOURAR/AFP

La situation française vous rappelle-t-elle ce que vous avez vécu en Algérie ou est-ce complètement différent?
L'Algérie est un pays musulman, ce qui s'est passé durant la décennie noire (1990-2000) et qui continue sous d'autres formes, très subtiles, est une guerre civile. Bien qu'en Algérie les uns prétendent qu'elle était une guerre contre le peuple algérien menée par des forces étrangères (Arabie, Iran), et les autres qu'elle est une guerre du pouvoir algérien contre le peuple qui a eu l'outrecuidance de le contester lors des émeutes d'octobre 1988.

Pour la France, on ne peut pas parler de guerre civile, la plupart des attentats ont été commis par des islamistes venus d'ailleurs (du Maghreb…) ou par des islamistes français qui se considèrent musulmans, l'islam étant une religion et une identité. L'autre différence est que l'Algérie est une dictature militaire et que la France est une démocratie insérée dans un ensemble démocratique, l'Union européenne. Je dirais que c'est une guerre faite à la France par l'internationale islamiste, qui l'a choisie pour première cible occidentale dans la conquête de la planète par l'islam. Il y a des raisons à ce choix: la France est *« le premier pays musulman d'Europe »* (selon Edwy Plenel), elle fut le plus grand pays colonisateur de pays musulmans (Maghreb, Sahel, Proche-Orient, Comores…). L'internationale islamiste lui reproche aussi d'avoir soutenu le régime algérien, ennemi juré du peuple et de l'islam.

Que craignez-vous?
Que cette guerre ne perdure. Je crains aussi, nous en voyons les premiers signes, qu'une partie de la France et de l'Europe n'entre en "collaboration" avec les islamistes ou les pays que les islamistes désigneront pour les représenter, une sorte de fidéicommis en attendant le califat planétaire. La Turquie d'Erdogan est candidate, l'Iran des mollahs aussi.

Faut-il réformer l'islam? Est-ce possible?
Réformer l'islam? Il ne faut simplement pas y penser. On a déjà peur de l'islamisme, cette méchante copie de l'islam, où trouverions-nous les courageux théologiens pour ouvrir ce chantier, lequel donnera sans doute lieu, certainement, à mille schismes, chacun se considérant seul légitime. On remplacerait une guerre par mille guerres. Quel pays oserait héberger ces courageux et introuvables théologiens? Ce serait énorme si l'on arrivait à réformer seulement la façon d'enseigner le Coran. Sortir du "par-cœurisme", interdire les écoles coraniques traditionnelles liées aux mosquées et les remplacer par des écoles agréées par l'Éducation nationale, c'est un bon début.

L'islamisme ne se réforme pas, c'est un mouvement de libération et de conquête du pouvoir. Il faudrait plutôt, et avant tout, réformer l'État français, lui insuffler une âme, réenchanter son quotidien, mettre de la vie dans ses trois mots éteints: liberté, égalité, fraternité. ●

"C'EST UNE GUERRE FAITE À LA FRANCE PAR L'INTERNATIONALE ISLAMISTE, QUI L'A CHOISIE POUR PREMIÈRE CIBLE OCCIDENTALE DANS LA CONQUÊTE DE LA PLANÈTE PAR L'ISLAM."

En France, 45 % des musulmans de moins de 25 ans considèrent que "l'islam est incompatible avec les valeurs de la société française".

Et qu'en pensent les musulmans ?

Au-delà de la question de l'islamisme, c'est l'islam en France qui interroge une société à nouveau confrontée au religieux.

Par Charlotte d'Ornellas

Trois ans après la chute du mur de Berlin, Francis Fukuyama proclame la fin de l'histoire. Avec le philosophe américain, l'Occident imagine que la démocratie libérale est l'aboutissement des aspirations humaines. Alors que commencent des décennies d'immigration essentiellement musulmane, la France brandit son héritage laïc et républicain comme bannière de ralliement.

Trente ans et 267 morts plus tard, l'heure est à la prise de conscience. L'immigration a implanté l'islam en France et cet islam porte en lui la maladie de l'islamisme. L'enchaînement des attentats ouvre des yeux, à commencer par ceux du recteur de la grande mosquée de Paris, Chems-Eddine Hafiz : *« Jusqu'à présent, nous rejetions l'idée que des criminels comme celui-là tuaient au nom de notre religion. Il y avait une forme de déni, qui était notre marque à tous »*, déclare-t-il à *l'Obs* au lendemain de la décapitation de Samuel Paty. Avec les musulmans de bonne volonté, le combat contre l'islamisme est lancé.

Puisque les terroristes s'identifient comme musulmans, c'est parmi ces derniers que l'on tente de déceler la menace. Ce qu'a fait *Charlie Hebdo* en commandant un sondage à l'Ifop, à l'heure du procès des complices de ses assassins. Le résultat est parfois terrifiant — 13 % des musulmans interrogés se déclarent indifférents aux attentats contre *Charlie* et 5 % ne le condamnent pas —, mais, sur le fond, les chiffres révèlent un délitement du pays bien plus qu'une menace terroriste.

Le premier indicateur qui affole les commentateurs concerne la fréquentation des mosquées. Dans un sondage Ifop pour *le Point*, on découvre que l'assiduité des jeunes a doublé entre 2007 et 2019… Ces musulmans prennent leur religion de plus en plus au sérieux. Le reste en découle.

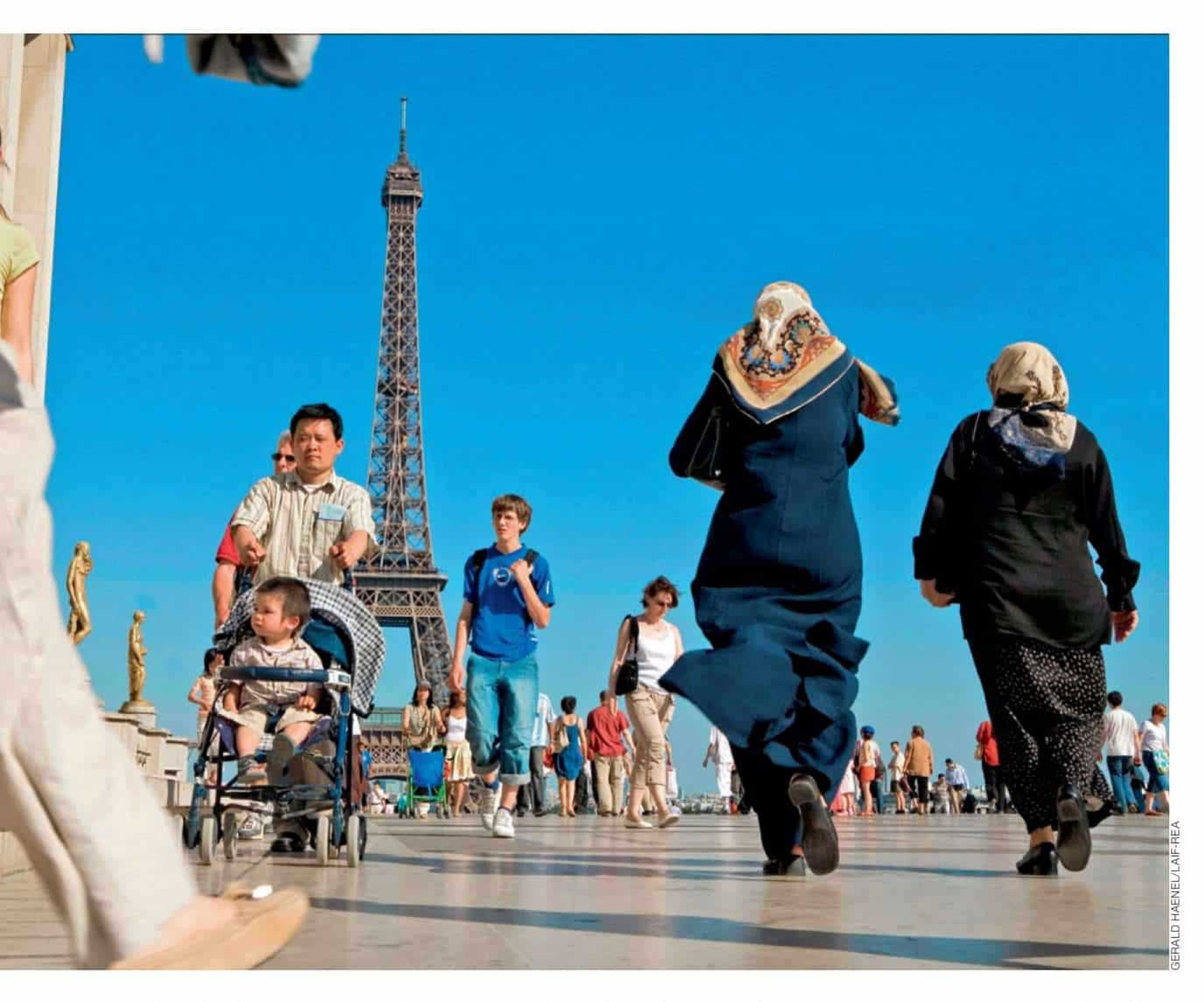
74 % des musulmans de moins de 25 ans considèrent leurs convictions supérieures aux lois de la République ? C'est ce que répondraient beaucoup de convaincus ! C'est même le cœur de l'engagement politique : on espère, à force d'exposer ses convictions, convaincre jusqu'à obtenir légalement le pouvoir de faire changer la loi. 73 % des musulmans déclarent "comprendre l'indignation" suscitée par les caricatures ? Rien de bien étonnant puisque la religion n'envisage pas le blasphème.

JAMAIS, AU COURS DE SON INTERVENTION, LE CHEF DE L'ÉTAT N'A PROPOSÉ DE RÉAFFIRMER LA CIVILISATION FRANÇAISE POUR Y AGRÉGER UN PEUPLE.

L'indignation n'est pas le meurtre. 61 % pensent que "l'islam est la seule vraie religion" ? Qui pourrait prétendre, sincèrement, être persuadé de croire quelque chose de faux, ou de relatif ? La République n'y cède pas lorsqu'elle prêche son universalité…

C'est sur le fond que s'opère le déchirement : l'universalité des libertés individuelles se heurte à des libertés individuelles qui ne conçoivent pas cette universalité. Des libertés individuelles qui prônent des comportements, idées, principes et mœurs différents de ceux de la vieille Europe. Voilà le véritable enseignement de ces sondages, décrit par le philosophe Pierre Manent dans son ouvrage *Situation de la France* (Desclée de Brouwer) : *« Dans un espace social abstrait où le seul principe de légitimité réside désormais dans les droits de l'homme compris comme les droits illimités de la particularité individuelle, il n'y a plus d'associations ni de communions qui vaillent et au fond qui existent réellement. »* Puisque l'Europe s'est affranchie de son substrat civilisationnel, elle n'imagine pas que d'autres puissent en vivre. Elle continue à imaginer un monde d'individualités fondues dans la prophétie autoréalisatrice du "vivre-ensemble". L'Europe ou plus exactement ses dirigeants, contestés par des peuples désormais malades de l'insécurité culturelle.

Il suffit de se pencher sur le récent discours d'Emmanuel Macron "contre le séparatisme" pour le comprendre. Après avoir nommé le mal islamiste, le président évoque l'islam, enjoignant aux Français de mieux comprendre *« les civilisations qui de fait cohabitent sur notre sol compte tenu de ce qu'est aujourd'hui le peuple français »*. Jamais, au cours de son intervention, le chef de l'État n'a proposé de réaffirmer la civilisation française pour y agréger un peuple… Sans doute parce que la *« nature d'une civilisation »*, selon le mot d'André Malraux, *« c'est ce qui s'agrège autour d'une religion »* ! La


GERALD HAENEL/LAIF-REA

postmodernité se damnerait pour s'affranchir de la religion, oubliant que la laïcité est un cadre et non un contenu. L'époque insiste : puisque nous sommes des individus abstraitement rassemblés autour de "valeurs", les musulmans devraient y arriver.

Macron préfère donc prôner la découverte de l'islam, puisque certains, en France, s'y réfèrent. Là encore, Pierre Manent éclaire la situation : l'islam *« doit être accueilli sans réserve ni question afin de vérifier que l'Europe est bien vide de toute substance commune, nationale ou religieuse. Le refus de traiter l'islam comme une réalité sociale ou en général humaine n'a rien à voir avec l'islam, mais tout avec la conscience de soi de l'Europe ».* Mais une part importante des musulmans voit les choses d'un autre œil et se pense en communauté indépendante. Toujours dans le sondage Ifop pour *Charlie Hebdo* : 45 % des moins de 25 ans pensent que "l'islam est incompatible avec les valeurs de la société française", un chiffre en progression.

Incapable de prendre le religieux au sérieux

La France pensait naïvement que ses progrès économique, technique et social auraient raison des vieux enracinements millénaires, une partie de la gauche le pense encore — incapable de prendre le religieux au sérieux. Le 3 juin 1956, pourtant, André Malraux voyait déjà clair : *« Le monde occidental ne semble guère préparé à affronter le problème de l'islam.* [...] [Les musulmans] *préféreront conserver leur misère à l'intérieur d'une communauté musulmane. Leur sort sans doute restera inchangé. Nous avons d'eux une conception trop occidentale. »* Rien dans ce constat n'est imputable aux musulmans eux-mêmes. Il faudrait simplement que la France s'affirme dans ce qu'elle a d'indiscutable historiquement et culturellement et qu'elle s'impose enfin chez elle. Qu'elle prenne conscience, avec l'humilité qu'impose l'histoire, que les civilisations peinent à cohabiter sur le même sol. Qu'elle affirme que si des musulmans peuvent être français, la France ne sera jamais une terre d'islam. Qu'elle se souvienne des mots de Charles de Gaulle, à la veille de la décolonisation : *« On peut intégrer des individus, des familles, des petits groupes ; et encore, dans une certaine mesure seulement ; et ça prend des générations. On n'intègre pas des peuples, avec leur passé, leurs traditions, leurs souvenirs communs de batailles gagnées ou perdues, leurs héros. »* ●



YOUTUBE

Les réseaux sociaux sous influence islamiste

Sur Facebook, Instagram et Twitter, où ils agissent en meute, des dizaines de milliers d'internautes défendent une vision sectaire et décomplexée de leur religion. Leur cible? Les militants laïcs, voire, tout simplement, ceux qui osent critiquer l'islam.

Par Amaury Bucco

Le responsable de l'assassinat de Samuel Paty c'est son assassin, et c'est ensuite l'idéologie islamiste. Mais cette idéologie islamiste, comment se propage-t-elle? Sur les réseaux sociaux. Ainsi parlait Marlène Schiappa sur RTL, le mardi 20 octobre, quatre jours après la mort de l'enseignant Samuel Paty, avant de rencontrer, quelques heures plus tard, les dirigeants français des principaux réseaux sociaux dans la salle des fêtes du ministère de l'Intérieur, place Beauveau. La veille, c'est avec les équipes de la plate-forme Pharos, chargée de traiter les signalements de contenus haineux, illégaux ou appelant à la violence, que la ministre déléguée chargée de la Citoyenneté s'était entretenue. Objectif: *« lutter contre le cyberislamisme »* et contre la capacité de certains croyants à se *« radicaliser seuls, chez eux, devant leur écran »* avant de passer à l'action, comme dans le cas de la décapitation de cet enseignant, où les réseaux sociaux ont fait office de fil conducteur entre Samuel Paty et Abdoullah Anzorov, puis de lieu de revendication pour le terroriste, photo à l'appui.

Seul, Abdoullah Anzorov était pourtant loin de l'être. Outre les 80 messages en soutien direct à son crime identifiés sur les réseaux sociaux par la plate-forme Pharos, le terroriste tchétchène n'est que le dernier maillon d'une longue chaîne de relais aux vidéos du parent d'élève, qui comprend notamment la mosquée de Pantin, suivie par 101000 abonnés sur Facebook, qui jusqu'ici n'avait fait l'objet d'aucun signalement particulier. Mais qui sont ces internautes, indirectement complices de l'idéologie islamiste? Une frange de musulmans qui se contentent le plus souvent de relayer la parole de leaders d'opinion et d'activistes des milieux associatifs musulmans, qui savent habilement jouer sur la corde communautaire afin de faire avancer leurs revendications religieuses.

Idriss Sihamedi a lancé des campagnes de harcèlement en ligne contre les militantes laïques Zohra Bitan et Zineb El Rhazoui en mobilisant la base de ses 38 000 abonnés.

Ou détruire leurs adversaires politiques, comme ce fut le cas avec les militantes laïques Zineb El Rhazoui et Zohra Bitan, toutes deux ciblées par une campagne d'une rare violence sur Twitter, en septembre dernier. À la manœuvre, l'islamiste Idriss Sihamedi, fondateur de l'association BarakaCity, entreprend dans une série de tweets de divulguer de nombreuses informations personnelles sur ces deux personnalités afin de décrédibiliser leur combat. Avec succès. Durant plusieurs jours d'affilée, des milliers d'internautes s'activent pour relayer ces informations sous les *hashtags* #BalanceZohraBitan et #BalanceZinebElRhazoui. Les insultes, accusations et invectives pleuvent, à tel point que les deux femmes sont contraintes de se retirer du réseau social et de porter plainte contre Idriss Sihamedi, qui fera l'objet d'une double garde à vue. Il est d'ailleurs convoqué au tribunal d'Évry le 4 décembre à la suite de la plainte de Zohra Bitan. Aucun risque en revanche pour les milliers de soutiens anonymes dont il a pu bénéficier pour donner à sa campagne de harcèlement une si grande ampleur numérique.

Il est difficile de dénombrer cette masse d'internautes français qui utilisent les réseaux sociaux pour entre autres défendre une vision sectaire de l'islam. L'affaire Mila, du nom de cette lycéenne de 16 ans menacée de mort pour avoir critiqué l'islam, donne néanmoins une certaine idée de l'imprégnation de cette idéologie chez les jeunes générations. En janvier dernier, elle avait eu le malheur de déclarer dans des termes crus sur son compte Instagram qu'elle détestait les religions et notamment l'islam. Résultat : 30 000 menaces d'une violence inouïe lui ont été adressées, à tel point que, dès le lendemain de la publication de la vidéo, elle a dû être déscolarisée. Selon les données récoltées par un groupe d'observateurs des réseaux sociaux, qui préfère rester anonyme, la vidéo de Mila a fait réagir 80 000 comptes Instagram dans les trois jours qui ont suivi le début de l'affaire. Du jamais-vu pour l'association e-Enfance, qui lutte avec le gouvernement contre le harcèlement des mineurs en ligne. *« Ce qui a été étonnant, c'est la volumétrie des réactions en un temps aussi court. Habituellement, ce type de harcèlement est circonscrit à une bande d'amis, à une école ou à une ville. »* D'autant que la religion est loin d'être un sujet conflictuel au sein des jeunes générations, plus enclines à s'épancher sur leurs relations sentimentales. Alors, pourquoi tant de haine ?

Selon un sondage de l'Ifop publié dans les pages de *Charlie Hebdo* en septembre 2020 à l'occasion de l'ouverture du procès des attentats de janvier 2015, 74 % des musulmans de moins de 25 ans disent placer leurs convictions religieuses avant les valeurs de la République. C'est 34 points de plus que pour l'ensemble des musulmans, qui sont 40 % à partager ce point de vue. Or, les réseaux sociaux constituent le terrain de jeu par excellence des adolescents et jeunes adultes, qui s'y retrouvent et s'y mêlent chaque jour. *« Les réseaux sociaux*, explique Justine Atlan, directrice générale de l'association e-Enfance, *brassent des internautes issus de tous les milieux sociaux, toutes les origines et toutes les religions, qui dans la vie réelle n'ont pas toujours l'occasion de se croiser. »* En somme, les réseaux sociaux constitueraient une sorte d'avant-goût du fameux "vivre-ensemble"… et des violentes tensions identitaires qui en découlent inévitablement. Avec parfois des conséquences jusque dans la vraie vie, où ces mêmes internautes interagissent de façon beaucoup plus directe.

"CE QUI A ÉTÉ ÉTONNANT, C'EST LA VOLUMÉTRIE DES RÉACTIONS EN UN TEMPS AUSSI COURT."

Huit mois après la publication de sa vidéo sur Instagram, Mila a ainsi été insultée, en plein séjour linguistique à Malte, par un Algérien résidant en France. *« Au nom d'Allah »*, le jeune homme menace de la *« violer dans une cave »* et de l'étrangler s'il la recroise. Même type d'expérience pour le président de l'Amicale des jeunes du refuge, Mehdi Aifa, régulièrement traité de *« collabeur »*, *« harki »*, *« Arabe de service »* et menacé de mort sur les réseaux sociaux du fait de son statut d'apostat à l'islam et de son homosexualité. *« Il m'est arrivé d'être insulté dans la rue et d'être désigné comme "le pédé de Twitter" »*, raconte-t-il à *Valeurs actuelles*. L'assassin de Samuel Paty, Abdoullah Anzorov, avait quant à lui fait l'objet de plusieurs signalements pour des tweets appelant à la haine… avant de passer aux actes, en décapitant un professeur au nom de la charia. Dans la vraie vie, cette fois-ci. ●

Stéphane Simon. Le directeur du Magasin numérique est unanimement reconnu comme l'inventeur de la Web TV politique à la française.

Stéphane Simon, le pape de la télé incorrecte

Depuis près d'une décennie, essayistes et éditorialistes, tels Élisabeth Lévy ou Gilles-William Goldnadel, investissent peu à peu le front numérique de la bataille culturelle. Épaulés par l'énigmatique producteur Stéphane Simon, les meilleurs bretteurs du débat public rêvent de s'imposer face aux médias traditionnels.

Par Nicolas Clément

L*e canon a tué la féodalité, l'encre tuera la société moderne,* disait Napoléon. Est-ce maintenant au tour d'Internet de faire avancer la roue de l'histoire? C'est en tout cas ce que suggère le foisonnement spectaculaire des Web TV du Magasin numérique, entreprise fondée par Stéphane Simon, producteur et fin stratège médiatique. Goldnadel TV, Causeur TV, Michel Onfray.com… Il n'est plus un seul penseur de renom qui ne possède sa propre plate-forme. Mais d'où vient le succès de ce nouveau format si prisé par le politiquement incorrect?

Invité par Téléparis, *Valeurs actuelles* a assisté au tournage d'un des épisodes quotidiens de Goldnadel TV, média fondé par l'avocat et essayiste Gilles-William Goldnadel. Fin septembre, aux alentours de 18h30, l'auteur de *Névroses médiatiques* et Jean-Baptiste Roques, rédacteur en chef du Magasin numérique, se sont retrouvés dans les locaux de Levallois pour tourner les premières chroniques de la semaine. Au programme: le scandale des mineurs isolés et la chasse aux sorcières anti-droite lancée par Sonia Devillers.

« On peut y aller », lance Roques. Niché dans une alvéole de la fourmilière médiatique de Stéphane Simon, Goldnadel prépare son allocution sous les coups de boutoir de son collègue, qui n'hésite pas à le pousser dans ses retranchements: *« Je fais exprès de lui raconter n'importe quoi, pour l'échauffer un peu »*, s'amuse ce dernier. Passé quelques boutades, le chroniqueur se met en marche, sans notes, improvisant au fur et à mesure: *« À travers le drame de ce jeune Pakistanais qui a défiguré deux personnes sur le lieu martyr de* Charlie Hebdo, *les Français vont enfin prendre conscience du scandale des "mineurs isolés". »* En une prise, l'édito est dans la boîte.

« On enchaîne. » À peine la première vidéo terminée, le duo embraye. Le temps est venu de répondre à Sonia Devillers, animatrice radio sur France Inter ayant récemment demandé à Roch-Olivier Maistre, président du CSA, de lutter contre la *« droitisation des plateaux »* de télévision… Du pain béni pour Goldnadel, qui assume pleinement avoir créé sa Web TV dans le but de *« lutter contre la gauche, l'islamo-gauchisme et l'anti-sionisme »*.

> “STÉPHANE SIMON EST VENU ME CHERCHER PARCE QU'IL SAIT QUE JE SUIS TRÈS ATTACHÉ AU CONCEPT DE 'BATAILLE CULTURELLE'”, RECONNAÎT GILLES-WILLIAM GOLDNADEL.

En moins d'une heure, l'affaire est rondement menée. Avant de plier bagages, les deux hommes prennent le temps de revenir avec *Valeurs* sur leur *success story* numérique. *« Stéphane Simon est venu me chercher parce qu'il sait que je suis très attaché au concept de "bataille culturelle" »*, commence le président d'Avocats sans frontières. Avant de poursuivre: *« Avec cette Web TV, j'avais d'abord comme volonté de briser le monopole culturel de la gauche. Pas seulement au niveau de la pensée*, précise-t-il. *Je voulais également mener la bataille de l'émotion et déconstruire le surmoi moral qui pèse sur l'espace médiatique. »* Ferme, le Franco-Israélien conclut: *« Tous les moyens sont bons pour changer la donne. »*



BERNARD MARTINEZ

Si sa lutte acharnée contre l'hégémonie médiatique s'annonce longue et sinueuse, le gramscien de droite semble toutefois être entre de bonnes mains : *« Nos audiences ne cessent de monter depuis un an ! »*, assure son rédacteur en chef, consciencieux. *« Je suis pleinement satisfait de ma Web TV »*, confirme l'autre, tout sourires… Pour le moment, tout porte à croire que ce duo de choc poursuivra son aventure jusqu'au bout, en comptant sur le soutien de leurs autres chroniqueurs : Nader Allouche, Yves Mamou, Jean-Patrick Grumberg ou encore Guy Millière.

"Ce sont des médias d'une liberté et d'une souplesse exceptionnelles"

Loin de ne compter que sur le bagou de l'irascible Goldnadel pour faire tourner son Magasin, Simon est parvenu à s'entourer d'autres figures emblématiques de la mouvance "réac", telle Élisabeth Lévy, directrice de la rédaction de *Causeur*. Il y a un an et demi, cette dernière fondait RéacNroll, *« la Web TV des mécontemporains »*, plate-forme proposant notamment Causeur TV. Interrogée, l'habituée de *l'Heure des pros* sur CNews est revenue sur les origines de ce média au nom pour le moins original : *« J'ai fondé RéacNroll parce que c'était un projet intellectuellement stimulant et que j'avais la chance de travailler avec des gens exceptionnels*, a-t-elle expliqué. *Et puis, nous sommes voisins de palier de* Front populaire, →

Élisabeth Lévy (ici avec Aurélien Taché) : "En fondant mon magazine, je rêvais d'avoir un salon. C'est aussi l'idée de Causeur TV."



CAUSEUR TV

Goldnadel TV, Marianne TV. Alors, dans les bureaux, il y a une ambiance combative, intelligente et foutraque. »

En dehors de son goût prononcé pour la chose intellectuelle, Élisabeth Lévy loue aussi la flexibilité de ces nouvelles plates-formes : *« Ce sont des médias d'une liberté et d'une souplesse exceptionnelles*, dit-elle. *On peut y être moins formel, s'adonner à la conversation au long cours et improviser. Je peux faire une émission d'une heure trente avec Marcel Gauchet, tandis que Barbara Lefebvre ou Ivan Rioufol décryptent et commentent le sujet du jour en quinze minutes. »* La journaliste clôt son analyse : *« Ce que nous pouvons apporter, c'est ce qui ne se fait pas sur les chaînes d'info. »* Pensive, l'ancienne animatrice de *l'Esprit de l'escalier* se souvient : *« En fondant mon magazine, je rêvais d'avoir un salon. C'est aussi l'idée de Causeur TV. »*

Plus partagé que sa collègue quant à l'avenir du média, Roques, également en charge de Causeur TV, dresse un bilan mitigé de cette expérience. *« L'objectif initial était de créer une Web TV conservatrice, mais pas ennuyeuse*, dit-il. *On a pensé qu'en reprenant certains codes de la culture pop, nous trancherions avec l'image d'Épinal du réac. Hélas, cela ne nous a pas porté bonheur. »* Un an après sa création, Causeur TV n'a pas atteint les sommets espérés. *« Éric Zemmour devait y participer*, révèle le communicant. *Son départ ne nous a pas facilité la tâche. Cela aide d'avoir une figure médiatique dans une Web TV. »*

"POUR LA PREMIÈRE FOIS, AVEC 'FRONT POPULAIRE', STÉPHANE SIMON EST SORTI DU BOIS. IL N'EST PAS RÉACTIONNAIRE. IL EST BEL ET BIEN SOUVERAINISTE."

Toutefois, le bras droit de Stéphane Simon ne perd pas espoir : *« Le média fonctionne, mais on pourrait faire mieux. Nous réfléchissons même à le renommer. »* Fervent défenseur de la "télé de niche", il ajoute : *« Il y a des écosystèmes qui se sont développés avec ces plates-formes. Elles ont permis à des personnalités qui se situaient en dehors de la pensée dominante d'exister, d'acquérir un statut et de sortir de la précarité. »*

Tapi dans l'ombre des généraux de la bataille culturelle, Stéphane Simon, incontournable aide de camp, est résolu à ne pas apparaître sous le feu des projecteurs. Décrit tantôt par *Charlie Hebdo* comme ayant une *« appétence »* dite *« stratégique »* pour *« les idéologues de la droite de la droite »*, tantôt comme un *« anar de droite »* par *le Monde*, le mystère continue de planer sur ce personnage aussi secret que bien entouré.

D'après André Bercoff, fondateur de La France libre, Web TV mise en berne depuis peu, *« Stéphane Simon*

Gilles-William Goldnadel : "Je n'essaie plus de discuter avec mes adversaires. Nous n'en sommes plus là. Je cherche seulement à briser leur monopole."



GOLDNADEL TV

ne s'investit pas dans les lignes éditoriales des médias qu'il produit ». L'animateur de Sud Radio raconte : *« Nous avons une relation amicale. Nous discutons souvent de médias, mais jamais de politique. »* Goldnadel, ancien chroniqueur de La France libre, renchérit : *« Stéphane Simon est un homme d'affaires avisé qui croit en ce qu'il fait. Son travail est salutaire, nous n'avons que très peu de Xavier Niel et de George Soros à droite. »*

De son côté, le rédacteur en chef du Magasin numérique a une vision personnelle de cet insaisissable Tchakhotine des temps modernes : *« Stéphane Simon est profondément engagé pour la liberté d'expression. Il met en avant toutes sortes de gens, même lorsqu'il ne partage pas leur avis. »* Il rappelle : *« Il y a un an, Simon a créé Komodo avec Aymeric Caron, Web TV censée promouvoir l'antispécisme et le véganisme ! »*

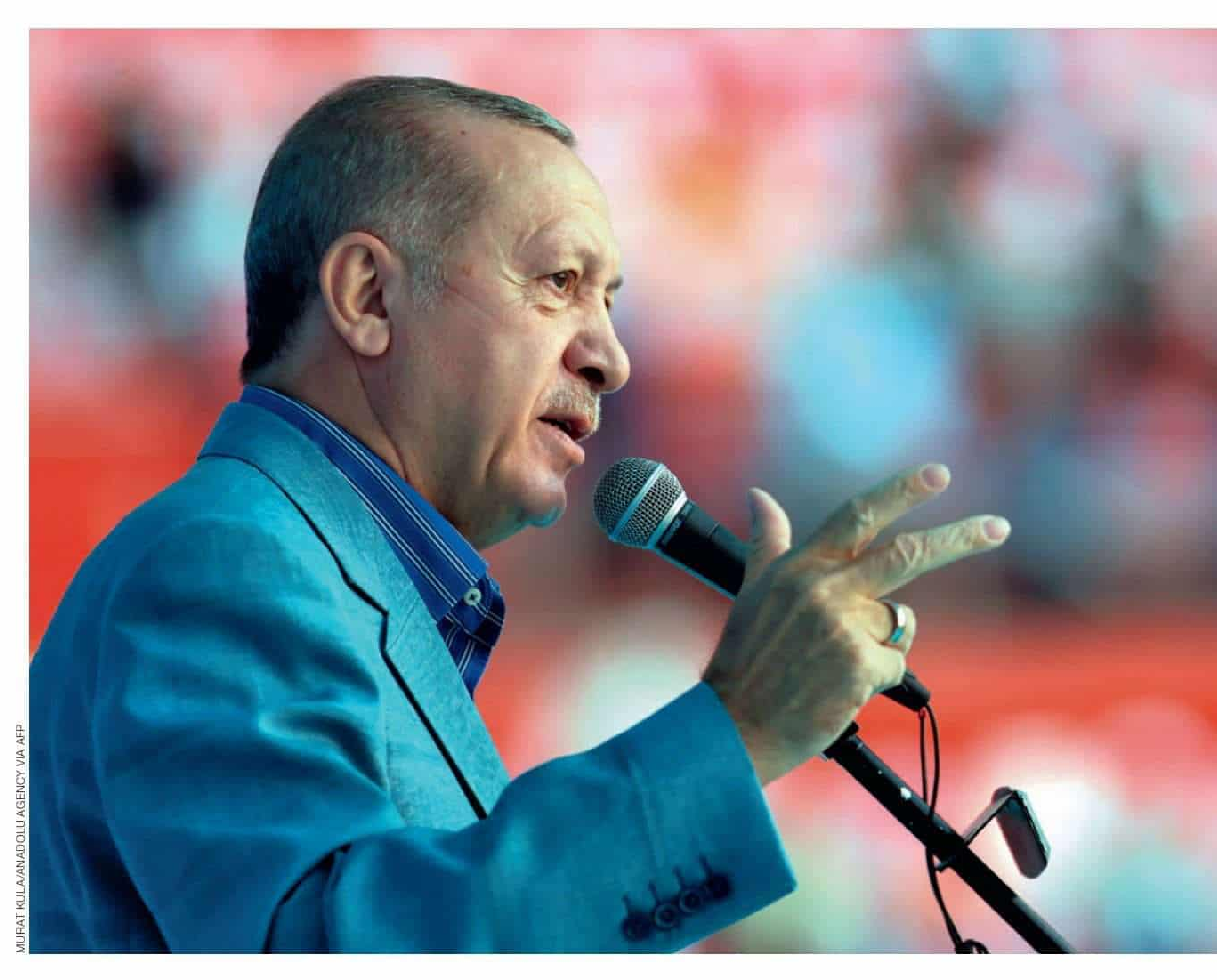
Toutefois, selon lui, on ne saurait réduire le producteur de l'ombre à un simple homme de média… *« Pour la première fois, avec* Front populaire, *Stéphane Simon est sorti du bois,* affirme-t-il. *Il n'est pas réactionnaire, comme d'aucuns le prétendent. Il est bel et bien souverainiste, ce qui ne l'empêche pas d'avoir le goût du débat et de la liberté. »*

"Nous sommes passés de la télé classique au nouveau monde"

Malgré toutes les spéculations qui l'entourent, l'ancien producteur de Thierry Ardisson est unanimement reconnu pour ses talents de stratège. Élisabeth Lévy confirme : *« Il a inventé quelque chose. Grâce à lui, nous sommes passés de la télé classique au nouveau monde… »* Roques ajoute : *« Stéphane Simon a compris qu'il allait y avoir une évolution des usages journalistiques. Il essaie de trouver des nouvelles formes Web plus professionnelles. »* Enthousiaste, il conclut : *« Et cela fonctionne. Chez Causeur TV, nous observons le succès de* Front populaire *avec admiration. »*

Au-delà du changement de forme apporté par l'aventure du Magasin numérique, la recrudescence des Web TV semble également avoir de lourdes conséquences sur le fond du débat intellectuel lui-même. À en croire Gilles-William Goldnadel, l'ère des nouveaux médias consacrerait la fin du "dialogue" et l'avènement d'une "guerre de position" idéologique : *« Je n'essaie plus de discuter avec mes adversaires. Nous n'en sommes plus là. Je cherche seulement à briser leur monopole »*, martèle le conservateur. Le ton est donné…

En son temps, le général Carl von Clausewitz disait que la guerre n'était rien d'autre que *« la continuation de la politique par d'autres moyens ».* Aujourd'hui, à l'heure où les intellectuels, emmurés dans leurs bunkers cybernétiques, ne se regardent plus qu'en chiens de faïence, ne serait-ce pas la politique elle-même qui deviendrait une extension du domaine de la guerre ? ●


MURAT KULA/ANADOLU AGENCY VIA AFP

Et le monde musulman attaqua la France…

Tirant profit des polémiques autour des caricatures de Mahomet, le président turc lance son djihad personnel contre Emmanuel Macron, accusé d'islamophobie alors qu'il ne s'oppose en réalité qu'aux seules ambitions démesurées du maître d'Ankara.

Par Antoine Colonna

Un portrait géant d'Emmanuel Macron affublé d'un groin et d'oreilles de cochon est brûlé par des islamistes dans le nord de la Syrie. La scène, d'habitude réservée à d'autres dirigeants internationaux, s'est répétée dans quelques villes du monde musulman les 24 et 25 octobre. Dans la capitale libyenne, Tripoli, à l'appel du mufti proturc de la ville. En Israël, à Jaffa, devant la résidence de l'ambassadeur de France, des manifestations du même genre, impliquant cette fois des militants palestiniens, ont eu lieu. Au Liban aussi, dans les villes de Saïda et de Tripoli, des drapeaux français ont également été piétinés et brûlés comme à Istanbul. Plusieurs pays, dont l'Iran, le Pakistan (qui a convoqué notre ambassadeur à Islamabad), la Jordanie, le Qatar, le Koweït et la Turquie bien sûr, ont condamné les toutes dernières déclarations du président de la République au sujet des caricatures de Mahomet, celles publiées par *Charlie Hebdo* et qu'avait présentées dans ses cours le professeur Samuel Paty, avant d'être assassiné. On peut observer ici que ces pays entretiennent de bons, voire d'excellents rapports politiques avec la Turquie. Quant aux manifestations, qu'elles soient en Libye, en Syrie, au

Le président turc, en perte de vitesse à l'intérieur de son pays, poursuit ses provocations internationales.



Liban ou en Israël, il n'est pas difficile de voir dans leur organisation la main des Frères musulmans, le fer de lance de l'islam politique international.

De son côté, l'Organisation de coopération islamique (OCI), qui réunit les pays musulmans, a déploré *« les propos de certains responsables français* [...] *susceptibles de nuire aux relations franco-musulmanes »*. En Égypte, la fameuse université Al-Azhar pousse un peu plus son projet de législation mondiale contre le blasphème, alors que celle du Qatar a préféré reporter *sine die* sa Semaine culturelle française.

LA FRANCE, QUI JUGE "INACCEPTABLES" LES PROPOS DU PRÉSIDENT TURC, A RAPPELÉ SON AMBASSADEUR.

En cause, l'affirmation par le chef de l'État dans son discours de la Sorbonne du 21 octobre que la France continuerait de défendre les caricatures du prophète Mahomet, au nom de la liberté d'expression. Une position réaffirmée le 25 octobre par un tweet présidentiel, décliné en français, en arabe et en anglais, proclamant: *« La liberté, nous la chérissons; l'égalité, nous la garantissons; la fraternité, nous la vivons avec intensité. Rien ne nous fera reculer, jamais. »*

Depuis cette prise de position, les appels au boycott de produits français se sont multipliés. Sur les réseaux sociaux, c'est la France et son économie qui sont prises pour cible par des milliers de messages explicites, allant jusqu'aux appels à la vengeance visant Emmanuel Macron mais aussi son épouse, Brigitte. De nombreux sites Internet français ont été ainsi attaqués, les pages d'accueil étant remplacés par des messages comme: *« Victoire pour Mahomet, victoire pour l'Islam, mort à la France »*, ou des photomontages de Macron grimé en porc.

De façon beaucoup plus mesurée, le Maroc, qui entretient par ailleurs de bons rapports diplomatiques avec la France, a aussi mis en garde Paris, dénonçant l'immaturité des auteurs des critiques contre l'islam, et condamnant la poursuite de la publication des caricatures outrageuses à l'égard de l'islam et du Prophète.

En tête de cette charge, sans surprise, le président turc. À Malatya, dans l'est de la Turquie, lors d'un meeting dont il a le secret et où il aime électriser les foules mobilisées par son parti, l'AKP, il a pris à nouveau à partie le président français. Morceaux choisis: *« Il a un problème envers l'islam »* ; *« Je lui recommande de subir des examens médicaux »* ; *« Il est obsédé par Erdogan, jour et nuit »*. Le 26 octobre, le leader de l'AKP revenait encore à son souffre-douleur préféré: *« Tout comme en France certains disent "n'achetez pas les marques turques", je m'adresse d'ici à ma nation: surtout ne prêtez pas attention aux marques françaises, ne les achetez pas. »* Une menace contre nos exportations vers la Turquie qui atteignent en 2019 5,9 milliards d'euros, contre 8,8 milliards d'euros d'importations. Poursuivant dans sa posture soi-disant défensive, Erdogan prétend même qu'une *« campagne de lynchage semblable à celle contre les juifs d'Europe avant la Seconde Guerre mondiale est en train d'être menée contre les musulmans »* en Europe par les *« fascistes »* et les *« nazis »*.

Des accusations aux antipodes de la réalité

Il est vrai qu'un homme de foi peut être, à juste titre, choqué par des caricatures vulgaires à l'encontre de ce qu'il considère comme digne de son plus profond respect, mais la réaction adoptée ne montre en réalité que la recherche d'un gain politique et non d'un vrai travail diplomatique qui pourrait faire cesser le scandale. Surtout venant d'un dirigeant qui n'a pas hésité tout récemment à reconvertir *Hagia Sophia* d'Istanbul en mosquée...

Dans un communiqué, le Quai d'Orsay a pris acte de l'absence de condoléances de la Turquie à la France après l'assassinat du professeur Samuel Paty. La France, qui juge *« inacceptables »* les derniers propos du président turc, a d'ailleurs rappelé son ambassadeur à Ankara, pour consultation, l'un des signes habituels pour marquer une tension diplomatique entre deux États →

Sur la place des Martyr de Tripoli, en Libye, Erdogan manipule contre la France ses soutiens locaux.



MAHMUD TURKIA/AFP

et qui est une première dans la relation bilatérale avec la Turquie depuis… 1901. Une forme d'ingratitude de la part d'Erdogan, qui semble déjà avoir oublié que le Français avait été le premier chef d'État européen à le recevoir, en janvier 2018, après le coup d'État manqué de juillet 2016 qui avait failli lui coûter la vie et avait entraîné une vaste purge dans l'armée, l'éducation et l'administration turque.

En échange de ce geste amical diplomatiquement, Macron reçoit, et la France avec lui, des accusations aux antipodes de la réalité. Tout le monde sait bien que le président, lui, n'a jamais appelé à aucun boycott des produits turcs. Pour ce qui concerne la persécution de l'islam, le chef de l'État veut même promouvoir l'utilisation de sa langue principale, l'arabe — certes pas le turc —, dans les écoles de France.

On pourrait même trouver exemplaire de modération la réponse française à la question du terrorisme islamiste si on voulait la comparer à celle de la Turquie qui n'hésite pas lorsqu'il s'agit des Kurdes. Avec 36 attentats graves depuis 2012 et près de 270 morts sur son sol depuis le premier assassinat de Mohammed Merah à Toulouse, la France, la nation européenne la plus touchée, aura attendu la décapitation d'un enseignant pour monter d'un cran la riposte.

LE “NEW YORK TIMES” S'INQUIÈTE À L'UNISSON D'ERDOGAN DU SORT DES MUSULMANS DE FRANCE.

Arrestation d'une dizaine de personnes, fermeture d'une cinquantaine d'associations suspectes et annonce de l'expulsion de 231 ressortissants étrangers, la plupart d'entre eux étant déjà en prison… L'histoire a connu des réactions plus épidermiques… Et pourtant, les bonnes consciences du *New York Times* s'inquiètent à l'unisson d'Erdogan du sort des musulmans de France. Ils dénoncent la fièvre nationaliste qui traverserait depuis quinze jours le pays tout entier. Son incarnation la plus brutale n'étant autre que Gérald Darmanin en personne, *« un tenant de la ligne dure et visage public de la répression gouvernementale »*.

Mais le président turc, qui finance plus de la moitié des imams détachés en France, n'ignore rien de la situation de l'islam de France. Il a en réalité trouvé ici une trop belle occasion de régler ses comptes avec Emmanuel

Macron, qui a pris, dans la plupart des dossiers où la Turquie s'est lancée tête baissée, la posture opposée aux ambitions turques. C'est vrai en Grèce et en Arménie, et ce n'est pas faux en Libye et en Syrie.

La France est diplomatiquement isolée

Erdogan a trouvé sa victime et il entend bien ne pas la lâcher. Une tentative aussi de mobiliser autour de lui alors que les sondages lui sont défavorables dans l'hypothèse d'une présidentielle contre le maire d'Istanbul, Ekrem Imamoglu. Cela alors même que la situation économique, aggravée par la Covid, est préoccupante, que la livre se déprécie et que les investisseurs internationaux se font frileux face à l'expansionnisme d'Ankara.

Erdogan pense donc qu'il a tout à gagner dans sa confrontation avec la France. A-t-il tort? Il a pu constater notre isolement diplomatique dans l'affaire de la frégate *Courbet* en Méditerranée, voyant l'absence de réaction de l'Otan et de l'Union européenne. Dans cet épisode, c'est tout juste si le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a demandé à Ankara *« de mettre fin à une spirale dangereuse »*. À part l'Italie et la Grèce, les poids lourds de "l'Occident chrétien" ne se pressent pas au portillon. Le président turc quant à lui peut se vêtir avec orgueil des habits de défenseur de l'islam, poursuivant son dessein de fédérer l'islam politique sunnite sous la bannière rouge, au croissant et à l'étoile blancs de la Sublime Porte.

La France est effectivement isolée, jusque dans sa conception de la laïcité qui n'est partagée ni par les pays anglo-saxons ni par les autres pays européens. Même la Russie, qui inspire le respect aux Turcs, ne veut pas confondre liberté d'expression et liberté d'insulter les convictions religieuses des personnes. Pour gagner la bataille contre le "séparatisme" en France, il faudra donc penser aussi à donner à notre diplomatie les moyens de nos ambitions. Pour cela, il faudra repeindre en tricolore la ligne de nos propres intérêts et non dans des "jaunes" ou des "rouges" idéologiques. Les erreurs récentes de la Libye à la Syrie de nos précédents gouvernements, le lâchage des chrétiens d'Orient ont permis à la Turquie et à d'autres de s'engouffrer dans les brèches que nous avons laissées s'agrandir. Il est grand temps de revenir à nos fondamentaux. ●

LE LIBAN RETROUVE SAAD HARIRI

Après des mois de négociations, l'ancien Premier ministre Saad Hariri *(photo)*, qui avait démissionné face à la pression populaire il y a un an, a obtenu un vote serré de confiance au Parlement. Il promet un gouvernement d'experts respectant les engagements internationaux du Liban. Il faudra encore que ce dernier soit également approuvé par les partis libanais.


SAAD HARIRI'S PRESS OFFICE/2020 ANADOLU AGENCY VIA AFP

L'AFFAIRE HUNTER BIDEN POLLUE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

Hunter Biden, le fils du candidat Joe Biden, est au cœur d'affaires qui vont peser sur le vote du 3 novembre prochain. Il est désormais impliqué dans des scandales liés à des réseaux de trafics sexuels en Europe de l'Est. Le candidat démocrate est, lui, toujours accusé d'avoir favorisé son fils pour ses affaires en Chine et en Ukraine.

TROISIÈME TENTATIVE DE CESSEZ-LE-FEU AU HAUT-KARABAKH

Malgré les efforts du groupe de Minsk, les négociations n'aboutissent pas entre les parties arménienne et azerbaïdjanaise, alors que les combats ont repris le 26 octobre. Le président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, juge que toute négociation doit être précédée par un retrait des forces arméniennes du Haut-Karabakh. De son côté, le Premier ministre arménien, Nikol Pachinian, a dit ne pas croire en une *« solution diplomatique »* au conflit.

LE SOUDAN NORMALISE SES RELATIONS AVEC ISRAËL

Le président Donald Trump a annoncé, le 23 octobre, un rapprochement diplomatique entre le Soudan et Israël. Précédemment, il avait annoncé vouloir retirer le Soudan de la liste des pays parrains du terrorisme. Ce rapprochement suit les précédents de ces derniers mois, avec les Émirats arabes unis et Bahreïn. Cette nouvelle a été saluée par le président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi.

TRÊVE CONCLUE EN LIBYE

L'Onu a annoncé que les parties libyennes, le gouvernement d'entente nationale (GNA), d'une part, et les autorités de l'Est alliées du maréchal Khalifa Haftar, d'autre part, sont parvenues, le 23 octobre, à un accord de *« cessez-le-feu permanent »* à effet immédiat. Les Nations unies ont espoir que cet accord permette aux Libyens, qui sont dans une situation instable depuis 2011, de *« reconstruire un État en paix et souverain »*.

LE CHIFFRE

56

C'est le nombre de rebelles proturcs appartenant au groupe Faylaq al-Cham, qui ont été tués dans des frappes aériennes attribuées à la Russie dans la province d'Idlib, dans le nord de la Syrie.

COURSE AUX ARMEMENTS EN MER DE CHINE

À la suite du déploiement chinois de nouveaux missiles hypersoniques (DF-17) braqués vers Taiwan, Washington a approuvé la vente de 135 missiles de croisière Slam-ER à Taipei, qui peuvent atteindre les côtes chinoises. Pékin a annoncé des sanctions contre les entreprises, personnes et entités américaines impliquées.


TERLI/ANADOLU AGENCY VIA AFP

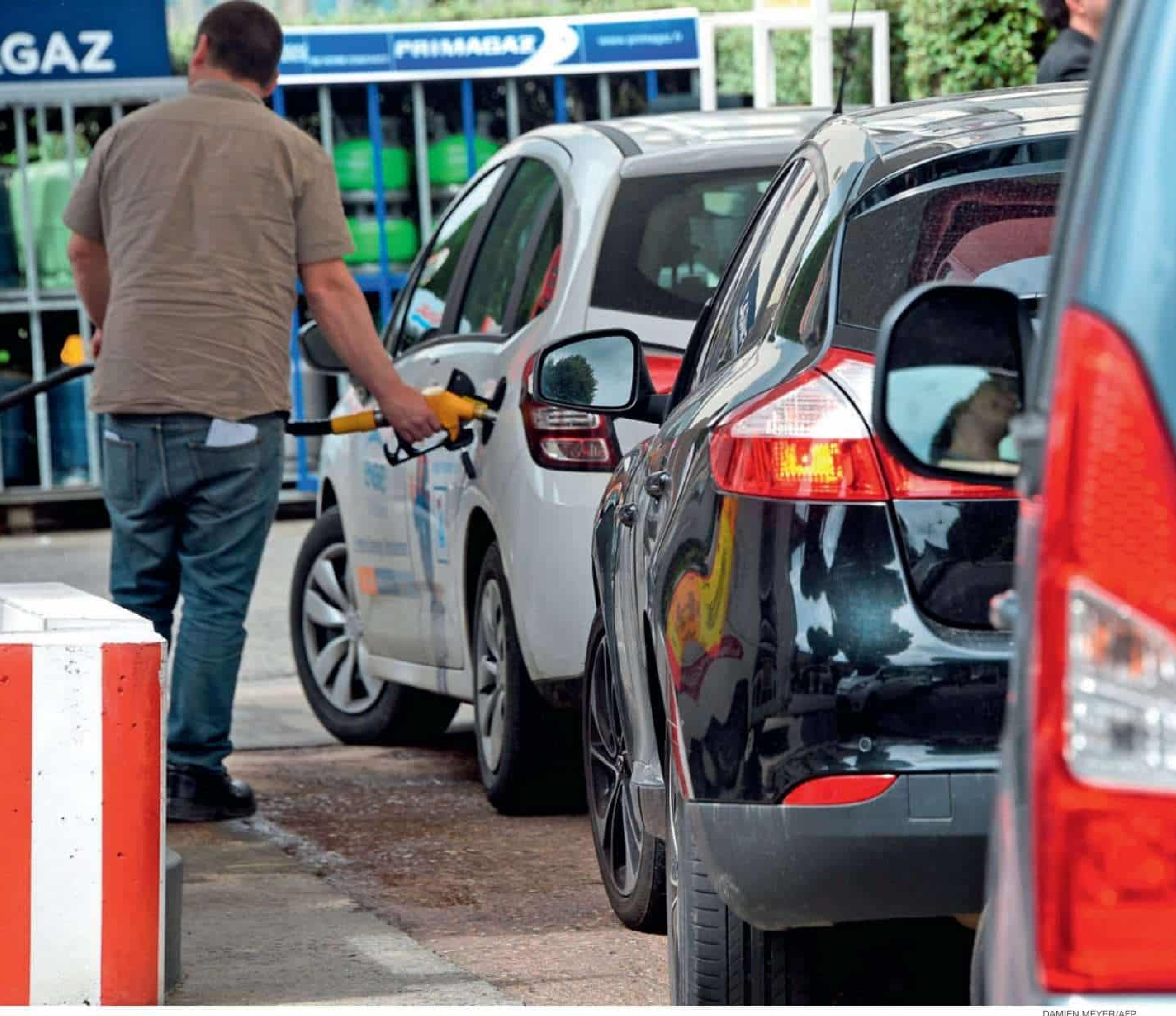
« Vous ne savez pas à qui vous avez affaire, peu importent les sanctions que vous avez, ne nous faites pas attendre, mettez-les en place. Nous ne sommes pas un État tribal. Nous sommes la Turquie. »

Réaction du président turc face aux menaces de Washington après l'achat du système russe de défense antiaérienne S-400.



LA GAUCHE POLONAISE SE MOBILISE POUR L'AVORTEMENT

L'opposition est de sortie pour faire pression sur le gouvernement et la Cour constitutionnelle, qui a limité encore plus les cas possibles d'avortement, ne l'autorisant plus qu'à la suite d'un viol ou si la vie de la mère est en danger. La loi interdit désormais les avortements pratiqués pour cause de handicap ou de malformations du fœtus. La gauche polonaise, qui se mobilise sur la question, veut proposer une nouvelle loi au Parlement ou demander un référendum. Parallèlement, elle devrait aussi déposer une plainte devant la Cour européenne des droits de l'homme contre Varsovie. En attendant, elle multiplie les manifestations devant la Cour constitutionnelle. Plusieurs églises ont aussi été investies, le dimanche 25 octobre, par les militants.



DAMIEN MEYER/AFP

Automobiliste… Bercy te dit merci

Malus écologique chaque année plus sévère, fiscalité des carburants, taxes sur les péages et les assurances, vignette antipollution, certificat d'immatriculation, amendes et maintenant taxe sur le poids des véhicules. Quoi qu'il fasse, l'automobiliste ploie sous un racket fiscal de la part d'un État sans ressources. Il est devenu le plus gros contribuable en France, souvent au nom d'une écologie punitive qui a bon dos.

Par Thomas Morel et Frédéric Paya

Diane a 25 ans. Cette jeune Parisienne a décidé de passer son permis de conduire. Pleine d'allant et d'espoirs, la jolie blonde rêve à ses futures échappées automobiles sur les petites routes de campagne. Sans le savoir, elle a déjà mis son doigt délicat dans un engrenage dont il lui sera difficile de s'extirper, celui de l'enfer fiscal (un de plus) automobile. Avant même de pouvoir rouler, elle a dû payer 30 euros pour passer son code comme 1,5 million de candidats chaque année ; c'est donc une petite rente de 45 millions que se partagent La Poste (détenue en grande partie par l'État), Dekra, Objectif Code, Pointcode et Code'ngo, (qui collectent la TVA pour le compte de Bercy). Heureusement pour Diane, la taxe sur les

Plein dans une station-service. La fiscalité sur les carburants est la cinquième recette de l'État.

permis de conduire, qui concernait cinq régions, a été supprimée en 2020: son rendement était jugé trop faible.

Une étude de l'Automobile Club Association (ACA), qui rassemble 1,6 million d'adhérents, révèle qu'en 2019, les usagers de la route ont versé 75 milliards à l'État en taxes de tous genres (hors TVA). Une manne fiscale inférieure au montant de l'impôt sur le revenu (87 milliards) mais supérieure à l'impôt sur les sociétés (67 milliards). Cette charge est tellement diffuse, car provenant de multiples sources, qu'aucun automobiliste ne sait vraiment combien il verse au fisc tous les ans. Une chose est sûre, il est sûrement le premier contribuable. L'Association des constructeurs européens d'automobiles arrive, elle, au chiffre de 83,9 milliards; dans son classement des pays européens où les automobilistes sont les plus taxés, la France figure à la deuxième place derrière l'Allemagne.

Pour l'État, la tentation d'augmenter les taxes sur les 40 millions de conducteurs est très grande, ne serait-ce parce que plus de la moitié d'entre eux utilisent leur voiture quotidiennement. Si les Français roulent autant, c'est qu'ils n'ont souvent pas d'autre moyen de se déplacer: en 2018, 86 % d'entre eux possédaient au moins une voiture; ce pourcentage montait à 95 % en zone rurale contre 34 % à Paris, selon l'étude Parc Auto du cabinet Kantar. *« Il n'y a que dans les grandes villes où on peut se passer de sa voiture, et encore*, estime Yves Carra, porte-parole de l'ACA. *Quand l'État va fiscalement trop loin, il obtient la crise des "gilets jaunes", mais en dessous, ça passe. »*

Les conducteurs français sont devenus les otages d'un État dispendieux qui, pour boucler ses fins de mois, n'a d'autres solutions que d'augmenter ces prélèvements grâce aux nombreux curseurs à sa disposition. Il est comme le furet dans la comptine: il est passé par ici, il repassera par là; une taxe par ici, une hausse par là. Pour cela, il fait appel aux meilleurs créatifs de Bercy, aidés en ce sens par les délires écologistes qui n'ont de cesse de clouer l'automobiliste au pilori. Et les experts autoproclamés de la Convention citoyenne pour le climat sont venus leur apporter des idées. Leur dernière trouvaille pour contrer l'essor des SUV? Créer une taxe qui s'applique, comme pour les fruits et légumes, sur le poids — 10 euros par kilo au-delà de 1800 kilos (1400 kilos dans la première mouture) —; elle touchera moins de 2 % des véhicules vendus dans l'année. *« L'alourdissement du parc automobile, c'est plus de matériaux et d'énergie consommés, plus de pollution, moins d'espace public disponible. Le malus au poids que nous instaurons est un signal fort et nécessaire pour mieux prendre en compte l'empreinte écologique des véhicules les plus lourds »*, a tweeté Barbara Pompili. Face à Bruno Le Maire, qui s'y opposait au nom de l'emploi, de l'industrie et du pouvoir d'achat des Français, la ministre de la Transition écologique a eu gain de cause. *« Taxer ce type de véhicules, c'est les rendre indisponibles à ceux qui en ont le plus besoin comme les familles; le SUV devient alors un signe extérieur de richesse: il y a ceux qui peuvent se les acheter et les autres*, explique Pierre Chasseray, délégué général de l'association 40 Millions d'automobilistes. *Voilà comment on oppose les Français les uns aux autres, cela donne en bout de course les "gilets jaunes". »*

LES CRÉATIFS DE BERCY SONT AIDÉS PAR LES DÉLIRES ÉCOLOGISTES, QUI N'ONT DE CESSE DE CLOUER L'AUTOMOBILISTE AU PILORI.

Mais revenons à Diane. La petite carte rose en poche, elle doit maintenant choisir une voiture. D'un modèle à l'autre, d'une puissance à l'autre, d'un mode de propulsion à l'autre, les prélèvements de l'État changent du tout au tout, au risque d'atteindre des sommets. Il y a d'abord la TVA, de 20 % (sauf pour les véhicules d'occasion achetés auprès d'un particulier, qui en sont exemptés), qui rapporte plus de 9 milliards d'euros par an. Puis les différents bonus (de plus en plus rares) et malus (de plus en plus fréquents). Outre celui sur le poids, il y a le fameux bonus-malus écologique. Créé il y a plus de dix ans pour inciter à acheter des voitures émettant moins de CO_2, il a été progressivement rogné dans sa partie positive et élargi dans sa partie négative. En 2009, le malus se déclenchait à 161 grammes de CO_2 par kilomètre et le bonus au-dessous de 130 grammes de CO_2 par kilomètre. Désormais, il faut impérativement acheter une voiture électrique ou hybride rechargeable pour profiter du bonus, quand le malus se déclenche à 138 grammes de CO_2 par kilomètre. Dans le même temps, les mesures d'émissions de CO_2 ont été considérablement durcies, si bien que beaucoup de modèles qui échappaient auparavant au malus sont désormais concernés. Histoire de pousser la punition jusqu'au bout, le barème du malus a été poussé à l'extrême: son maximum est passé de 10500 euros l'an dernier à 20000 euros cette année, avant 30000 euros l'année prochaine et 40000 euros en 2022. Autant dire que la fiscalité écologique risque de casser le marché des véhicules de haut de gamme. →

Barrière de péage. Sur un ticket de 10 euros, 4,15 euros reviennent à l'État.



KEITH ERSKINE/ALAMY STOCK PHOTO

Ce n'est pas tout, car Diane doit aussi s'acquitter du certificat d'immatriculation, l'ex-carte grise. Entre en scène le "cheval fiscal", notion administrative, n'ayant pratiquement aucun lien avec la puissance réelle du moteur: elle ne sert qu'à calculer le montant de la taxe. Celui-ci dépend de la région où le véhicule est immatriculé: 41 euros en moyenne, mais il varie de 27 euros en Corse à plus de 50 euros en Bretagne, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Bourgogne-Franche-Comté. Pour une Clio neuve, l'un des modèles les plus vendus en France, cela représente entre 108 et 358,40 euros, selon la région et la puissance fiscale.

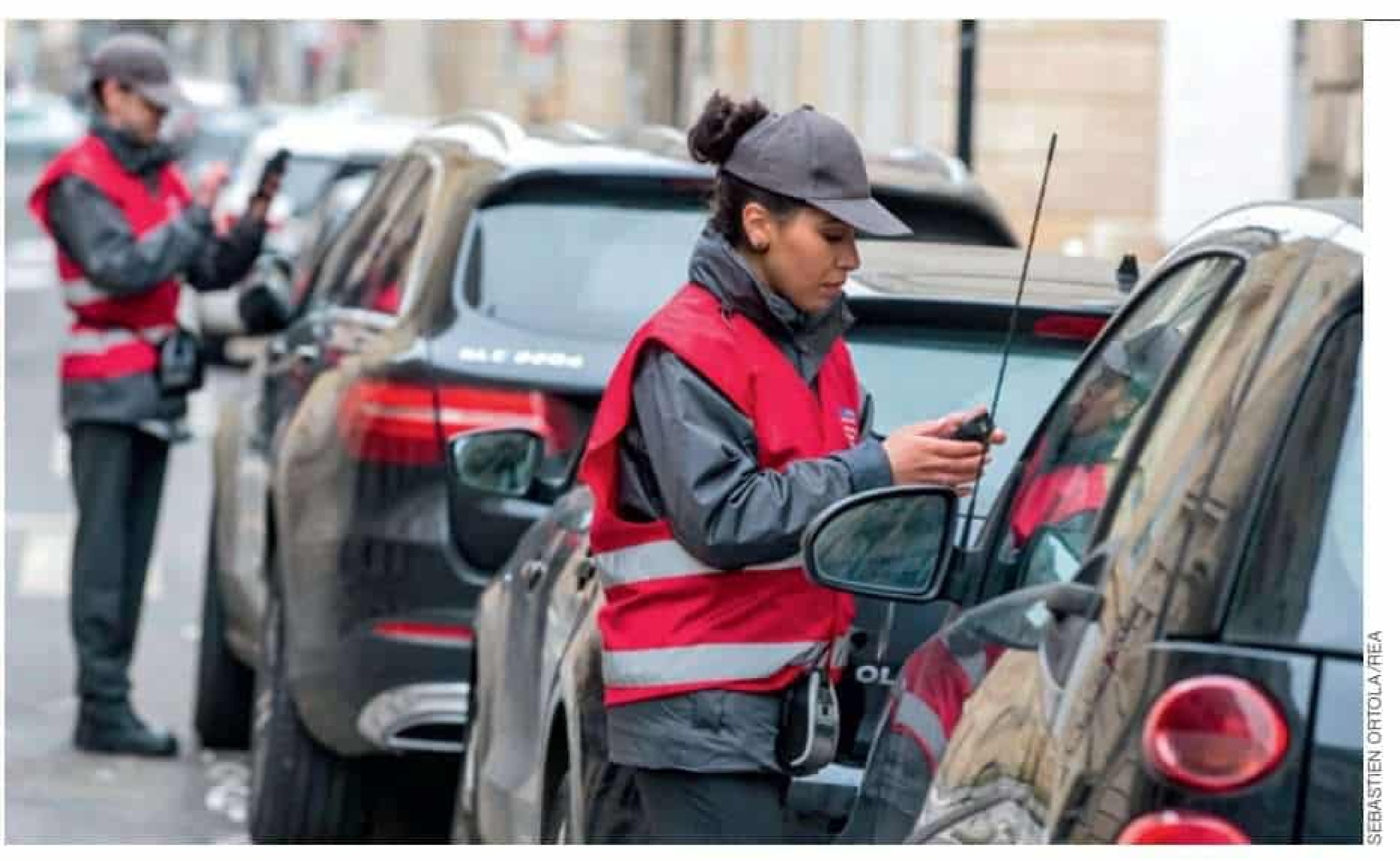
Dernier passage obligé avant de prendre la route: la vignette Crit'air, qui détermine le niveau de pollution et autorise ou non à circuler dans les grandes villes. Son coût, 3,62 euros, est modeste au regard de ce que Diane a déjà déboursé. Mais multiplié par les quelque 40 millions de véhicules en circulation, on arrive tout de même à près de 145 millions d'euros. Et notre jeune conductrice appréciera certainement la lecture d'un rapport de la Cour des comptes sur la lutte contre la pollution de l'air, qui estime que la classification Crit'air *« n'apparaît pas pertinente »* au regard des émissions d'oxydes d'azote par les voitures Diesel.

La jeune automobiliste n'est pas tirée d'affaire pour autant une fois ces taxes réglées. Son chemin de croix fiscal ne fait que commencer. D'abord, à la caisse des stations-service; selon l'ACA, la fiscalité sur les carburants rapporte 40 milliards d'euros à Bercy. Elle est composée de TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques). Cinquième recette fiscale de l'État, elle est calculée en euros par mètre cube et non en fonction du prix du baril de pétrole, ce qui permet à Bercy de s'affranchir des variations de cours à la baisse. Un sujet sensible: récemment, le gouvernement a voulu augmenter la TICPE du Super-95 E 10 de 1 centime par litre en deux ans; il y a renoncé face à la contestation. La TVA de 20 % s'applique ensuite sur le prix du baril augmenté de la TICPE. *« Taxer les carburants, c'est taxer la vie, c'est taxer la désertification. Cela tue la France dans la diversité de ses territoires »*, dénonce Pierre Chasseray. Qu'importe: en 2019, le litre de sans-plomb 95 était imposé à 167 % (rapport des taxes au montant hors taxe) et le diesel à 144 %. Cela tombe bien pour Bercy et tant pis pour ses visées écologiques: *« L'État a voulu réorienter 20 à 30 % du parc de Diesel vers l'essence pour diminuer certains polluants,* explique Yves Carra. *Or, un conducteur qui roule à l'essence consomme en moyenne 20 % de plus. Il doit donc passer plus souvent à la pompe, ce qui augmente les rentrées fiscales, mais également les rejets de CO_2. »*

UN CONDUCTEUR QUI ROULE À L'ESSENCE VA PLUS SOUVENT FAIRE LE PLEIN, ET SA VOITURE ÉMET DAVANTAGE DE CO_2.

Pas de chance non plus pour les gros rouleurs qui empruntent les autoroutes: les sociétés concessionnaires d'autoroutes reversent à l'État une taxe, fonction du nombre de kilomètres parcourus par l'usager (qui la paie donc) et dont la formule de calcul pour 2019 et les années suivantes a été trouvée par un esprit sans doute torturé: *« Le tarif de la taxe est fixé à 7,32 euros par 1000 kilomètres parcourus jusqu'au 31 décembre 2019. Pour les années civiles ultérieures, il est égal à ce montant, majoré de 70 % de l'évolution, entre 2018 et l'année précédant l'année en cours, de l'indice des prix à la consommation hors tabac au mois de novembre. Le tarif est arrondi au centième d'euro par 1000 kilomètres, la fraction égale*

Agents verbalisateurs. Des recettes de stationnement en hausse quasiment partout.



SEBASTIEN ORTOLA/REA

à 0,005 comptant pour 0,01. » Comme si cela ne suffisait pas, s'ajoute une taxe annuelle pour frais de contrôle comprise entre 0,015 % et 0,04 % du chiffre d'affaires. Ainsi, pour une recette de péage de 10 euros, 4,15 euros vont dans les caisses de Bercy. Au total, les automobilistes ont permis aux sociétés concessionnaires d'autoroutes de verser à l'État 9 milliards d'euros l'année dernière ; c'est le deuxième poste fiscal acquitté par les usagers de la route.

N'oublions pas les assurances automobiles dont une partie du montant de la prime revient à Bercy. Il n'y a pas de TVA, mais une taxe spécifique. Dans le cadre de la responsabilité civile obligatoire d'une voiture, elle s'élève à 33 % du montant de la prime. Il y a aussi la contribution au Fonds de garantie des assurances (1,2 %) et une contribution supplémentaire de 0,8 %. Et si le conducteur souscrit aussi à une garantie (dommage, assistance, panne…), une taxe de 18 % s'applique sur la prime et un montant de 5,90 euros est perçu sur chaque contrat pour le fonds de garantie des victimes des actes de terrorismes et autres infractions. Tout cela rapporte bon an mal an 4 milliards à l'État.

Il y a enfin la TVA sur les 24,76 millions de contrôles techniques en 2019 (une rente d'au moins 400 millions d'euros qui font partie des 7 milliards d'euros liés à la TVA sur l'entretien du véhicule). *« C'est une délégation de service public faite au nom du principe de sécurité routière, pourquoi devrait-on payer une TVA là-dessus ? »*, se demande Pierre Chasseray. Depuis mai 2018, le nombre de points de contrôle a été sérieusement augmenté ce qui accroît *de facto* la probabilité d'être recalé : il y a 610 défaillances répertoriées pour les 133 points de contrôle, dont 470 à obligation de réparation en cas de défaut et entraînent une contre-visite dont le taux est passé de 18,05 % en 2016 à 21,73 % en 2019.

Cette fois, c'est la bonne : Diane peut enfin prendre la route. Là encore, l'inventivité fiscale est à chaque coin de rue… Circuler d'accord, encore faut-il pouvoir aussi se garer. Au nom de la protection de la nature, les villes de France sont engagées dans une chasse aux places de parking qui promet de rendre la vie impossible aux automobilistes. À Paris, les 140000 places de stationnement en surface doivent être ramenées à 70000. Depuis que le FPS (forfait post-stationnement), dont le montant est fixé par les villes, a remplacé le traditionnel procès-verbal, le nombre d'amendes s'est envolé. En 2018, Paris en a infligé 10500 par jour. Dans toutes les villes, les recettes de stationnement se sont envolées depuis la création du FPS : hausse de 31 % à Paris, 69 % à Bordeaux, 43 % à Marseille, 24 % à Toulouse… Gare aussi au respect du code de la route. En 2019, selon la Sécurité routière, les verbalisations ont rapporté 1,65 milliard d'euros au Trésor public, dont 760 millions pour les seuls radars automatiques, de plus en plus critiqués : comme le souligne 40 Millions d'automobilistes, les nouveaux radars correspondent moins à des zones dangereuses qu'aux endroits où ils peuvent rapporter le plus. En témoigne le classement des plus rentables, tous situés sur des autoroutes alors qu'il s'agit des voies les moins accidentogènes (8 % des victimes annuelles). La palme revient à un radar situé entre Nice et Cannes qui, l'an dernier, a "flashé" plus de 200000 fois, simplement parce que la vitesse avait été arbitrairement abaissée. Bonne route Diane, Bercy veille sur toi ! ●

PRESSE/BOURDON/GEFIP

MONNAIE



Par **Arnaud Puiseux**
Associé de Gefip

"Quid" d'un dollar faible ?

Parmi ses objectifs de politique monétaire, la Fed privilégie aujourd'hui un retour au plein-emploi quitte à laisser filer l'inflation. Dans cette perspective, la stratégie de taux zéro devrait perdurer pendant plusieurs années. Comme durant la crise de 2008, les États-Unis auront la tentation de financer leur déficit en laissant le dollar se dévaluer. À court terme, cette dépréciation du dollar est une source d'opportunités pour les actifs délaissés tels que les marchés de dettes et d'actions des pays émergents, les actions européennes et japonaises, les obligations à haut rendement, ainsi que les actions *small & mid cap*, qui devraient rattraper leur retard par rapport aux actifs américains. À moyen terme, l'appréciation de l'euro sera pénalisante pour les exportations européennes et pour le budget des États et pourrait déboucher sur une nouvelle crise de la dette européenne similaire à celle de 2012. À moins que les récents signaux positifs sur l'unité européenne ne perdurent et ne s'intensifient.

LA VALEUR DE LA SEMAINE *présentée par* La lettre de la bourse

Cours de l'action Euronext
NOTRE CONSEIL : PRISES DE BÉNÉFICES VERS 100 EUROS (CODE : ENX)



ÉVOLUTION DEPUIS UN AN : + 28 %
ÉVOLUTION DEPUIS TROIS ANS : + 77 %
ACTIONNAIRES : Euroclear (8 %), Caisse des dépôts (8 %), SFPI (4,5 %)
PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL : Stéphane Boujnah

Voilà une opération rondement menée! L'opérateur des Bourses de Paris, Amsterdam, Bruxelles, Lisbonne, Dublin et Oslo vient de mettre la main sur la Bourse italienne, la Borsa italiana, pour 4,3 milliards d'euros au nez et à la barbe de concurrents prestigieux comme Deutsche Börse et le suisse Six. Avec cette acquisition, Euronext va doubler de taille avec un chiffre d'affaires qui dépassera 1,2 milliard d'euros.

Malgré le prix élevé acquitté pour cette rare opportunité, l'opération devrait avoir un impact immédiatement positif sur le bénéfice par action d'Euronext, cet effet devant augmenter avec les synergies annuelles de 60 millions d'euros attendues au bout de trois ans. De quoi séduire les investisseurs alors que l'action avait déjà accompli un parcours exceptionnel depuis le début de l'année grâce à une activité robuste. La crise sanitaire n'a en effet pas affecté les volumes de transactions boursières, au contraire. Le regain de volatilité sur les marchés a favorisé une hausse de 32,5 % des revenus et de 27,8 % de l'excédent brut d'exploitation au cours du deuxième trimestre 2020. Avec un taux de marge brute proche de 60 %, Euronext confirme la forte rentabilité de son modèle économique. Mais cela a un prix puisque l'action capitalise plus de 20 fois les profits attendus cette année alors que les conditions de marché ne seront peut-être pas aussi favorables l'an prochain. ●

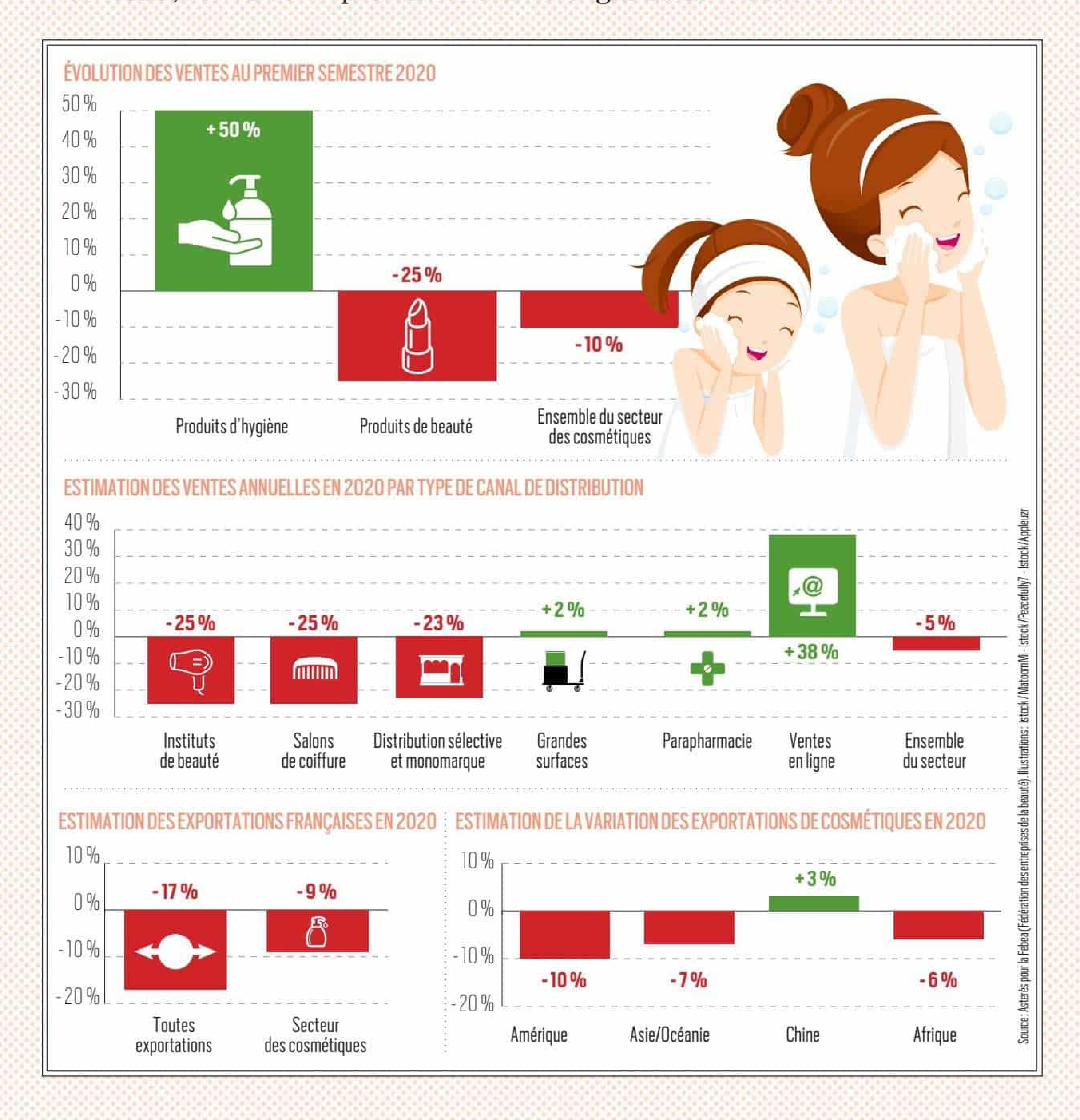
Retrouvez nos conseils sur www.lalettredelabourse.fr

LES INDICATEURS PHARES

Cac 40	Baril de brent	Once d'or
4 741 pts ↓	40,74 $ ↓	1 904 $ ↓

Les cosmétiques pâtissent de la Covid-19

Seuls les produits d'hygiène ont réussi à surmonter la crise sanitaire. Celle-ci a logiquement dopé les ventes en ligne. Avec le redémarrage économique de la Chine, les ventes de produits de beauté augmentent de nouveau.



Source : Asterès pour la Febea (Fédération des entreprises de la beauté). Illustrations : istock / Matoom Mi - istock / Peacefully7 - istock / Appleuzr

AUTOMOBILE

Renault redresse la tête

Après une chute de 28 % au premier semestre, le marché automobile mondial se redresse avec un recul de "seulement" 4 % au troisième trimestre. Faut-il pour autant en conclure que Renault continue de sous-performer avec une baisse de 6,1 % de ses ventes, à 806320 véhicules de juillet à septembre? Pas vraiment: *« Ce troisième trimestre souligne l'évolution de notre politique commerciale privilégiant désormais la profitabilité aux volumes »*, explique Luca de Meo, directeur général de Renault. Il y a des signes encourageants. Déjà, le chiffre d'affaires — 10,4 milliards d'euros — recule de 3,2 % à taux de change et périmètre constants. En Europe, où le marché global baisse de 5 %, le constructeur au losange *« maintient une bonne dynamique »* avec un recul de ses ventes limitées à 2,9 % tandis qu'il augmente ses parts de marché de 0,2 point à 10,3 %. Le redressement est particulièrement spectaculaire au mois de septembre. En Russie, son deuxième marché avec 324526 véhicules, le groupe a bénéficié de la bonne santé de Lada (+ 4,5 %). Hors d'Europe, Renault a souffert au Brésil avec des ventes en chute de 50,9 % *« en raison de la forte baisse du marché et de l'évolution de la politique commerciale privilégiant la profitabilité aux volumes »*. Autre point positif, le carnet de commandes, en hausse de 60 % au 30 septembre tandis que les stocks sont à un point bas.


ERIC PIERMONT/AFP

Luca de Meo. La profitabilité désormais préférée aux volumes.

ASSURANCE CRÉDIT IMMOBILIER LA RÉSILIATION À TOUT MOMENT REPOUSSÉE

Cela aurait pu être une grande avancée pour les emprunteurs: pouvoir renégocier à tout moment l'assurance de leur prêt immobilier, un marché de 6,5 milliards d'euros détenu à près de 90 % par les banques. Jusqu'alors, il y avait une fenêtre de tir pour le faire, correspondant à la date anniversaire. En octobre, des députés ont voté l'article 42 bis du projet de loi Asap (accélération et simplification de l'action publique), permettant de résilier à tout moment l'assurance emprunteur. Mais une commission mixte paritaire composée de députés et de sénateurs, réunis pour discuter du projet de loi Asap, a finalement renoncé à cette possibilité. Les assureurs devront cependant informer chaque année les assurés de la possibilité d'user de leur droit de résiliation.

ACCOR PERD LES DEUX TIERS DE SON CHIFFRE D'AFFAIRES TRIMESTRIEL

« Le plus fort de la crise est aujourd'hui derrière nous mais nos principaux marchés restent toujours fortement impactés par les mesures mises en place pour lutter contre la crise sanitaire », a commenté Sébastien Bazin *(photo)* en présentant l'activité du troisième trimestre du groupe Accor, qu'il préside. À 329 millions d'euros, le chiffre d'affaires a plongé de 63,7 % en raison de la crise sanitaire. Cela dit, le revenu par chambre, certes en forte baisse, a bénéficié du regain d'activité cet été dans l'ensemble des régions et notamment en Europe. Accor continue de préparer l'avenir avec l'ouverture de 57 hôtels dans le monde, soient 7800 chambres. Au total, son parc hôtelier se monte à 750135 chambres dans 5121 hôtels.


ROMUALD MEIGNEUX/SIPA

L'ORÉAL NE CONNAÎT PAS LA CRISE

En hausse de 1,6 %: c'est la croissance du chiffre d'affaires (7 milliards d'euros) du géant français des cosmétiques au troisième trimestre. Seule la division luxe (Lancôme, Helena Rubinstein, Biotherm...) accuse un repli (– 6,2 %), souffrant des ventes liées au faible trafic aérien, tandis que les produits grand public, professionnels et cosmétique active affichent des hausses comprises entre 0,8 % et 29,9 %. Preuve de la persistance de la crise sanitaire en Europe de l'Ouest, le vieux continent recule de 2,5 %; en revanche, l'activité en Amérique du Nord, région pourtant également en crise, progresse de 1,3 %. Les nouveaux marchés se portent bien (+ 4,2 %). Les fonctions de président et de directeur général, jusqu'ici assumées par Jean-Paul Agon *(photo)*, seront dissociées à compter du 1er mai 2021; Jean-Paul Agon gardera la présidence du conseil d'administration; Nicolas Hieronimus sera nommé directeur général.


PATRICK IAFRATE

CARICATURES DE MAHOMET : “LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE” PORTE PLAINTE

Le quotidien basé à Tours (Indre-et-Loire) a reçu plusieurs messages haineux sur les réseaux sociaux après avoir publié, le 18 octobre, une caricature de Mahomet. *La Nouvelle République* entendait saluer la mémoire de l’enseignant Samuel Paty, assassiné par un islamiste tchétchène. Une décision éditoriale assez unique dans le paysage de la presse quotidienne régionale. Face à ce déchaînement d’attaques, le journal présidé par Olivier Saint-Cricq a décidé de porter plainte. Malgré les promesses de ses dirigeants américains, Facebook continue à véhiculer des messages violents. La loi de Laetitia Avia, censée contraindre les réseaux sociaux à “nettoyer” ces contenus, a quant à elle été largement censurée par le Conseil constitutionnel au nom de la liberté d’expression.


la Nouvelle République

Coronavirus : l’Indre est à l’arrêt

SALTO, LE NETFLIX À LA FRANÇAISE, ENTRE EN PISTE

La plate-forme de vidéo par abonnements (SVOD) Salto, lancée le 20 octobre par TF1, France Télévisions et M6, se pose en offre complémentaire plutôt qu’en concurrente des grosses machines américaines que sont Netflix et Amazon Prime Video notamment. Dirigée par Thomas Follin, membre du comité exécutif de M6, Salto propose des fictions françaises et étrangères diffusées sur une vingtaine de chaînes, mais aussi des séries inédites. À ce titre, Salto permet notamment de visionner notamment *Ils étaient 10* et *Intelligence*. Via un essai gratuit d’un mois, la nouvelle plate-forme 100 % française espère faire ses preuves auprès d’un public attaché à la préservation de l’espace culturel hexagonal.

LE CHIFFRE

50

L’hebdomadaire sur la communication et les médias *Stratégies* fêtera en 2021 ses 50 ans avec une identité visuelle spécialement créée à cette occasion et des événements prévus tout au long de l’année. *Stratégies* a été créé en mai 1971 par les journalistes Alain Lefebvre et Christian Blachas.

ÉLECTIONS AMÉRICAINES : BFM MET LE PAQUET

La chaîne d’information en continu d’Altice France couvrira de façon exhaustive l’élection du prochain président américain, qui aura lieu le 3 novembre. À la clé, une délocalisation de son antenne à Washington lors d’une soirée spéciale animée par le journaliste Maxime Switek. Thomas Misrachi et Cédric Faiche interviendront dans ce cadre en direct des QG de campagne de Donald Trump et de Joe Biden. Une équipe d’une dizaine de reporters a été envoyée par Altice France aux États-Unis à l’occasion de l’événement. En déployant des moyens aussi conséquents, BFM TV veut continuer à s’imposer comme le leader des chaînes d’information en privilégiant le direct.

“LA VOIX DU NORD” DÉFEND LA CULTURE


LA VOIX DU NORD

COUVRE-FEU POUR TOUS !

La Voix du Nord, quotidien détenu par le groupe belge Rossel, se mobilise en faveur des acteurs culturels nordistes, musées, cinémas, théâtres, festivals, etc. Jusqu’au 15 novembre, il offre à ces derniers une campagne de communication sous forme de pleines pages réalisées par ses soins. En fil conducteur, un message encourageant les lecteurs de *la Voix du Nord* à continuer à se rendre dans ces lieux restés ouverts mais très impactés par la crise sanitaire. Le quotidien lillois se signale régulièrement par ce type d’initiative citoyenne, marqué à la fois par la volonté de maintenir le lien entre les habitants du Nord et de promouvoir son territoire, les Hauts-de-France.

PROSDOCIMI EMMA/SIPA

« La France doit être fière d’être l’un des premiers pays en Europe, avec l’Espagne, avec l’Italie, avec l’Autriche, à percevoir une taxation juste sur les gens du digital dont je rappelle qu’ils sont les seuls vainqueurs de cette crise. »

Bruno Le Maire, ministre de l’Économie.

CULTURE



Réception à Versailles de l'ambassadeur du Shah de Perse, le 19 février 1715, par Antoine Coypel. Une politique tous azimuts.

AKG-IMAGES/DE AGOSTINI PICTURE LIB./G. DAGLI ORTI

Louis l'universel

Louis XIV vu du dehors, tel qu'un historien britannique, Philip Mansel, en fait le portrait, et tel qu'il nous revient encore plus lui-même, plus familier et plus énigmatique…

Par Philippe Barthelet

Le Roi dépaysé : on saura gré à M. Philip Mansel, Britannique ami de la France (ce qu'il y a de plus rare et de plus précieux) et parfait connaisseur de son histoire moderne, de nous présenter ce portrait en forme de synthèse biographique depuis l'autre côté de la Manche — autrement dit depuis l'autre côté du monde. *Roi du monde*, justement, tel est le sous-titre de cet essai monumental, et on l'entendra principalement au sens géographique (géopolitique ou géostratégique, selon le vocabulaire en vigueur). Mieux que son lointain prédécesseur Louis IV, le Roi eût mérité le surnom de Louis d'Outremer ; le globe dit de Coronelli, que l'on peut aujourd'hui admirer à la Bibliothèque nationale de France, dédié à Louis le Grand, *« l'étonnement de tant de nations »*, *« symbolisait*, selon M. Mansel, *ses ambitions mondiales »* : *« À Marly et à Versailles, la conversation ne tournait pas seulement autour de l'Europe, mais aussi d'Alep, du Siam ou de l'Amérique. »* La liste des ambassadeurs qu'il reçut *« des extrémités de la terre »* est éloquente : Moscovie (1678, 1685), Empire ottoman (1669), Maroc (1682, 1699), Alger (1684), Siam (1686), Tunis (1690), Perse (1715), sans compter, en 1681, le fils d'un roi d'Issinie, actuelle Côte d'Ivoire, dont il sera le parrain (Bossuet le baptisant, et du nom de Louis) ou encore, en 1705, un chef amérindien honoré de présents.

Tandis que Cavelier de La Salle prend possession au nom du Roi de la Louisiane, soit de toute la vallée du Mississippi de la Nouvelle-France (Canada) jusqu'à la Nouvelle-Gascogne (golfe du Mexique), la religion, la guerre, le commerce poussent les émissaires français jusqu'au Siam et à la Chine. Si l'aventure d'un protectorat français sur le Siam tourna court, des liens de considération mutuelle s'établirent entre le Roi Soleil et le Fils du Ciel, Louis XIV envoyant à l'empereur Kangxi les plus savants des jésuites mathématiciens et astronomes pour lui servir de précepteurs. Quant à la complaisance à l'égard de l'Empire ottoman, c'est un invariant de la diplomatie française en Europe orientale, au Levant et dans la Méditerranée au moins depuis François Ier ; le Sultan comme le Roi de France avaient intérêt à une alliance de revers contre l'Empereur germanique. M. Mansel en suit les alternances, de la protection des chrétiens d'Orient et de la collecte des manuscrits anciens, qui fera de Paris ce qu'il était déjà et ce qu'il est toujours, *« l'un des centres mondiaux des études orientales »*, jusqu'à cette curieuse ambassade de Leibniz où le philosophe souffle au Roi le projet d'une campagne d'Égypte avant la lettre, en vue d'un protecto-

UN ROI AUX AMBITIONS MONDIALES, QUI EÛT MÉRITÉ, MIEUX QUE SON LOINTAIN PRÉDÉCESSEUR LOUIS IV, LE SURNOM DE LOUIS D'OUTREMER.



rat français du Nil à l'Asie mineure et à la mer Égée, le Sultan contraint de se retirer sur l'Euphrate. L'Empereur, qui missionnait Leibniz, était bien sûr intéressé à ce que la France égarât ses forces en Orient et détournât les yeux de ses frontières de l'Est et du Nord.

L'Empereur, c'est-à-dire Léopold Ier de Habsbourg : M. Mansel place à l'origine de ce qu'il nomme *« la catastrophe huguenote »*, soit la révocation de l'édit de Nantes, en 1685, et la consécutive expulsion des protestants hors du royaume, le désir de Louis XIV de l'éclipser comme champion de la chrétienté et d'*« effacer la honte de son alliance avec l'Empire ottoman »*, de qui Léopold venait de triompher. Il trouve un autre motif, dont la formulation étrange est due peut-être à son traducteur : il se serait *« laissé corrompre par sa propre piété »*. M. Mansel note toutefois que la révocation de l'édit de Nantes, dont il fait, classiquement, la mauvaise pensée du règne, fut assez bien accueillie en France ; ce que soulignait déjà Joseph de Maistre, mais non point pour s'en étonner : les ministres et les magistrats du Roi qui avaient inspiré ou défendu cette mesure *« regardaient*, dit-il, *le calvinisme comme le plus grand ennemi de l'État »* et l'on pourrait au moins, pour éviter tout risque d'anachronisme psychologique ou sentimental, nuancer les remontrances que l'on ne cesse de faire au Roi depuis plus de trois siècles en lui comptant le souci qui l'obsédait depuis son enfance, et la Fronde qu'il avait traversée, d'un État qu'il fallait à tout prix garantir contre les factions (au regard de cela, Joseph de Maistre balayait comme *« boutiquières »* les objections classiques sur le tort fait au commerce du royaume). →


AKG-IMAGES/ERICH LESSING

En costume de sacre, immortalisé par Justus Van Egmont. Sacre par lequel l'homme s'effaçait derrière la fonction.

Sur les guerres de Louis XIV, sa politique européenne, et nommément sa politique anglaise (*« les trois fuites du roi Jacques »*), M. Mansel est un guide expert et avisé. Il suit aussi le Roi dans sa *« recherche de l'immortalité »*, du Louvre à Versailles : comment l'entendre au juste, au-delà de la banale métaphore des œuvres d'art, tableaux, statues, bâtiments, proclamant sa gloire aux générations futures ? Versailles est son œuvre, quand on le construit il exige de connaître *« le détail de tout »* ; cette *« machine à divertissements »* comme la surnomme l'auteur sera sa signature. Le compte rendu des fêtes de 1668 explique que le sceptre de la France *« a été placé dans les mains d'un monarque dont les journées sont remplies de merveilles »*. On imagine l'aigreur des esprits rassis : *« Avec les fous il faut être fol »*, écrit l'ambassadeur du duc de Savoie. M. Mansel parle avec plus de vérité et de finesse du *« caractère peu conventionnel de Louis XIV »*, par quoi il échappe aux divers lieux communs où l'on voudrait le réduire. Merveille : *« chose admirable »* (Richelet), *« chose rare, extraordinaire, surprenante, qu'on ne peut guère comprendre »* (Furetière), pour s'en tenir à deux lexicographes contemporains de son règne. Louis le Merveilleux : il y a dans le Roi tel qu'il apparaît dans son œuvre, et si l'on veut passer outre à la sidération qu'il provoque encore (ce qui, pour le Soleil, est bien le moins), quelque chose *« qu'on ne peut guère comprendre »*.

“À L'INSTAR DES ROIS D'ISRAËL, LE ROI DE FRANCE N'ÉTAIT PAS SEULEMENT COURONNÉ, MAIS RECEVAIT L'ONCTION DE L'HUILE SACRÉE”, RAPPELLE PHILIP MANSEL.

« Mégalomanie » : le mot échappe à M. Mansel (*« décennie marquée par le sceau de la mégalomanie »*). C'est littéralement “la folie des grandeurs” et c'était déjà le grief du président Grévy, l'un des pères fondateurs de la III[e] République et l'inventeur du “style” républicain. Il opposait à cette “folie” royale *« une honnête médiocrité »*. Son souvenir n'a pourtant pas effacé tout à fait celui de Louis XIV. Qu'est-ce donc que la *« grandeur »*, dont l'impératif aura tant obsédé Louis le Grand ? C'est un de ses lointains successeurs, le général de Gaulle, qui a répondu, si l'on en croit Malraux : *« La grandeur est un chemin vers quelque chose que l'on ne connaît pas. »* Un chemin, en tout cas, pour tenter d'échapper au *Mané, Thécel, Pharès* du Livre de Daniel (tout sera compté, pesé, divisé) à quoi se restreint désormais l'horizon des politiques. *« Roi du monde »* : au-delà des considérations internationales, on peut entendre le titre avec l'ironie un rien réprobatrice qui sied à notre siècle mesuré, mais on peut se rappeler aussi que le “roi du monde” est une figure eschatologique de la Tradition à quoi le Roi Très Chrétien, qui avait reçu l'initiation du sacre, n'était peut-être pas tout à fait étranger.

Faut-il dire encore que l'on regrette l'abrupt du trait final ? Quand, le 17 février 1715, guère plus de six mois avant de mourir, Louis XIV reçoit l'ambassadeur du Shah de Perse dans la galerie des Glaces, sur un trône doré façonné pour l'occasion et couvert des joyaux de la Couronne (« [sa veste] *était si lourde qu'il en changea immédiatement après la cérémonie* »), M. Mansel n'y voit qu'une dernière démonstration *« d'autorité mondiale et de vanité personnelle »*. Passe pour *« l'autorité mondiale »* : l'historien l'a illustrée par


AKG-IMAGES

"Louis XIV à cheval, roi de France et de Navarre (1638-1715)", par René Antoine Houasse, vers 1679. Un roi obsédé de grandeur.

son propos; mais la *« vanité personnelle »*? La personne du Roi laisse-t-elle encore place à la vanité de l'individu? En d'autres termes, que reste-t-il de l'individu dans le Roi?

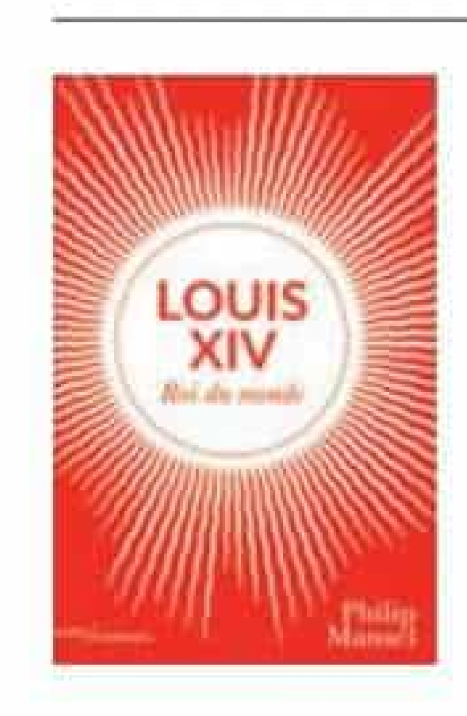
Ce qui nous ramène à une question primordiale: qu'est-ce qu'un Roi — et nommément, qu'est-ce qu'un Roi de France? M. Mansel, dans une introduction cavalière très bienvenue, *« Mille ans de France »*, rappelle utilement des évidences que l'on méconnaît aujourd'hui et à défaut de quoi ce passé royal pourtant si proche est plus loin de nous que l'Inde ou que la Chine: il note en particulier que les Rois de France doivent tout à leur sacre (ce que Jeanne d'Arc est venue rappeler aux Français, et comment un historien anglais l'oublierait-il?): *« Ce rituel s'inspirait en partie de celui des rois d'Israël tel qu'il est décrit dans le Premier Livre de Samuel de l'Ancien Testament. À l'instar de ces derniers, le Roi de France n'était pas seulement couronné, mais recevait l'onction de l'huile sacrée. »* Henry Montaigu écrivait que le sacre, *« obéissant au même fil traditionnel, aux mêmes critères de dépouillement du moi, à la même rigueur fondamentale, transformait l'homme en fonction. »* Que Louis XIV soit devenu "le Roi", tout court, non seulement pour ses contemporains mais pour toute sa postérité jusqu'à nous, cette substitution à son nom propre du nom commun, ou pour mieux dire du nom absolu, signe assez l'effacement de l'individu devant sa fonction. (Il est vrai qu'un tel effacement est incompréhensible sous le règne précisément de l'individualisme; incompréhensible, donc impossible, et qu'on n'y pourra voir que de l'hypocrisie, et dans le rituel du sacre qu'un simulacre.)

Versailles, qu'il nous a légué, en quoi son règne s'est métamorphosé pour tous les temps à venir, est devenu le palais du Roi. Que ce palais ait survécu à la fin de la monarchie est une espèce d'énigme ou si l'on préfère de miracle, dont l'auscultation n'est pas de la compétence de l'historien. Napoléon a refusé d'y dormir — la seule fois, peut-être, où on le vit intimidé —; on y proclama ensuite des empires et des paix aussi bruyants qu'éphémères; la République prendra l'habitude d'aller s'y refaire un prestige sous les ors d'emprunt de la royauté disparue et les présidents iront là-bas se voir si beaux en ce miroir d'un monde qui pourtant ne les regarde pas. Par son sacre, le Roi est roi *in æternum*, dans l'éternité, et non pas seulement pour le temps que Dieu lui a imparti sur la terre: si bien que Louis XIV est toujours notre Roi, père de ses sujets, et qu'il peut bien permettre ces enfantillages à ceux qui s'imaginent le remplacer. ●

LE ROI DU MISSISSIPPI

"Le 9 avril 1682, ayant effectué le voyage jusqu'au golfe du Mexique (alors connu sous son nom français de Nouvelle-Gascogne), La Salle 'prit possession' de toute la vallée du Mississippi *« au nom du Très Haut, Très Puissant, Très Invincible et Victorieux Prince Louis le Grand par la Grâce de Dieu Roi de France et de Navarre, quatorzième de ce nom »*. La cérémonie, enregistrée par un notaire, fut célébrée avec un *Te Deum* aux cris de *'Vive le roi!'* et par une colonne surmontée d'une croix ornée des armes royales..."

"Louis XIV, Roi du monde", de Philip Mansel.



"Louis XIV, Roi du monde", de Philip Mansel, Passés composés, 848 pages, 29 €.

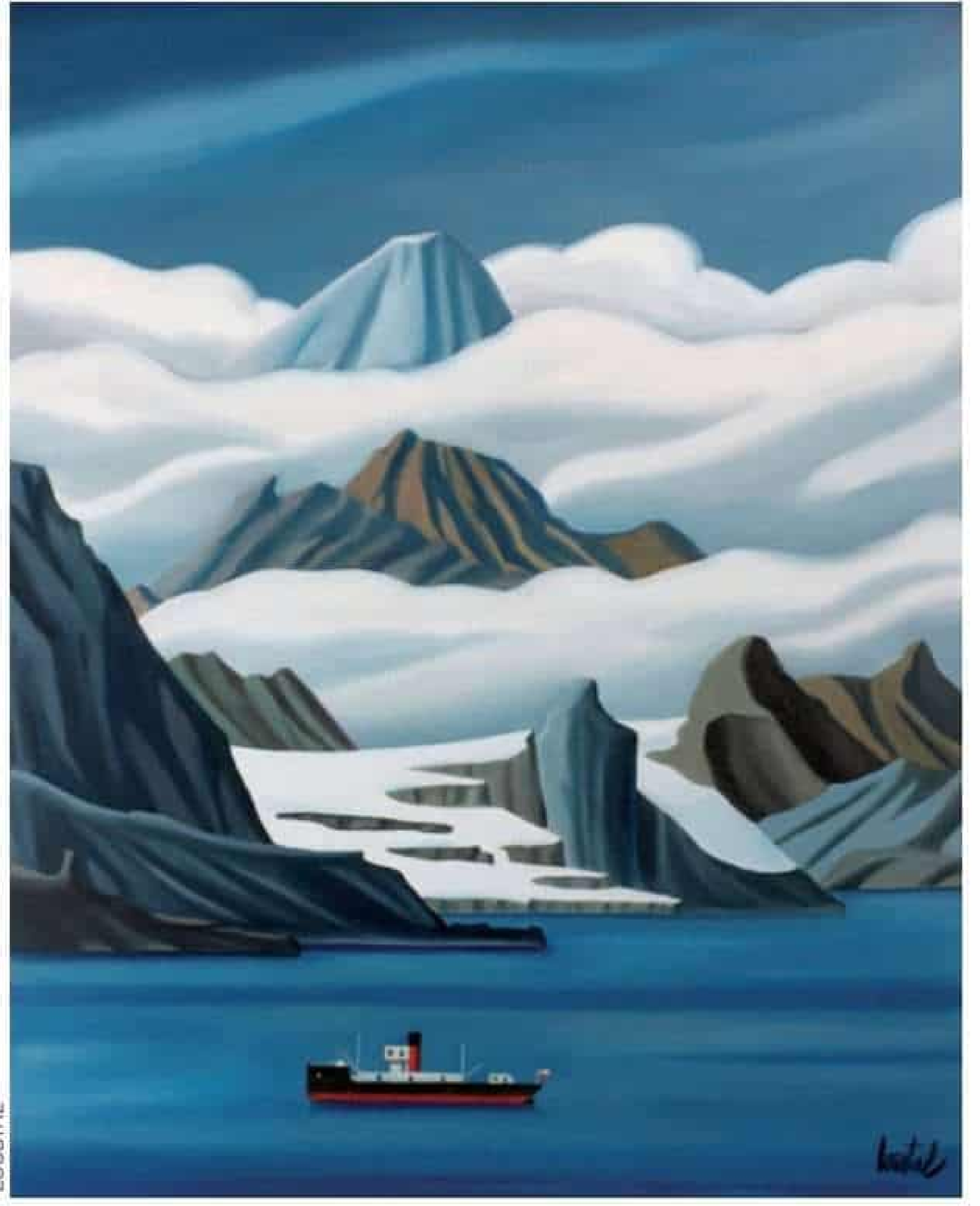
"Une idée du détroit de Magellan", par Loustal. La Terre de Feu et ses paysages tragiques inspirent l'artiste.

Le monde rêvé de Loustal

L'illustrateur de Georges Simenon est aussi un grand voyageur qui ramène de ses périples de magnifiques dessins des antipodes.

Par Olivier Maulin

On a dit à plusieurs reprises combien la rencontre entre Simenon et Loustal était heureuse et combien les romans du grand Belge étaient en quelque sorte "augmentés" par les dessins du grand Français. Il y a une réalité augmentée ; il y aura bientôt un homme augmenté ; pourquoi n'y aurait-il pas un roman augmenté ! Que ce soit dans la grisaille d'une petite ville du Maine avec son bar, son académie de billard et sa neige sale (*Un nouveau dans la ville*, Omnibus) ou sous le soleil de Tahiti avec ses maisons aux couleurs vives et ses jeunes Polynésiens aux paréos rouges (*le Passager clandestin*, Omnibus), Loustal réussit à tirer toute la poésie de ces ambiances de solitude et de destin fracassé.


LOUSTAL

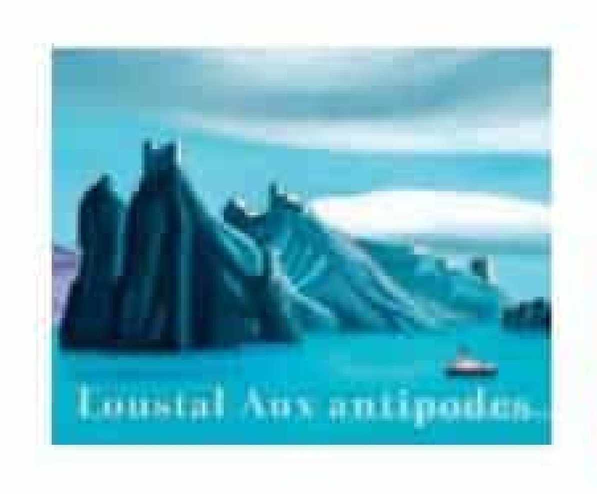
Mais l'illustrateur doit en avoir assez d'être sans cesse ramené à Simenon ! D'autant qu'à 64 ans, il a derrière lui une œuvre riche et variée : des aquarelles régulièrement exposées à Paris et à Bruxelles, une vingtaine de bandes dessinées, autant d'albums de dessins, une dizaine de livres pour la jeunesse, mais aussi des carnets de dessins qu'il ramène de ses nombreux voyages.

C'est l'un de ces carnets, intitulé *Aux antipodes*, qu'il publie aujourd'hui, en même temps qu'une belle édition illustrée de dix poèmes de Henry J.-M. Levet tirés de ses *Cartes postales* (Les Éditions Martin de Halleux) : dix évocations mélancoliques des voyages de ce diplomate mort en 1906 à 32 ans. Ceux de Loustal, tout aussi mélancoliques, nous mènent en Terre de Feu, à Brasília, en Floride, aux Canaries, en Islande, en Italie et en Grèce.

Le dessinateur confesse avoir eu ce goût du voyage et du dessin en consultant des vieux livres de la bibliothèque familiale *« regorgeant de gravures exotiques et spectaculaires »*. Ses premières illustrations s'en ressentent, *« pleines de hachures complexes et appliquées, sous l'influence conjointe Doré-Druillet »*, manière qu'il abandonnera bientôt pour celle qu'on lui connaît aujourd'hui, plus simple et épurée, qu'il exécute au fusain.

Les dessins de la Terre de Feu avec ses petits bateaux écrasés par les dernières excroissances de la cordillère des Andes venant mourir dans le canal Beagle, ces ciels bas et lourds et ces mers déchaînées nous font bien sûr penser à ce bon vieux Jean Raspail que ces paysages fascinaient. On y retrouve le même tragique et la même solitude, des maisons de bric et de broc à l'abandon, des épaves échouées sur des bancs de sable et ces Indiens yámanas, aujourd'hui disparus, qui semblent nous demander des comptes.

Très peu d'humains dans les dessins de Loustal, la nature hostile les en chasse. En Floride, on en voit pourtant un. Il est assis sur un ponton surmonté d'une cabane en bois sur pilotis, face à la mer, non loin d'un pélican perché sur un poteau. Que regarde-t-il ? Qu'attend-il ? À quoi pense-t-il ? Ce pourrait être le début d'un roman. Un roman de Simenon, bien sûr. ●



"Aux antipodes", de Loustal, La Table ronde, 192 pages, 32 €.

Étienne de Montety. L'art du roman pour décoder la menace islamiste qui pèse aujourd'hui sur la France.


MANTOVANI/GALLIMARD/OPALE

Vous avez dit sécession ?

S'inspirant de l'assassinat du père Hamel, Étienne de Montety tente de comprendre ce qui nous arrive, et livre un tableau sombre de l'avenir du pays.

Par Olivier Maulin

C'est une petite ville du Sud-Ouest hérissée de platanes qu'écrase le soleil de juillet. Une petite ville imaginaire qui comporte ses commerces, son glacier et sa petite église. Ce vendredi 4 août, le vieux curé y célèbre la messe devant une poignée de fidèles âgés, dont cinq religieuses. L'office est sur le point de se terminer quand deux hommes vêtus de djellabas pénètrent dans l'église d'un pas déterminé.

Ainsi commence le dernier roman d'Étienne de Montety, *la Grande Épreuve*, qui s'inspire de l'assassinat du père Hamel par deux islamistes dans l'église de Saint-Étienne-du-Rouvray le 26 juillet 2016. L'événement avait été particulièrement traumatisant : un vieux prêtre sans défense égorgé pendant la messe sur le vieux sol de France. Comment une telle chose est-elle possible ? nous sommes-nous demandé. Les journalistes ont fait leur travail, reconstituant le déroulement des faits, livrant les éléments de l'enquête sur l'itinéraire des tueurs. C'est aujourd'hui par le roman qu'Étienne de Montety tente de répondre à cette question : non le roman du père Hamel et de ses assassins, mais un roman qui invente un autre curé et d'autres assassins, et qui en sondant leur esprit et leur cœur, avec la formidable liberté que le roman confère, tente de rendre intelligibles leurs actes. La grande force de ce roman est de ne pas s'indigner, de ne pas se plaindre, de ne juger personne mais de montrer : voilà comment cela se passe. Bien sûr, le désespoir est là, ainsi que la tristesse, mais ils sont comme tenus en laisse par l'auteur qui s'efface derrière sa volonté obsessionnelle de comprendre.

Une crise identitaire

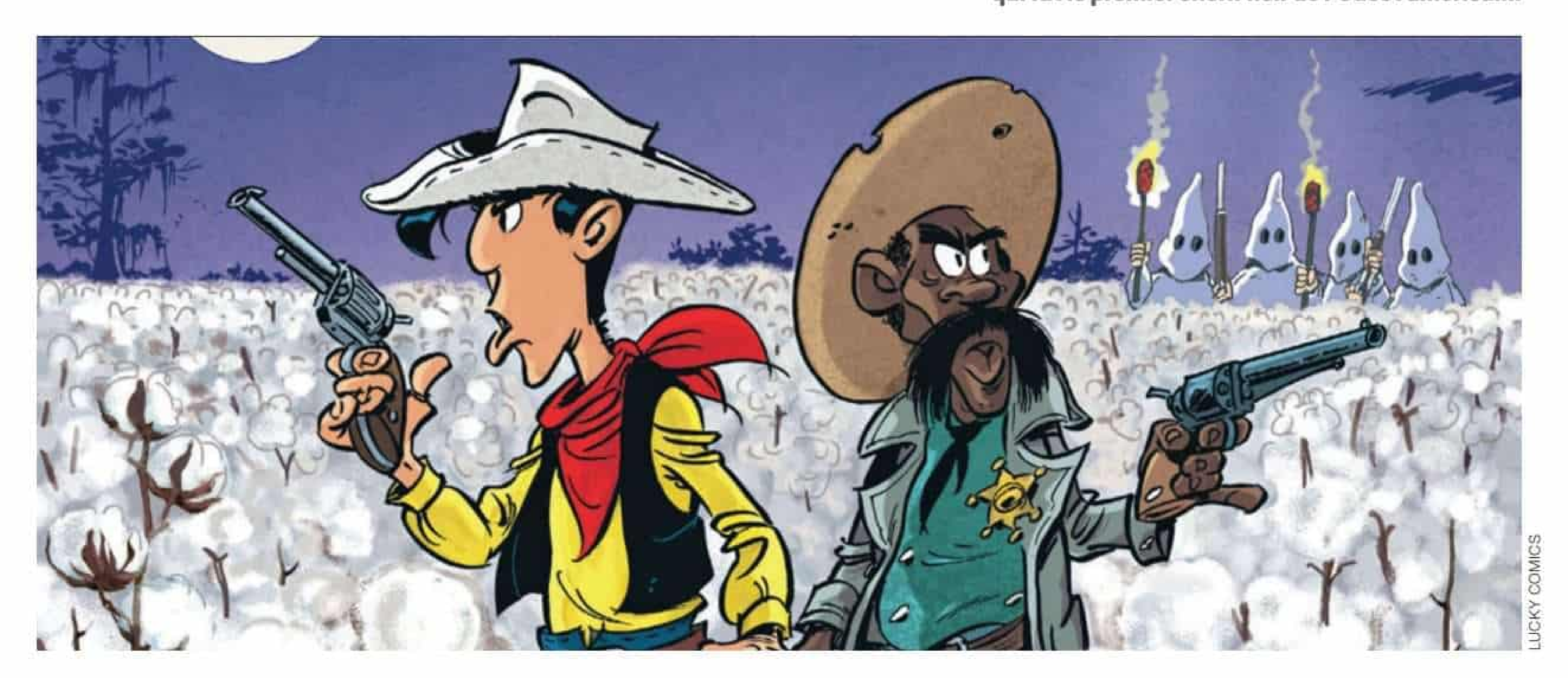
Il suit les cinq protagonistes du drame dont les parcours, venus de loin, vont converger en ce fatal vendredi. Il y a le vieux curé, Georges Tellier, marqué par son passage en Algérie où il fut soldat et instituteur avant d'être appelé par Dieu. Face à la déchristianisation de la France, il se demande s'il est l'homme de la situation. Il aime son ministère mais se sent seul, un peu déboussolé. Il y a sœur Agnès, une petite sœur de Jésus qui a passé trente ans à œuvrer dans un orphelinat en Afrique du Sud ; Frédéric Nguyen, passionné de moto, qui s'engage dans la police et rejoint la prestigieuse brigade de recherche et d'intervention. Et puis il y a les tueurs : David, un enfant arabe adopté de la classe moyenne qui va vivre une crise identitaire, se tourner vers l'islam et reprendre son nom de naissance, Daoud. L'autre, c'est Hicham, un fils d'immigrés algériens qui tombe dans la petite délinquance et se convertit en prison. Deux jeunes gens révoltés qui ne comprennent pas le pays dans lequel ils vivent, interprètent tout en termes d'humiliation, trouvent dans la religion l'exutoire à leur colère.

Des églises n'accueillant plus que quelques vieillards ; des mosquées pleines de jeunes gens impatients d'imposer leur foi et leur morale par tous les moyens ; la masse des indifférents au milieu : le tableau est sombre. La grande épreuve, hélas, ne fait que commencer, comme le montre l'assassinat de Samuel Paty. ●



"La Grande Épreuve", d'Étienne de Montety, Stock, 300 pages, 20 €.

Détail de l'illustration de couverture du nouveau "Lucky Luke", où le cow-boy est montré en compagnie de Bass Reeves, qui fut le premier shérif noir de l'Ouest américain.



LUCKY COMICS

Lucky Luke pédale dans le coton

Le nouvel album des aventures du célèbre cow-boy se laisse envahir par la politique, sous sa forme la plus caricaturale, sur fond de dénonciation convenue de l'esclavagisme sudiste.

Par Laurent Dandrieu

René Goscinny, pour *Astérix* comme pour *Lucky Luke*, dont il fut le scénariste pendant vingt ans, avait ce génie rare de convoquer l'actualité dans des séries se déroulant dans le passé, mais sans le laisser pour autant les envahir : toujours sous la forme de l'allusion, du clin d'œil, jamais sous la forme d'une conformation à l'esprit du temps. Surtout, il incarnait mieux que quiconque l'esprit de finesse qui est le meilleur de l'esprit français. Tous imprégnés d'un profond humanisme, ses scénarios n'auraient jamais emprunté la route du moralisme ou du prêchi-prêcha.

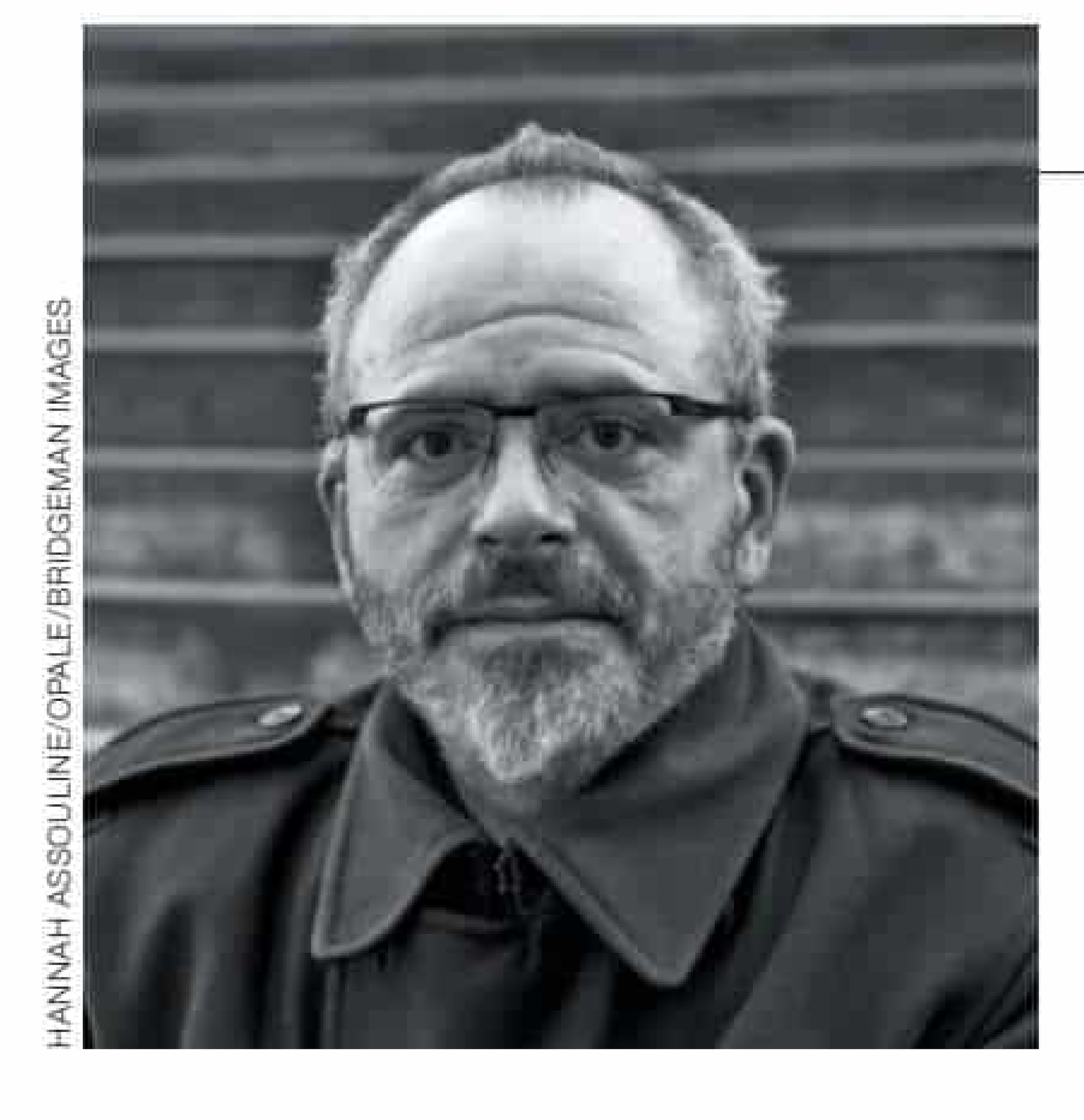
Tout en se réclamant d'une parfaite continuité avec le génial scénariste, Jul, qui a repris le flambeau depuis 2016, est malheureusement bien loin de cette finesse et quand il décide de laisser l'esprit de sérieux coloniser cette série comique qu'a toujours été *Lucky Luke*, force est de constater qu'il n'y va pas avec le dos de la cuillère.

Un cow-boy dans le coton n'a pas pour but principal de faire rire — et c'est heureux en un sens, car il n'y parvient guère, tant le trait comique est lourd et pesamment démonstratif. Non, il entend dénoncer l'esclavage dans les États du Sud : objectif qui serait louable s'il y avait là, véritablement, un enjeu. Mais Jul croit-il sincèrement qu'il y a, parmi les lecteurs de *Lucky Luke*, des gens qui estiment que l'esclavage est une chose admirable, pour qu'il soit ainsi nécessaire de leur démontrer, à travers une intrigue inexistante (Lucky Luke hérite d'une plantation et veut en faire don aux anciens esclaves, mais les méchants Sudistes tentent de l'en empêcher), à quel point les esclavagistes sont des salauds ?

Jul dit s'être interdit, pour cet album, de caricaturer les Noirs, dans une série dont le dessin repose pourtant en bonne part sur la caricature. Lui et son dessinateur Achdé se sont rattrapés avec les Blancs : les Sudistes ici sont tous d'une laideur grotesque ; mais surtout ils sont d'une bêtise et d'une méchanceté crasses, racistes bas du front qu'on dirait plutôt sortis du *Dupont Lajoie* d'Yves Boisset que d'*Autant en emporte le vent*. S'il s'est documenté, c'est uniquement à la source de la "légende noire" (si l'on ose dire) du Sud. Agrégé d'histoire, il semble avoir du mal à la distinguer de la caricature. Apportant au passage la preuve que les meilleures intentions se noient facilement dans la mélasse du moralisme et qu'il est difficile de raconter une bonne histoire quand on est obnubilé par l'idée d'enfoncer des portes ouvertes depuis longtemps. ●

"Un cow-boy dans le coton", d'Achdé et Jul, Dargaud, 48 pages, 10,95 €.

François Bousquet tire tous les enseignements de la gestion désastreuse du virus par le gouvernement.


HANNAH ASSOULINE/OPALE/BRIDGEMAN IMAGES

Bousquet sans masque

L'essayiste habille nos élites pour l'hiver dans un livre sur le coronavirus et ce qu'il dit de notre société malade de trop vouloir se protéger.

Par Olivier Maulin

Télétravail, famille, patrie! Le ton du nouvel essai de François Bousquet est donné dès son sous-titre: provocateur, drôle et bravache. Nul ne doute que le coronavirus et sa gestion gouvernementale nous ont appris beaucoup sur notre société et sur ce monde "global". On dit que les battements d'ailes d'un papillon à Honolulu peuvent provoquer un cyclone en Californie. Ceux d'une chauve-souris infestée à Wuhan ont désormais la capacité de mettre la planète à l'arrêt.

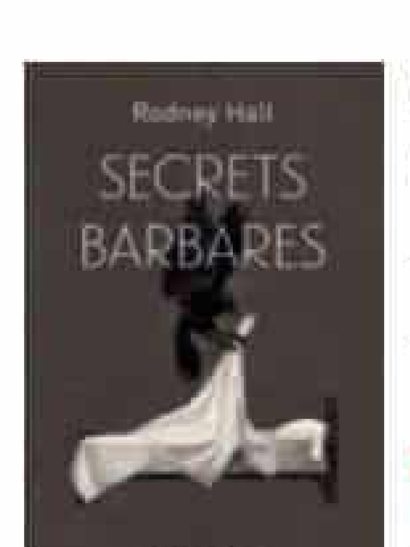
Bousquet part de la "biopolitique" telle que définie par Michel Foucault, autrement dit ce *« changement dans le régime de la sensibilité européenne »* qui a eu lieu vers le XVIIIe siècle: d'une politique des âmes, on est passé à une politique des corps. Il fallait veiller à assurer aux premières l'accès au paradis; il faut désormais *« procurer aux seconds les moyens du bonheur sur terre »*, *« faire vivre les corps le plus longtemps et le mieux possible »*, quitte à renoncer à la vie pour mieux la protéger! Et nous voici au cœur de l'idée même de confinement.

Dans ce feuilleton de la pandémie publié sur le site de la revue *Éléments* dans une France plongée dans le coma, Bousquet entreprend de penser notre monde à l'aune du virus: la mondialisation, le retour des frontières protectrices, la nullité des élites et leur consanguinité, le problème de l'obésité, le scandale des Ehpad, l'immigration, jusqu'au langage des signes apparu lors des conférences quotidiennes du Dr Salomon. Un festival de gonzo-journalisme et d'insolence, d'anticonformisme et d'intelligence. ●



"Biopolitique du coronavirus", de François Bousquet, La Nouvelle Librairie, 254 pages, 14,90 €.

Secrets barbares



de Rodney Hall
L'Arbre vengeur, 252 pages, 17 €.

TRAGIQUE Sur son lit de mort en 1956, le vieux Barnett avoue un triple crime, commis en 1898, qui a épouvanté le pays. Il incite ainsi Patrick Murphy, le frère des trois victimes et narrateur de cette confession, âgé de 22 ans au moment du crime, à livrer sa version des faits et à plonger le lecteur dans les relations troubles et perverses de cette famille nombreuse de paysans de Nouvelles-Galles du Sud, repliée sur elle-même jusqu'à la folie et dominée par le gigantisme et la violence du père. Publié en 1988, traduit en France deux ans plus tard, le roman de l'Australien Rodney Hall, s'inspirant d'un fait réel, ressemble à une tragédie antique qui aurait pour toile de fond le bush, ce bush sauvage abritant les plus noirs secrets nichés au fond des âmes. **O. M.**

Jeremiah Johnson, chapitre 1



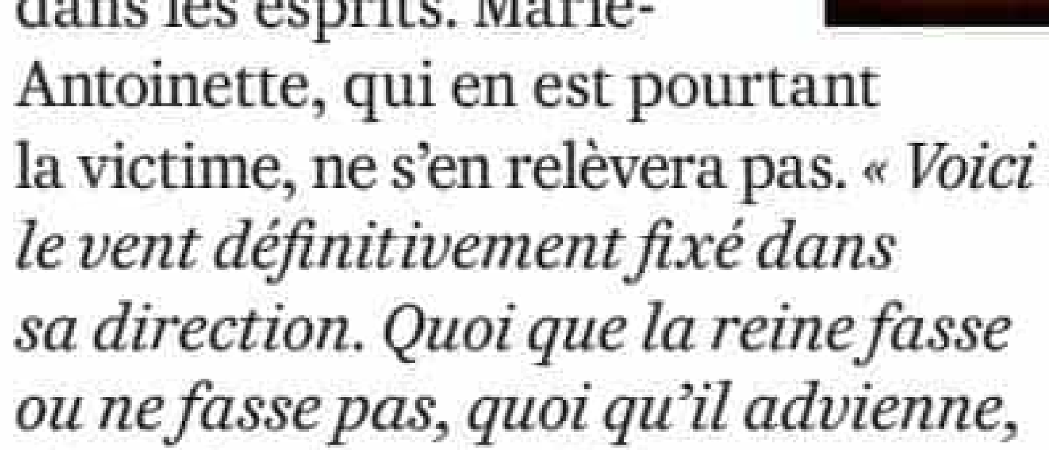
de Duval, Pécau, Jadson et Sayago
Soleil, 60 pages, 15,50 €.

RÉALISTE Voilà un western dessiné à la sauce *The Revenant*: quand Jeremiah Johnson scalpe un Indien, c'est sanglant et précis. Cette histoire brutale de trappeur enragé de vengeance (les Indiens Corbeaux ont tué sa femme enceinte) a comme premier mérite son réalisme qui, curieusement, tourne à la subtilité: chaque civilisation est montrée dans sa rudesse, ses mérites et ses aberrations. On sent les auteurs ravis de donner dans l'authentique. Les trappeurs enveloppés de fourrures sont magnifiques, les grizzlis sont formidables, la neige luit sous la lune et les pionniers, loin des villes, reviennent à une vie rustique d'une dangereuse simplicité morale. **R. de S.**

L'Affaire du collier

de Frantz Funck-Brentano
Phébus Libretto, 220 pages, 8,90 €.

CAPTIVANT Archiviste, conservateur de l'Arsenal, Frantz Funck-Brentano (1862-1947) fut un historien prolifique et estimé. *L'Affaire du collier* (1901) est sans doute l'un des meilleurs récits de ce déplorable fait-divers qui, quatre ans avant 1789, prépare à sa manière la Révolution dans les esprits. Marie-Antoinette, qui en est pourtant la victime, ne s'en relèvera pas. *« Voici le vent définitivement fixé dans sa direction. Quoi que la reine fasse ou ne fasse pas, quoi qu'il advienne, il soufflera contre elle. »* **Ph. B.**




PRESSE/EPICENTRE FILMS

Antonio de la Torre, une fois de plus épatant dans ce personnage qui évolue au fil de sa longue réclusion.

Vivre dans la peur

Une vie secrète conte l'histoire d'un antifranquiste obligé de se cacher durant trente ans. Subtil et étonnant.

Par Laurent Dandrieu

Andalousie, 1936. Militant républicain, Higinio (Antonio de la Torre) échappe de peu à une rafle franquiste. Blessé, il parvient à se glisser chez lui où sa femme Rosa (Belén Cuesta) le cache dans un trou prévu à cet effet. La guerre se prolonge, le couple déménage clandestinement chez le père d'Higinio, puis hérite de la maison à la mort de celui-ci. Les années passent, officiellement Rosa vit seule et, lorsqu'elle tombe enceinte, fait croire qu'elle a adopté le fils de cousins disparus… Tandis que le monde évolue autour d'eux, Higinio, qui se réfugie dans sa cache à la moindre alerte, vit dans l'obsession d'être découvert.

Réalisé à six mains par Aitor Arregi, Jon Garaño et Jose Mari Goenaga, le film a le premier mérite d'échapper au discours militant et au manichéisme : républicain convaincu, Higinio déplore d'ailleurs les exactions de son camp qui ont conduit à la guerre civile, où en l'occurrence les horreurs furent équitablement partagées entre les deux camps. Plus qu'à la politique proprement dite, il s'intéresse aux répercussions qu'une situation aussi exceptionnelle, inspirée de faits réels, a sur la vie du couple et la psychologie de ses héros. Comédien décidément exceptionnel, Antonio de la Torre prête sa plasticité à la métamorphose d'un personnage qui peu à peu se rétrécit, se laisse dominer par la peur et la phobie de l'extérieur, et en vient presque à aimer sa réclusion protectrice ; tandis que Rosa, qui a sur lui la supériorité de pouvoir sortir, ressent paradoxalement davantage la privation d'une liberté qu'elle peut malgré tout humer suffisamment pour la désirer plus fortement. Mais le film, qui joue magistralement de cette situation claustrale, avec une maîtrise parfaite de l'espace, de la lumière et du son, offre aussi l'histoire fascinante d'un amour empêché qui, malgré tout, se réinvente et réussit à survivre aux épreuves. ●

The Singing Club
de Peter Cattaneo

OPTIMISTE Yorkshire, 2011. Pour les épouses des soldats de la garnison de Flitcroft, l'envoi de leurs conjoints en Afghanistan est une mauvaise passe ; l'une d'entre elles, Lisa (Sharon Horgan), est officiellement chargée de les divertir. Autoritaire et psychorigide, l'épouse du colonel, Kate (Kristin Scott Thomas, *photo*), décide pourtant de prendre les choses en main et de lancer une chorale. Contre toute attente, celle-ci réussira si bien qu'elle sera invitée à se produire au Royal Albert Hall. Mais les dissensions entre Kate et Lisa continuent de couver… Bâti sur le même modèle que l'unique succès de Peter Cattaneo, *The Full Monty*, autre histoire de bras cassés qui atteignent le succès à force d'obstination, le film coche avec une habileté certaine toutes les cases obligées du genre (la scène du concert est


PRESSE/2020/LEONINE DISTRIBUTION GMBH

notamment très réussie), plus celles du politiquement correct (couples lesbiens et multiraciaux de service). Il est plus original dans la description touchante de la vie des femmes de soldats, suspendue au risque d'une annonce fatale… *(en salles le 4 novembre).* **L. D.**

100 % loup
d'Alexs Stadermann

CAPILLOTRACTÉ Freddy est le rejeton d'une famille de loups-garous, créatures bienveillantes qui parcourent la ville, la nuit, pour protéger les humains des catastrophes. À sa majorité, sa première métamorphose tourne au désastre : au lieu d'un puissant animal, le voici transformé en inoffensif caniche. Chassé de la meute, il a quarante-huit heures pour faire ses


SP/FLYING BARK PROD PTY LTD SCREENWEST/LTD CREATIVE NSW DE-FI MEDIA LTD SIAMESE PTY LTD AND SCREEN AUSTRALIA

preuves… Dans le domaine de l'animation, qui n'est pas contraint par le réalisme, la recherche de l'originalité donne facilement naissance à des histoires tirées par les cheveux, sans trop de logique. Celle de ce dessin animé australien est tirée par les poils d'un caniche frisotté, et on avoue s'être un peu désintéressé, malgré quelques jolis moments, de ce récit à l'intrigue désordonnée et au comique très inégal. **L. D.**

PRESSE/PASCAL GELY

Bruno Abraham-Kremer. Un excellent comédien, ici un peu complaisant.

Pour Nicolas de Staël

Ouf! C'est à 19 heures que se produit Bruno Abraham-Kremer; et son spectacle dure une heure et quart. Il est dans les clous.

Par Jean-Luc Jeener

Couvre-feu aidant, il nous faut chercher des pièces à des horaires de dame patronnesse. Avec Bruno Abraham-Kremer, excellent comédien, on était sûr au moins que, même à 19 heures, la qualité serait au rendez-vous. L'homme pratique avec talent l'exercice solitaire et même si cette fois il s'est entouré de deux comparses musiciens, c'est tout de même lui que l'on vient voir. Cette fois, il rend hommage au peintre Nicolas de Staël. Une vie frénétique toute consacrée à son art et entrecoupée de passions amoureuses qui finiront par le détruire. On voudrait ne dire que du bien du spectacle. Bruno Abraham-Kremer est un homme authentique, cultivé, intelligent, qui se veut passeur. Sauf que cette fois la construction de son spectacle laisse à désirer avec cette série de lettres, lues d'une voix de comédien bien professionnel, censées nous faire peu à peu entrer dans la vie du personnage. On est content de savoir qu'il était très ami avec René Char et que poésie et peinture peuvent faire bon ménage, mais tout ça plafonne vite. Et l'ami Bruno ne se rend sans doute plus vraiment compte que sa manière grave de dire ces lettres frise la componction. Il arpente le plateau du Lucernaire entre deux musiques avec des airs de curé laïc qui finissent par agacer. Quand on voit ce que l'on voit, évidemment on ne peut que saluer le courage d'un artiste qui se veut exigeant, mais c'est tout de même de la complaisance artistique. Ceux qui ne connaîtraient pas Nicolas de Staël apprendraient certes quelque chose. Néanmoins, les projections de ses toiles un peu massacrées en fond de scène du théâtre sont loin de donner une idée de son œuvre. Et c'est quand même ce qu'il y a de plus intéressant dans ce qui anime le peintre!

Reste le petit discours que fait Bruno Abraham-Kremer aux spectateurs au moment du salut. En ces temps de folie où masques et couvre-feu deviennent la panacée gouvernementale, ça fait du bien d'entendre un artiste qui dit la nécessité du théâtre. On aurait vraiment aimé que cette authenticité nous touche tout le long du spectacle. ●

Nicolas de Staël, la fureur de peindre, *Lucernaire, Paris VIe, à 19 heures. Tél.: 01.45.44.57.34.*

PRESSE/CAPUCINE DE CHOCQUEUSE

Récital Wagner

Axelle Fanyo et Tanguy de Williencourt

Petite Seine, La Seine Musicale, Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), le 7 novembre à 19 heures. Tél.: 01.74.34.53.53. www.laseinemusicale.com

PASSIONNÉ Lauréate de la Fondation Royaumont, la soprano Axelle Fanyo *(photo)* a travaillé avec Mireille Delunsch, dame Felicity Lott et Renée Fleming. Lui, au piano, accumule les masters du Conservatoire national supérieur de musique de Paris et les distinctions internationales. Ils ont une petite soixantaine d'années à eux deux, n'ont peur de rien et surtout pas de l'ogre Richard Wagner qu'ils apprivoisent avec le charme de la jeunesse. Ce qui convient exactement aux *Wesendonck Lieder*, chants d'amour éperdu et interdit préfigurant *Tristan*, ainsi qu'à la transcription par Liszt de *la Mort d'Isolde*. **L. L.**

Beethoven Variations

La Nouvelle Athènes

Salle Colonne, Paris XIIIe, le 8 novembre à 15h30 et 18h30. www.lanouvelleathenes.net.

VINTAGE Aménagée au gré des temps qui courent, la première édition du festival organisé par La Nouvelle Athènes (Centre des pianos romantiques) célèbre un Beethoven inventeur de formes et de couleurs



PRESSE/ELIE DELPIT/BLEU DANUBE

sonores, l'association explorant le répertoire sur pianos d'époque. Pour qui cherche à entendre comment le compositeur sonnait dans l'air de son temps, rendez-vous avec les *Variations Diabelli* par Edoardo Torbianelli *(photo)*, qui les interprète sur un Rosenberger viennois de 1820, puis avec la *Symphonie Eroica* en formation de chambre par l'Ensemble Hexaméron dirigé par Luca Montebugnoli. La découverte se poursuit le lendemain avec l'Ensemble Lélio. **L. L.**

Le Paris du musée Albert-Kahn

La Cité de l'architecture et du patrimoine révèle le fonds documentaire constitué par le mécène sur la capitale de la fin de la Belle Époque à la Seconde Guerre mondiale.

Par Léopoldine Frèrejacques

La photographie stéréoscopique, les projections, le cinématographe surtout, voilà ce que je voudrais faire fonctionner en grand afin de fixer une fois pour toutes des aspects, des pratiques et des modes de l'activité humaine dont la disparition fatale n'est plus qu'une question de temps. Depuis sa résidence du 6, quai du 4-Septembre à Boulogne-sur-Seine, dont il a fait le siège de son projet philanthropique, les Archives de la planète, le banquier Albert Kahn rêve de cristalliser le visage d'un Paris qu'il pressent à la veille de grandes métamorphoses.

Comme autrefois ses invités, le visiteur de la Cité de l'architecture et du patrimoine découvre à l'occasion de la dernière exposition le fonds réuni à l'issue des campagnes de photographies et de tournages que lança le mécène, plaçant la mission entre les mains du géographe Jean Brunhes.



"Paris Ier, le quai du Louvre, 19 mars 1920", autochrome d'Auguste Léon.

SP/DEP. HAUTS DE SEINE/A. KAHN/COLL. ARCHIVES PLANÈTE

Inventaire bâti sans consignes, mais à l'ambition documentaire affirmée, l'ensemble d'autochromes (premier procédé de photographie en couleurs commercialisé) dresse le portrait des vicissitudes de Paris. À l'heure de la Grande Guerre, la capitale emmitoufle ses monuments emblématiques dans d'épais sacs de sable pour parer aux obus ; à l'épreuve des catastrophes naturelles, la ville fait face à la crue vorace de la Seine, qui immerge le pont d'Austerlitz un jour de 1924…

Images des préoccupations du temps, les clichés des Archives de la planète accompagnent la disparition d'un vieux Paris, englouti par l'ambition des successeurs d'Haussmann. Faisant toute la lumière sur les îlots insalubres et les lieux de perdition où règne une prostitution active, ils rappellent aussi l'aspect du fief de la Commune, cerné par la muraille de Thiers jusqu'à son démantèlement, en 1919… Une heureuse promenade dans les collections d'Albert Kahn, à qui l'on doit d'avoir fait dresser l'un des plus fidèles portraits de la capitale entre 1910 et 1937. ●

Paris 1910-1937, promenades dans les collections Albert-Kahn, *Cité de l'architecture et du patrimoine, Paris XVIe, jusqu'au 11 janvier 2021.*



SP/YANG ERMIN

Yang Ermin, la réapparition de la couleur

HARMONIEUX Héritier d'une tradition picturale chinoise, le peintre Yang Ermin impose dans son paysage, comme dans ses natures mortes, une manière singulière. Renouvelant les méthodes traditionnelles *(ici, "la Fête des cerisiers", 2019)*, l'artiste associe dans des grands formats l'encre monochrome au lavis coloré. Avec leur touche fragmentée, ses grandes toiles, dont la série sur Notre-Dame de Paris, révèlent toute l'originalité du geste d'un contemporain profondément poétique. **L. F.** *Musée d'Art et d'Histoire Louis-Senlecq, L'Isle-Adam, jusqu'au 14 février 2021.*

SP/PATRICK GRIES-ADAGP

Pierres précieuses

MAJESTUEUX Entre aspiration scientifique et création artistique, le Muséum national d'histoire naturelle, en collaboration avec la maison Van Cleef & Arpels, revient sur la chaîne menant de l'extraction des minéraux jusqu'à la création joaillière *(ici, une broche "double fan clip", 1937)*. De l'analyse de l'origine ou de la couleur des pierres au bijou ou à la marqueterie lapidaire, l'articulation de l'exposition autour de chefs-d'œuvre (de la Grande Table des Orsini au collier de la bégum Salimah Aga Khan) exalte le basculement d'un sujet de science en refuge précieux du raffinement. **L. F.** *Muséum d'histoire naturelle, Grande Galerie de l'évolution, Paris Ve, jusqu'au 14 juin 2021.*


SP/FTV/EFFERVESCENCE FICTIONS/S. HARARI BAULIEU

Samuel Labarthe dans une interprétation convaincante du général de Gaulle.

De Gaulle, l'éclat et le secret

Cette minisérie historique retrace avec élégance le parcours du Général, à l'occasion du 50e anniversaire de sa mort, le 9 novembre 1970.

Par Isabelle Cottenceau

La France a célébré de Gaulle toute l'année à travers deux autres anniversaires: sa naissance, en 1890, et l'appel du 18 juin 1940. Pour la commémoration de son décès, parmi les programmes de la semaine, un documentaire a le mérite de questionner le rapport à la culture de celui qui fut aussi un grand écrivain, publié dans la Pléiade (*l'Artiste de Gaulle*, mercredi 4, 20h50, sur France 5) et la transposition par le scénariste et dessinateur Jean-Yves Ferri de sa BD à succès en série d'animation (*De Gaulle à la plage*, du lundi au vendredi, 20h50, sur Arte), un regard plus caustique et tendre. Le cinéma, lui, s'est toujours contenté de faire du Général une ombre imposante, une furtive apparition comme dans *l'Armée des ombres*. Seul, récemment, Gabriel Le Bomin l'a placé au centre d'un film, avec Lambert Wilson dans le rôle-titre. Cette fois, pour la télévision, c'est Samuel Labarthe qui s'y attelle. Pas toujours facile de faire une composition naturelle de ce grand homme, mais la prestance de l'acteur lui sied bien. Surtout, Constance Dollé est remarquable en Yvonne de Gaulle, tout en discrétion et courage. Traversant trente ans d'histoire de France, de 1940 à 1970, cette élégante fresque écrite par Jacques Santamaria et Patrice Duhamel trouve l'équilibre entre les trajectoires intime et historique, façonnant, sans héroïsation, le portrait d'une destinée à l'épreuve de la guerre puis du pouvoir et qui gardera jusqu'au bout sa part de mystère. ●

France 2, *lundis 2 et 9 à 21h05, 21h55 et 22h40, série réalisée par François Velle, Fr., 2020, 6 × 52 min, avec Samuel Labarthe, Constance Dollé.*

De "Charlie Hebdo" au Bataclan, les derniers secrets des attentats de 2015

Documentaire de Jérôme Korkikian
Fr., 2020, 105 min.

C8 Alors que la France est encore en état de choc après la décapitation du professeur d'histoire Samuel Paty, victime du fanatisme islamiste, ce documentaire revient sur les attentats perpétrés sur son sol, en 2015, depuis le massacre de *Charlie Hebdo* et la prise d'otage sanglante de l'Hyper Cacher, au mois de janvier, jusqu'aux attaques en plein Paris, aux terrasses de cafés et au Bataclan, qui firent 131 morts. Un récit sobre et précis, raconté par François Hollande, Patrick Pelloux, Anne Hidalgo, Mohamed Sifaoui, François Molins, Bernard Cazeneuve, le général Denis



SP/TVPRESSE PRODUCTIONS

Favier, de la Gendarmerie nationale, Jean-Michel Fauvergue, le chef du Raid. Ils mêlent leurs voix et leurs analyses aux témoignages bouleversants des victimes. Cinq ans après, le terrorisme islamiste n'est pas une menace mais une réalité effroyable. **I. C.**
Mercredi 4 à 21h15.

Le Tombeau de Toutankhamon, un mystère révélé

Documentaire de Paul Bradshaw
GB, 2020, 52 min.

FRANCE 5 Le 4 novembre 1922, dans la vallée des Rois, la nécropole des pharaons, a lieu l'une des plus grandes découvertes archéologiques de tous les temps, la mise au jour du tombeau de Toutankhamon


SP/GRIFFITH INSTITUTE

par Howard Carter *(photo)*. L'égyptologue britannique a dû faire face à de nombreux obstacles et déceptions avant de réaliser son rêve. Mais sans sa rencontre avec lord Carnavon, un aristocrate anglais passionné lui aussi par l'histoire de l'Égypte antique, il n'aurait jamais pu aller au bout de sa quête. C'est lui qui va financer les nombreuses fouilles… Grâce à des heures de films (images d'actualité et documentaires sur l'expédition) ainsi que des milliers de photographies, ce documentaire parvient à nous faire vivre cet événement archéologique tel que l'ont vécu les découvreurs, aidé par l'impressionnant travail de colorisation effectué sur la matière iconographique de l'époque. **I. C.**
Jeudi 5 à 20h50.

QUAND LES STUDIOS DE CINÉMA SCIENT LA BRANCHE SUR LAQUELLE ILS SONT ASSIS

Soumises à des mois de confinement puis, dans une bonne partie de la France, au couvre-feu, les salles de cinéma auraient bien besoin de soutien. On aurait pu s'attendre à ce que les grands studios de cinéma soient au premier rang de ce soutien. Ils ont préféré jouer le court terme, au risque de fragiliser dangereusement un secteur pourtant essentiel à leur propre bonne santé. Malgré l'exception *Tenet*, imposée à la Warner par son réalisateur Christopher Nolan, les grands studios ont annoncé, l'un après l'autre, le recul des sorties en salle de leurs principaux films, quand ils ne les sortent pas directement en streaming, comme Disney l'a fait pour *Mulan* et le fera pour le prochain Pixar, *Soul*… *Dune*, *The Batman*, *Matrix 4*, la suite de *Top Gun* ou le nouveau *James Bond*, le bien nommé *Mourir peut attendre*: la liste est longue des blockbusters américains qui ont été repoussés, contraignant de nombreuses salles, aux États-Unis ou en Grande-Bretagne, à fermer faute d'une offre assez attrayante. Côté français, si *Adieu les cons* ou *Aline*, le nouveau film de Valérie Lemercier, ont été maintenus, *Kaamelott* ou *l'Origine du monde* ont été reculés. Une catastrophe pour les cinémas en zone de couvre-feu, privés des séances du soir qui totalisent près de 45 % de leurs recettes, mais aussi pour les autres, sevrés de précieuses locomotives.

QUAND YVES BOISSET ROMANÇAIT L'AFFAIRE BEN BARKA

En 1965, Mehdi Ben Barka, opposant marocain en exil, était enlevé en plein Paris, devant la *Brasserie Lipp*, probablement avec la complicité de barbouzes du pouvoir gaulliste. Personne ne le reverra jamais. Sept ans plus tard, Yves Boisset mettait en scène une version romancée de l'affaire, qui dut affronter une forme subtile de censure: avance sur recettes retirée pour motifs fallacieux, autorisations de tournage sur des lieux publics refusées pour raisons de circulation, ce qui obligea le cinéaste à tourner plusieurs séquences à la sauvette. Le film met en scène un ancien soutien du FLN (Jean-Louis Trintignant), manipulé par les services français pour convaincre un opposant étranger (Gian-Maria Volonte) de venir à Paris sous prétexte de préparer une émission de télévision, cependant que d'honorables correspondants (Michel Bouquet, Philippe Noiret) préparent la livraison de la victime au chef des services secrets du pays en question (Michel Piccoli). Servi par une distribution éblouissante (on y compte aussi Jean Seberg, Bruno Cremer, Jacques François ou François Périer) et une musique d'Ennio Morricone, Boisset signe un thriller politique sec et tendu, sans prêchi-prêcha, qui n'a rien à envier aux équivalents hollywoodiens de l'époque. **L. D.**



"L'Attentat", d'Yves Boisset, un DVD Tamasa.

L'ESPRIT DES MOTS



P. IAFRATE

Par **Philippe Barthelet**

Covid (suite)

L'Académie française ayant rappelé que Covid était l'acronyme de co*(rona)*vi*(rus)* d*(isease)*, soit "maladie du coronavirus", il convenait de l'accorder au féminin, le sujet étant la maladie. Hélas, comme on l'aura remarqué, le sujet de l'acronyme est *disease*, et non "maladie", et parler de "la *disease*" est créer un curieux monstre de vocabulaire. Ce franglicisme de traduction rend un peu empruntés jusqu'aux bons observants des règles académiques. La logique eût imposé que l'on traduisît le "d" final de *disease* en "m" de maladie, ce qui eût donné "covim", soit l'accusatif d'un *covis* qui n'existe pas et qui aurait pu désigner, en latin imaginaire, une force partagée ou supplétive, celle que le virus apporte inespérément à l'État pour refroidir les ardeurs de l'opinion. En consultant les grimoires, à défaut de *covis* on trouve *covum*, soit le *« trou pratiqué dans le joug pour recevoir le timon »* et par là gouverner les bœufs. Toutefois nous faisons encore fausse route, puisque subsisterait dans "covim" un franglicisme de construction, l'initiale du sujet étant renvoyée à la fin: il faudrait rétablir l'ordre français dans l'acronyme, et parler de "maladie du (ou à) coronavirus", soit "macovi". Les délicats trouveront à redire à une possible cacophonie, puisqu'on parlerait de "ma macovi" comme on dirait "ma grippe". On plaidera donc pour une haplologie, soit la disparition d'un "ma" répété, et "ma covi" nous ramènerait à l'origine coronavirale du mot, sans le "d" franglais: ce "covi" serait épicène, soit des deux genres, selon que l'on parlerait du virus ou, par métonymie, de la maladie qu'il provoque. L'avenir sera épicène ou ne sera pas. ●



Dans les secrets du gouffre de Padirac

Début de l'exploration spéléologique moderne, extraordinaire histoire familiale et enjeu politique local. Cette singularité géologique du Lot a attiré plus de 25 millions de visiteurs depuis le début de son exploration, il y a plus de cent trente ans.

Par Marie de Greef-Madelin et Frédéric Paya

Comme souvent, ce qui ouvre sur les entrailles de la Terre fait peur… et attire. Avec son diamètre de 33 mètres et sa profondeur de 75 mètres, le gouffre de Padirac aux parois où se mêlent rochers et végétation possède son lot de légendes qui ont traversé l'histoire.

Les villageois des environs ont longtemps considéré que c'était une des bouches conduisant à l'enfer. Juché sur sa mule, saint Martin y aurait terrassé le démon qui, d'un coup de talon sec frappé sur le sol, avait ouvert le gouffre. Au XIVe siècle, le Prince Noir, prince de Galles et d'Aquitaine et fils du roi



Le gouffre de Padirac, situé dans le Lot, entre Rocamadour, à l'ouest, et Saint-Céré, à l'est. Il a été découvert le 9 juillet 1889 par une équipe de spéléologues conduite par Édouard-Alfred Martel (ci-dessous).

d'Angleterre Édouard III, à la tête d'un régiment d'Anglais, y aurait jeté un trésor, enveloppé d'une peau de veau. Autant de récits qui ont excité l'imagination, des plus puissants comme des plus modestes.

« Au XIXe siècle, le comte Murat y descendit à l'aide d'une simple corde, tandis que régulièrement des chercheurs de salpêtre s'aventuraient pour chercher du nitrate de potassium », raconte Laetitia de Ménibus-Gravier, présidente de la Société d'exploitations spéléologiques de Padirac et membre de la cinquième génération des propriétaires de ce gouffre.

Depuis la création de la société, à la fin du XIXe siècle, celui-ci a attiré plus de 25 millions de visiteurs (dont 509000 en 2019). *« Tripadvisor? C'est notre meilleure publicité*, poursuit Mme de Ménibus-Gravier. *Sa notoriété spontanée est formidable. »*

Sur le site américain, cette gigantesque faille géologique arrive en cinquième position des curiosités du Lot les plus intéressantes à voir, après La Forêt des singes, la cité religieuse et le Rocher des aigles, à Rocamadour, ainsi que le pont Valentré, à Cahors.

Pénétrer dans ce gouffre, c'est faire un impressionnant voyage dans le temps: au début du quaternaire, des infiltrations de pluie dans les plateaux du causse de Gramat ont provoqué des érosions chimique et mécanique… Le temps et l'eau ont ensuite fait leur effet, ouvrant des vides, sculptant des structures, des piles d'assiettes, des bénitiers, des dentelles, des drapés, des stalactites, des stalagmites, etc. Autant de merveilles découvertes deux millions d'années, plus tard.

Une crevasse que l'on appelle le Trou du diable

C'est au début du mois de juillet 1889 qu'un passionné de spéléologie, Édouard-Alfred Martel, arrive au village de Padirac, flanqué de trois compères, Gabriel Gaupillat, Émile Foulquier et Louis Armand. Forts de précédentes expéditions souterraines dans la région, ils ont entendu parler d'une rivière enfouie qui serpenterait sous le causse. Le 9 juillet à midi, aidés de six manœuvres, les quatre hommes mettent quatre heures pour atteindre le fond du gouffre à l'aide d'échelles.

Intrigués par une crevasse qu'ils appellent le Trou du diable, ils s'enfoncent sous terre à la lueur de bougies et 60 mètres plus loin, à 98 mètres de profondeur, découvrent un ruisseau. Le lendemain, cette fois équipés de lampes au magnésium, ils redescendent au fond du gouffre avec un bateau en toile fabriqué aux États-Unis, l'Osgood, du nom de son inventeur, surnommé *Le Crocodile*.

PHOTOS: DR - CRO MAGNON/ALAMY STOCK PHOTO

MARTEL ENTREPREND UNE DEUXIÈME CAMPAGNE POUR POUVOIR DÉCOUVRIR LE GRAND DÔME.

Cette expédition dure deux jours pendant lesquels les dix hommes explorent 1600 mètres de galeries. L'effort est rude tant les gours sont nombreux: les 32 petits barrages naturels qu'ils rencontrent obligent à chaque fois les explorateurs à débarquer de leur canot pour le transporter ainsi que les 400 kilos d'équipement au niveau supérieur. Durant ce périple, ils découvriront ce qui sera baptisé plus tard le lac de la Pluie, la galerie de la Fontaine, la rivière Plane, le lac de la Plaine…

Martel, le chef de l'expédition, revient quatorze mois plus tard pour entreprendre une deuxième campagne durant laquelle il découvrira la salle du Grand Dôme. Les explorations vont ensuite se multiplier pendant les dix années suivantes avec aventures et accidents. →

**Première visite du gouffre en juillet 1889.
Les travaux de présentation de l'ensemble commencent dès l'année suivante.**

Au total, quelque 2700 mètres de galeries auront été explorés (sur les 42 kilomètres de galeries qui sont aujourd'hui cartographiés).

Au début des années 1890, Martel veut faire découvrir les cavités rocheuses au monde entier ; il décide d'aménager le site. Il lui faut pour cela acquérir les terres qui se trouvent au-dessus ; cela demandera six années avant qu'il puisse convaincre les quinze propriétaires de lui céder les terrains, aidé dans cette tâche difficile par l'abbé de Laroussilhe, le curé de Padirac. C'est lors d'une rencontre fortuite, après avoir oublié dans un fiacre des documents retraçant l'histoire de sa découverte, que le spéléologue rencontre George Beamish, héritier des bières irlandaises du même nom (Laetitia de Ménibus-Gravier est son arrière-arrière-petite-fille).

Les deux hommes sympathisent et fondent la Société d'exploitations spéléologiques de Padirac en 1898. L'inauguration du site, alors succinctement aménagé, a lieu le lundi 10 avril 1899. *« Un voyage fantastique dans ces décors de fleurs de marbre, de lotus pétrifiés, d'anémones de stuc, de bustes d'albâtre* […], *une série sans pareille de stalactites et de stalagmites aux formes bizarres, inouïes, qu'il a plu à la Nature de sculpter dans cette ombre »*, rapporte Didier Dubrana qui a pu consulter les journaux de l'époque pour son livre *le Gouffre de Padirac* (Gallimard).

Le phalanstère créé sur place par une équipe de la CGT

Et comme Édouard-Alfred Martel pense qu'il faut faire connaître cet endroit extraordinaire, il en fait réaliser une réplique qu'il présente à l'Exposition universelle de 1900, dans les anciennes carrières de Chaillot.

Au fil des années, l'exploitation se poursuit avec une hausse constante du nombre de visiteurs. C'est finalement en 2001 que le gouffre de Padirac est classé au titre des monuments naturels et des sites du Lot sur 72,5 hectares.



DELCAMPE

L'INAUGURATION DU SITE A LIEU LE LUNDI 10 AVRIL 1899, DIX ANS APRÈS SA PREMIÈRE CAMPAGNE DE MISE AU JOUR.

L'activité commence toutefois à décliner à la troisième génération des propriétaires. *« Quand j'ai repris le site, il était aux mains de la CGT, qui avait créé un véritable phalanstère et instauré un système mafieux »*, se souvient Laetitia de Ménibus-Gravier. Retenu par d'autres activités professionnelles, son grand-père avait laissé les mains libres et la gestion aux représentants de la centrale syndicale. *« Trente années d'autogestion au cours desquelles l'argent s'est évaporé tandis que les grèves se succédaient »*, résume la patronne du gouffre.

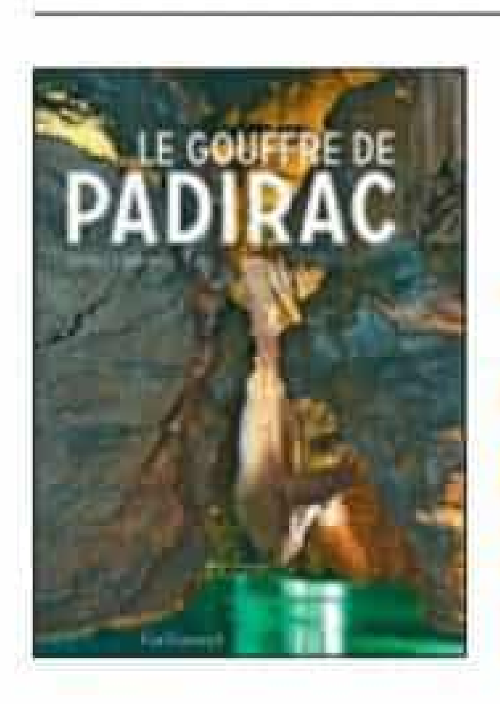
Sur des terres politiques tenues depuis des lustres par les radicaux de gauche, l'ambition était clairement de récupérer l'entreprise. *« J'ai dit "Stop!" Mon modèle, c'est Margaret Thatcher. Je les ai laissés faire grève pendant trois semaines en haute saison*, se souvient-elle. *Les salaires que la "mafia" se versait à l'époque étaient si élevés que le point mort était inatteignable. Je voulais aussi que les élus prennent conscience que si nous étions fermés, toute l'économie locale était grippée. »*

Avec 150 personnes (soit 49 salariés à temps plein), le gouffre génère 304 emplois indirects et pour 1 euro dépensé à Padirac, les visiteurs en dépensent 3 sur le territoire. *« Le délégué syndical a fini par démissionner »*, confie la présidente.

Son ambition est de détrôner la grotte de Postojna, en Slovénie, et faire du gouffre de Padirac la première grotte d'Europe. Pour cela, le site doit être réaménagé ; un concours d'architectes a été lancé, le projet retenu a été présenté aux élus de la région.

« Les élus locaux ont bloqué le projet pour un problème de propriété de route, qui appartiendrait à la commune de Padirac (la propriété est aujourd'hui remise en question en raison de documents historiques contredisant la version de la commune). *Dans ce département, il y a trop souvent une détestation de l'entreprise privée. C'est vraiment dommage et c'est surtout une vision passéiste qui n'est plus tolérable. »*

Dans l'immédiat, Laetitia de Ménibus-Gravier doit gérer les conséquences de la Covid-19. Le site a rouvert le 28 juin. À ce jour, il a accueilli 260000 visiteurs, un peu plus de la moitié de son public de 2019 ; il fermera, comme chaque année, le 11 novembre. *« Nous avions la chance d'avoir un contrat d'assurance qui nous couvrait pour les fermetures administratives*, dit-elle. *Nous avons quand même pris un prêt garanti par l'État, car nous ne savons pas combien de temps durera cette crise. »* Sans doute une parenthèse dans l'éternité. ●



"Le Gouffre de Padirac", de Didier Dubrana, Découvertes Gallimard, 2013, 64 pages, 13,50 €.

DU 29 OCTOBRE AU 4 NOVEMBRE

2 novembre 1439: Charles VII institue l'impôt permanent.
3 novembre 1534: Acte de suprématie, Henri VIII devient seul chef de l'Église d'Angleterre.


AKG-IMAGES/MONDADORI PORTFOLIO

29 octobre 1923: proclamation de la République turque par Mustafa Kemal *(ci-contre)*.
1er novembre 1954: "Toussaint rouge", début de la guerre d'Algérie.
4 novembre 1995: assassinat du Premier ministre israélien Yitzhak Rabin.

IL Y A 40 ANS DANS "VA"

Marie-France Garaud: *« Les hommes politiques français ont un masque sur le visage, ils ont tous le même masque »*, le monde libre n'a plus foi en eux. Son ami Pierre Juillet écrivait dans *le Monde*: *« Si le renoncement courbait le dos des responsables, alors il faudra que des profondeurs de notre peuple, des hommes nouveaux se lève… »* Et, citant Soljenitsyne: *« Il arrive parfois qu'un cri déclenche l'avalanche. »*

UN LIVRE

Billets en guerre
de Jean-Claude Camus
Autrement, 144 pages, 19,90 €, à paraître le 11 novembre.
La bataille des billets de banque aura duré dix ans. Ouverte en 1938, l'année de Munich, elle ne prend fin qu'en 1948, quatre ans après la Libération! Des réserves de l'avant-guerre, voici le franc de la guerre, en France et dans les colonies, les billets de secours et ceux de la victoire — mais jamais aucun ne portera l'effigie du pouvoir. Illustration passionnante des coupures restées secrètes ou mises en circulation.



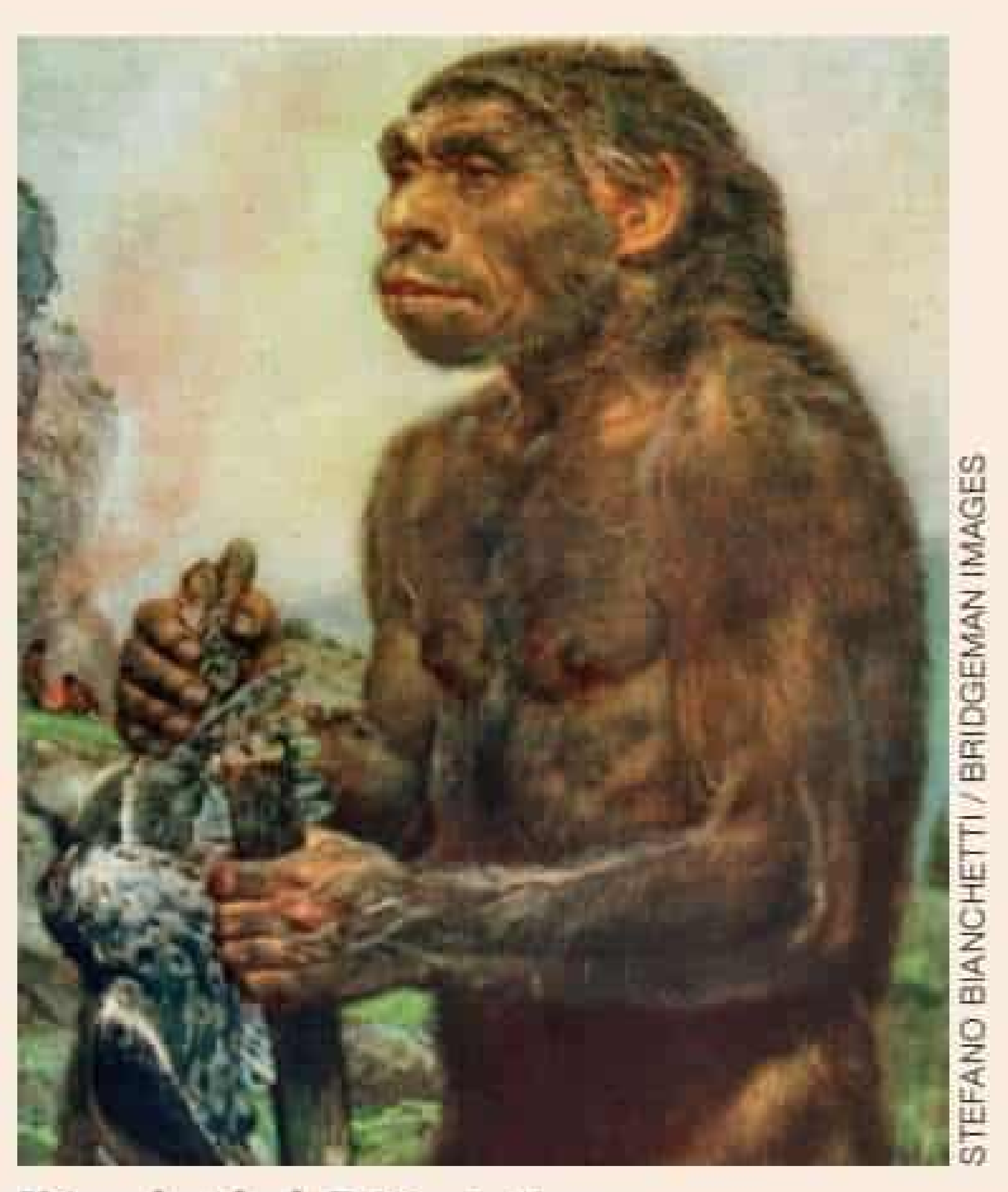
L'ÉNIGME DE LA SEMAINE

Le grand-père Néandertal

A-t-il été massacré par *Homo sapiens*? Victime d'une éruption volcanique ou d'une catastrophe écologique? Quoi qu'il en soit, Néandertal survit dans nos gènes.

Par Philippe Delorme

En août 1856, seize fragments osseux sont exhumés d'une carrière de calcaire de la petite vallée de Néander — Neandertal en allemand —, non loin de Düsseldorf. Darwin n'a pas encore publié ses travaux et c'est seulement sept ans plus tard que le géologue irlandais William King conclura à la découverte d'une espèce humaine *« antédiluvienne »*, qu'il baptise *Homo neanderthalensis.*


STEFANO BIANCHETTI / BRIDGEMAN IMAGES

Néanderthal. Déjà victime d'un génocide ?

Longtemps, les spécialistes considéreront l'homme de Néandertal comme un lointain ancêtre, plus proche du singe que de l'homme. Il s'agit en réalité d'un rameau détaché du tronc commun d'*Homo erectus* il y a 600000 ans, sorti d'Afrique pour coloniser l'Eurasie. Isolé par les barrières glaciaires, il a développé des caractéristiques physiques adaptées aux rigueurs climatiques, en particulier une silhouette plus résistante au froid. Les néandertaliens avaient une capacité cérébrale comparable à la nôtre. Chasseurs habiles, ils se taillaient des armes et des outils de pierre, maîtrisaient le feu, possédaient un langage articulé, se soignaient, enterraient leurs morts…

Reste à connaître la cause de leur extinction, échelonnée entre 45 000 et 39 000 AP — "avant le présent". Au début de cette période, *Homo sapiens* — qui s'est développé parallèlement au sud du Sahara — se répand par la vallée du Nil et la péninsule Arabique. Son "cousin" Néandertal, aux capacités cognitives plus limitées, a-t-il été l'objet d'une sorte de génocide, planifié par un conquérant implacable? A-t-il été victime d'un choc épidémiologique, de maladies importées par le nouveau venu, à l'instar des Aztèques lors de la conquête espagnole? Doit-on incriminer une trop forte endogamie, une baisse intrinsèque de la fécondité ou quelque cataclysme dévastateur?

En 2010, l'équipe du Pr Svante Pääbo, de l'institut Max-Planck de Leipzig, a réalisé le séquençage ADN d'*Homo neanderthalensis*. Il révèle des hybridations entre celui-ci et *Homo sapiens*. Ainsi, le génome des Eurasiens actuels comporte jusqu'à 4 % d'ADN néandertalien! ●


PIXELFORMULA/SIPA

La mode en résistance

Lors des présentations du prêt-à-porter printemps-été 2021, Paris n'a pas renoncé aux défilés événements ; et nombre d'acteurs ont affirmé une sophistication ancrée dans le réel, tout en faisant du digital une arme.

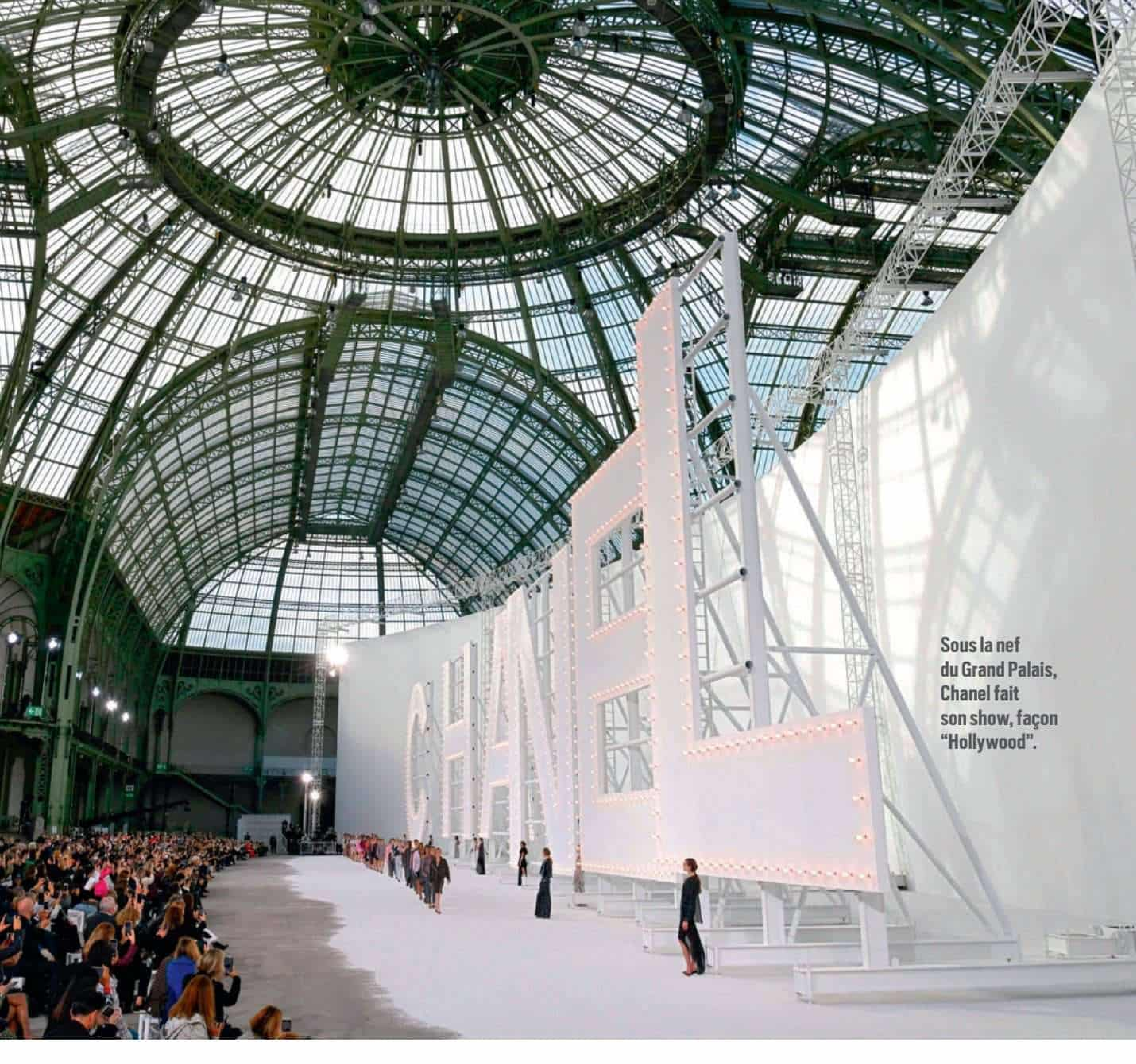
Par Virginie Jacoberger-Lavoué

La mode n'est pas qu'ornement ; elle donne au vêtement un pouvoir évocateur, elle signe une allure, et elle se mue souvent en affirmation d'un style autant que de soi. Tout cela s'opère à mesure d'appropriations de signes et d'un kaléidoscope d'idées, tissé de références, de savoir-faire, de raffinement, tantôt épuré jusqu'au juste tombé, tantôt baroque, dans un déluge de détails à la sophistication renversante car maîtrisée autant que créative. Cette vibrante narration du vêtement peut parfois se nourrir d'échos lointains, puisés dans les voyages voire la multiplicité des cultures telle que le fit la collection de prêt-à-porter printemps-été 2021 de Dior imaginée par sa directrice artistique Maria Grazia Chiuri.

À Paris, sa présentation s'est tenue aux jardins des Tuileries dans un somptueux décor de cathédrale gothique, aux vitraux composés d'un patchwork d'images contemporaines, des collages de l'artiste italienne Lucia Marcucci. Loin de l'oratorio, le show réjouissait cependant l'œil par la solennité de certains passages, ceux de vestes inspirées des kimonos japonais dont un sublime modèle noir orné de motifs paisley dits “cachemire”, au col surpiqué, et porté avec une double ceinture. Sur le podium, qui a fait oublier les contraintes sanitaires jusqu'aux premiers rangs, il est aussi question d'effet miroir. La structure de la veste Bar est une réinterprétation d'une série réalisée au Japon pour la collection automne-hiver 1957. Cet héritage revisité se frotte aux silhouettes fluides et verticales qu'imposent les vaporeuses robes en mousseline de soie. Les foulards aux motifs floraux ou indiens sont partout, mais l'inattendu de cette édition est sans doute encore davantage l'intrusion de codes du vestiaire masculin réinterprétés, et une prouesse, la chemise d'homme proposée en tunique, aux contours minimalistes, à la coupe irréprochable. À elle seule, cette tenue fait la démonstration de l'approche unique qu'a une maison de couture du prêt-à-porter et de sa qualité d'exécution.

DIOR A OFFERT À PARIS L'UN DE SES PLUS BEAUX DÉFILÉS : SA VIDÉO A GÉNÉRÉ PLUS DE 125 MILLIONS DE VUES, DONT 83,7 MILLIONS EN CHINE.

L'esprit est fluide, on ne pense plus au carcan des mesures sanitaires et aux distances ; sous la nef Dior, la garde-robe se mue en viatique, la mode a l'effet d'une échappatoire et Maria Grazia Chiuri a la générosité de nous nourrir de ses voyages et des itinéraires si foisonnants de monsieur Dior puis de sa maison. *« Je ne suis pas allée partout, mais c'est sur ma liste »*, disait Susan Sontag, essayiste américaine, fémi-



Sous la nef du Grand Palais, Chanel fait son show, façon “Hollywood”.

niste, intellectuelle d’avant-garde et théoricienne de la photographie et de la mode (son essai *Notes on “Camp”* fait référence), qui a tant inspiré la directrice artistique. Avec une grande spontanéité, la maison de l’avenue Montaigne a offert à Paris l’un de ses plus beaux défilés événements. Certes, l’absence de superstars au premier rang paraissait incongrue, mais son succès est à la mesure de la réalité augmentée : la vidéo du défilé a généré plus de 125 millions de vues dont 83,7 millions en Chine (rien que 27 millions sur le support TikTok). Quant au hashtag #DiorSS21, il a été “posté” sur Weibo, le Twitter chinois, plus de 360 millions de fois !

Dans un décor spectaculaire d’un tout autre genre, Chanel fut aussi l’un des piliers de la mode à avoir maintenu son show en présentiel, pour le plus grand bonheur de 350 invités. Il s’est tenu comme à l’accoutumée sous la verrière du Grand Palais. On connaît les liens tissés entre la fondatrice et les États-Unis, et voilà que la maison de couture offrait à Paris, à l’occasion de la présentation de sa collection de prêt-à-porter printemps-été 2021, rien de moins qu’un Hollywood sur Seine.

Sous la nef du Grand Palais, le nom de Chanel était reproduit en lettres format XXL façon *Hollywood sign* dominant l’horizon de Los Angeles. Mais quand Chanel fait son cinéma, le glamour s’étoffe de manière encore plus évidente sur le podium. La silhouette forte de l’héritage maison — tailleur, tweed, mousseline, sequins… — s’autorise pour la prochaine saison de la fraîcheur et de l’audace, sous le signe d’une “vie en rose” dans le choix des textiles fuchsia et parfois rose bonbon, voire fluo. Les coupes ne soulignent pas le corps, elles optent souvent pour l’*oversize*, les jupes sont tantôt surlignées à la taille d’une ceinture en sautoir, tantôt à taille haute. Le soir est renversant de séduction, surtout dans la proposition inimitable de petites robes noires ou de robes bustiers ➔

Ci-dessous, chez Balmain, on découvre une collection aussi épaulée que vivifiante.



JONAS GUSTAVSSON/SIPA USA/SIPA

blanches très accessoirisées — les perles se portent en sautoir… le Tout-Hollywood en rêve déjà.

Une mode qui échappe au temps

Tout en puisant dans son répertoire, Chanel a l'art d'être d'une absolue modernité, comme lorsque Gabrielle Chanel présenta sa toute première robe noire en fine maille. Une mode qui échappe au temps et qui, alors que nous sommes en pleine incertitude quant à la pandémie de Covid-19 à l'horizon 2021, était vivement attendue, à écouter les chaleureux applaudissements qu'a connus le final du défilé au dernier jour de cette Fashion Week en peau de chagrin. Conquérante, Coco Chanel fit sa première visite à New York le 10 mars 1931. Lorsque la directrice artistique Virginie Viard est venue saluer sous les six lettres de Chanel éclairées au néon, il était difficile de ne pas songer à la mode comme à un éternel recommencement. Son emprise passe par "l'image et le questionnement", aurait sans doute rappelé Susan Sontag, qui fut parisienne à l'époque où Godard fit tourner Jean Seberg (*À bout de souffle*).

Découvrir Paris, pour une étudiante américaine, est un mythe éternel, comme le suggère, avec une palanquée de clichés, la nouvelle série *Emily in Paris* (Netflix), objet de toutes les discussions ces jours-ci dans le monde de la mode et dont la diffusion a suscité jusqu'à une tribune dans le *Financial Times*. C'est un Paris de la mode (on y décroche un contrat pour une marque de parfum plus vite qu'on ne commande un Deliveroo) et un Paris tout court (des ruelles propres de Montmartre aux trottoirs de Saint-Germain-des-Prés) résolument fantasmés. La série était très observée par les acteurs

CHEZ LVMH, REBOND DE LA DIVISION MODE

Le groupe de Bernard Arnault, numéro un du luxe, a annoncé le 15 octobre des ventes plus robustes qu'attendu au troisième trimestre. La division mode & maroquinerie, la plus profitable, a renoué avec la croissance (+ 12 %) cet été grâce aux performances de ses marques stars — Louis Vuitton, en tête, et Christian Dior. La reprise des ventes auprès de la clientèle chinoise pendant cette période participe grandement à ce rebond. Sur les neuf premiers mois de l'année, le numéro un du luxe réalise des ventes à 30,3 milliards d'euros, en recul de 21 %. Il croit en sa capacité à *« renforcer son avance sur le marché mondial du luxe »* en 2020. Dès septembre, Antoine Arnault, directeur de la communication de LVMH, avait prévenu: *« Les grandes marques se portent très bien »*, la prime aux maisons les plus fortes qui ont maintenu une puissance créative et font œuvre de réactivité par temps de pandémie. V. J.-L.

Ci-dessous, à gauche, une élégance résolument parisienne pour ce modèle signé Chloé, tandis que Dior (à droite) se nourrit d'échos lointains pour la saison printemps-été 2021.


XINHUA NEWS AGENCY/MAXPPP


LUDWIG BONNET-JAVA/DIOR

du secteur car son scénariste n'est autre que Darren Star, qui fit de *Sex and the City* un incroyable tremplin pour les griffes new-yorkaises. *Emily in Paris* a, malgré tous ses poncifs sur la vie parisienne et le milieu de la mode, au moins une vertu: elle illustre l'éternelle fascination pour la "capitale de la mode" en Amérique et donne à voir une héroïne, une jeune fille de Chicago apprentie assistante en marketing, censée être apprêtée mais terriblement mal fagotée (cumulant en une tenue rose bonbon et vert pomme): un tour par les boutiques parisiennes et la Fashion Week changerait sinon sa vie parisienne mais au moins, avec profit, son apparence.

En raison du contexte troublé lié à la pandémie qui touche depuis des mois tout le secteur de la mode et le luxe *(lire notre encadré)*, la Fashion Week d'octobre s'est concentrée sur 83 griffes, inscrites au calendrier officiel de la Fédération française de la haute couture et de la mode, qu'il faut saluer pour son investissement à donner de la visibilité à de jeunes maisons. Paris demeure la capitale de la mode, sa Fashion Week devance celles de ses concurrentes, à New York, Londres et Milan. Et, comme *Emily in Paris*, les jeunes créateurs en rêvent. Une dizaine de nouveaux entrants sont au calendrier, dont Gabriela Hearst qui officie depuis longtemps dans le domaine mais a la capacité d'aller beaucoup plus loin.

Parmi les 18 maisons qui ont maintenu des défilés physiques — contre 68 la saison précédente —, outre les grandes que sont Dior, Chanel, Hermès, il faut signaler les fantastiques présentations qu'ont offertes à la capitale Balmain, Chloé, Isabel Marant et, du côté des noms pointus qui font bouger le secteur, Ami (140 invités contre près de 1000 précédemment), alors que davantage de maisons s'en sont tenues au défilé numérique (Dries Van Noten, Schiaparelli…) ou privé (Agnès B., Nina Ricci…).

TRÈS SUIVIE DES ACTEURS DE LA MODE : "EMILY IN PARIS", UNE SÉRIE NETFLIX QUI DONNE À VOIR UN PARIS RÉSOLUMENT FANTASMÉ.

Chez Balmain, le directeur artistique Olivier Rousteing a présenté une collection aussi épaulée que vivifiante, avec une idée de génie, en installant à ses premiers rangs, où manquaient les stars internationales, des écrans blancs géants qui les rendaient virtuellement présentes; des visages célèbres sur lesquels on pouvait "zoomer"… De quoi observer le regard que porteraient aussi les rédactrices de mode les plus influentes, dont Anna Wintour du *Vogue* US — plus d'un million d'abonnés — ou Samira Nasr de *Harper's Bazaar*, visiblement heureuses de cette intrusion virtuelle parisienne.

La directrice artistique de Chloé, Natacha Ramsay-Levi, mérite quant à elle bien des éloges. Ses silhouettes de la collection printemps-été 2021 incarnent, avec beaucoup de fraîcheur, une élégance résolument parisienne. Son show avait pour terrain de jeu l'esplanade du Palais de Tokyo. Le défilé a été intitulé A Season in Hope, et cet espoir, il l'incarnait parfaitement avec des looks renversants de féminité. Son vestiaire n'échappe pas au rose si présent cette saison, mais on y aime la justesse d'un exercice difficile, celui des superpositions. La lavallière portée avec un top sera reprise partout. Ses robes fluides à la taille ceinturée sont parfaites dans leurs proportions comme son pantalon *flare*, qui donne à l'allure de la légèreté. Au final, notre espoir est que cette collection tout en douceur influence, au-delà des silhouettes du printemps prochain, la vie qui va avec. ●



Le Renault Arkana. Enfant de la mondialisation, il est produit en Corée du Sud.

Renault Arkana, *spasiba* !

Initialement dédié au marché russe, ce joli SUV coupé et électrifié débarque en France au premier trimestre 2021.

Par Dominique Murtoli

PHILOSOPHIE

Présenté sous la forme d'un *show car* en août 2018 et lancé en Russie en mai 2019, le premier SUV coupé de Renault arrive bientôt dans l'Hexagone. L'Arkana était, à l'origine, conçu sur un châssis dérivé de celui du Dacia Duster. Mais en France, il sera basé sur la plate-forme modulaire de l'Alliance Renault-Nissan qui fait les riches heures des dernières Clio, Captur et autres. L'Arkana dépasse ce dernier de 33 centimètres. Il en fait aussi quasiment 8 de plus que le Kadjar. Sa garde au sol marquée (presque 19 centimètres) l'autorise à sortir des sentiers battus. On aime sa haute ceinture de caisse, ses épaules larges. Il se pare même de skis avant et arrière, ainsi que de protections de passage de roue. Mais il sait également travailler en fluidité, avec sa ligne de toit très plongeante qui lui confère beaucoup de dynamisme. Plus qu'un baroudeur, l'Arkana est un brouilleur de pistes. Le volume de coffre est annoncé à 513 litres, mais la version hybride de 140 chevaux perd 75 litres. Il fallait bien un peu de place pour la batterie.

PRESTATIONS

La gamme est chapeautée par une audacieuse R.S. Line, la griffe de Renault Sport. Cette version aura droit à une teinte orange spécifique, dite orange Valencia, et à une jolie sellerie mariant le cuir et la suédine. Son toit noir optionnel renforce le caractère sportif de la robe. Autres teintes proposées sur l'Arkana: bleu Zanzibar, rouge Flamme, gris métallique, noir métal, blanc, blanc perle. Logique de groupe oblige, les ingénieurs ont puisé dans la banque d'organes maison pour composer l'intérieur. Les systèmes multimédias, les équipements, la planche de bord rappellent furieusement l'univers des Captur et Clio 5. Notre SUV coupé aura également accès au système de conduite automatisé de niveau 2, si pratique dans le trafic urbain ou sur autoroute.

TECHNIQUE

Renault cède aux délices de l'électrification. L'Arkana profite d'abord de la motorisation hybride E-Tech de la Clio 5. Elle se compose d'un bloc "atmo" de 91 chevaux d'origine Nissan couplé à deux moteurs électriques logés dans la boîte de vitesses. Puissance cumulée: 140 chevaux. Autres motorisations prévues: d'abord, deux blocs essence associés à une boîte à double embrayage EDC. Basés sur le 1.3 TCe, ils développent respectivement 140 et 160 chevaux. Ces deux-là sont couplés à une hybridation ultralégère reposant sur une batterie de 12 volts et un alterno-démarreur. Viendra également l'hybride rechargeable de 160 chevaux qui équipe déjà les Renault Mégane et Captur. Cette version arrivera après la phase de lancement printanière. ●

Renault Arkana E-Tech Hybrid 140 ch





SP/RENAULT

Dimensions : 4,57/1,83/1,58 m (L/l/h)
Moteur essence : 4-cylindres, 1,6 l, 91 ch
Moteurs électriques : bloc 35 kW + alterno-démarreur 15 kW
Puissance totale : 140 ch
Couple : 205 Nm
Batterie : 1,2 kWh
Transmission : multimode à crabots sans embrayage
Volume du coffre : 438 l
Garde au sol : 186 mm

LA BOUTEILLE DE LA SEMAINE

Les Chaillots
Côte-de-nuits-villages 2018
Domaine Jean-Pierre Bony

Par Bernard Burtschy

Happés par la mondialisation, les vins de la côte de Nuits atteignent des sommets de prix et deviennent quasiment introuvables. Provenant d'au-dessus des coteaux comme leur nom l'indique, les hautes-côtes-de-nuits échappent pour le moment à cette furie et demeurent accessibles. Il est vrai que, pendant longtemps, les raisins avaient du mal à mûrir et les vins faisaient souvent grimacer par leur verdeur. Bon côté du réchauffement climatique, les raisins arrivent dorénavant à bonne maturité, alors que ceux situés en contrebas battent des records de degré alcoolique. Cette cuvée est élaborée sur les hauteurs de Nuits-Saint-Georges avec le même merveilleux cépage pinot noir que les appellations prestigieuses situées en contrebas. Le lieu-dit dont est issu ce vin est nommé Les Chaillots, ce qui signifie cailloux en patois, d'où un terroir naturellement bien drainé. Plantées dans les années soixante par Jean-Pierre Bony, les vignes sont aujourd'hui travaillées par sa fille Fabienne Bony avec son mari Samuel Gachot. Ils en tirent un vin très plaisant, joliment fruité avec des notes de cerise et de mûre qui deviendront sous-bois pour ceux qui auront la patience de le garder quelques années. Ce vin de dentelle se déguste dès à présent avec une longe de porc. ●

16,50 €.
www.domainebony-gachot.com



PRESSE/JEROME GALLAND

Les Petits Parisiens nouveaux

Qu'un entrepreneur brave les crises actuelles et ouvre une deuxième table fait plaisir et pas qu'aux papilles.

Par Véronique André

Les clients reviennent, et certains restaurateurs résistent, voire même s'adaptent en changeant les horaires, et cela fait plaisir et permet d'enrayer la morosité ambiante. En lieu et place de l'ancienne *Régalade* du chef Bruno Doucet, Arnaud Duhem a ouvert son deuxième restaurant. La cuisine est confiée à Rémy Danthez, disciple de Bruno Doucet. Fort de sa réussite à Suresnes, avec *Les Petits Princes*, Arnaud Duhem veut écrire ici une nouvelle histoire. Le chef trentenaire a passé douze ans dans les cuisines de Bruno Doucet, puis à Suresnes auprès d'Arnaud Duhem où il a contribué au succès du restaurant. Aujourd'hui il s'installe aux *Petits Parisiens*, dans un joli décor. Le design des lieux a été confié à Be Dandy (déjà à l'œuvre aux *Petits Princes*), qui a mis de la sobriété et de l'élégance, des matériaux et des couleurs, une épure presque minimaliste dans les murs de ce nouveau restaurant. Le chef est un rôtisseur dans l'âme, il maîtrise les cuissons et les jus à merveille. On retrouve une cuisine canaille et roborative. Pour chacun, à l'arrivée, sont déposés sur la table une terrine du jour et ses cornichons pour patienter. En entrée, le velouté de courge, l'espadon mariné au saté, le jaune d'œuf confit au balsamique ; en plat, le risotto à l'encre de seiche et gambas rôties ou la poitrine de cochon et riz au lait, le pan de veau confit, le cabillaud rôti compotée d'oignons, la côte de bœuf de race normande purée d'aubergines. La carte, dynamique et bistrotière, fait envie. Les soupes et des plats végétaux ont fait leur entrée, pour la nouvelle cuisine des pressés ou des végétariens afin que toutes les envies soient satisfaites. Côté prix, un menu entrée-plat-dessert à 39 euros. À la carte, les entrées sont entre 9 et 14 euros, les plats à environ 23 euros et les desserts à 12 euros. ●

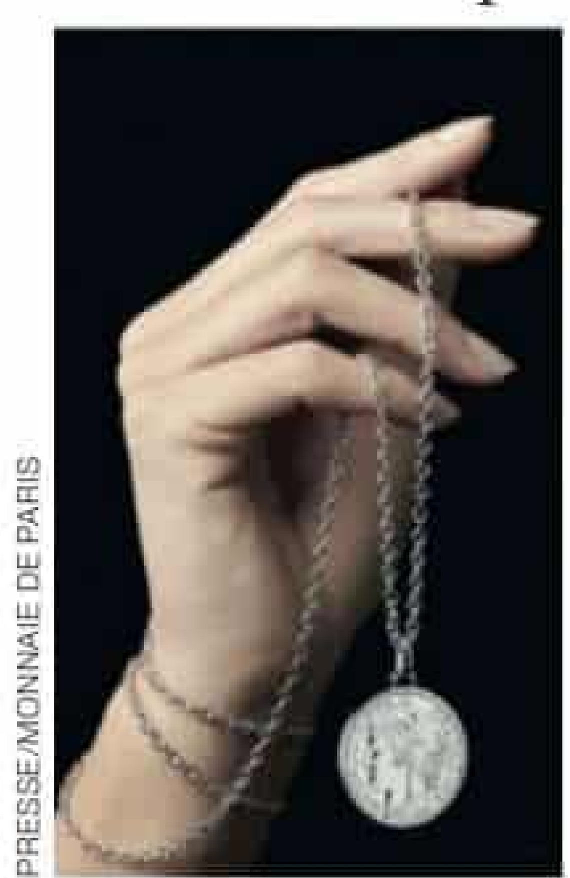
Les Petits Parisiens, *49, avenue Jean-Moulin, Paris XIVᵉ. Tél. : 01.45.43.72.97.*



PRESSE/CLARINS

LA MONNAIE DE PARIS, LES MÉDAILLONS AU DIAPASON

La Monnaie de Paris lance une nouvelle collection de bijoux. Inspirées de monnaies historiques, des pièces se métamorphosent en créations contemporaines façonnées en argent ou en or jaune à la main par les artisans joailliers de l'institution. Le franc Cérès, les 25 centimes 1914 Lindauer ou encore le centime Épi 1968 se muent en bracelets ou pendentifs sur des chaînes aux maillons stylisés.


PRESSE/MONNAIE DE PARIS

De 110 € en argent à 465 € en or. www.monnaiedeparis.fr

CLARINS, L'INDISPENSABLE CALENDRIER BEAUTÉ

À peine lancé en octobre, dans un rouge festif aux couleurs de la marque et de Noël, le calendrier de l'Avent Clarins (écoconçu 100 % recyclable) connaît un record de ventes sur le marché français. Une façon responsable de découvrir chaque jour de jolies surprises make-up et soins, toutes d'un format généreux. Composé d'un tissu en fibres naturelles, il est doté de 24 pochettes imprimées avec une encre végétale, à vous de le réutiliser à votre guise.
Calendrier de l'Avent Clarins, 120 €. Clarins.fr

SØSTRENE GRENE, LES SŒURS SCANDINAVES

Créé en 1973 à Aarhus (Danemark), Søstrene Grene ("Les sœurs Grene") s'est fortement développé en Europe (quinze magasins en France). Produits du quotidien, décoration d'intérieur, matériel de bricolage, papeterie, ustensiles de cuisine, jouets, petit mobilier, cosmétiques… Tout est pensé pour séduire, grâce à des objets au design scandinave minimaliste à des prix abordables. Les deux fils du couple fondateur, qui ont repris l'affaire, se sont engagés dans une démarche durable et écoresponsable. Le groupe est en outre membre de l'amfori BSCI, qui veille à interdire le travail des enfants, et il vient de prolonger sa coopération avec Plan international, qui œuvre pour le soutien à l'éducation des jeunes filles.


PRESSE/SOSTRENE GRENE

www.sostrenegrene.com


L'IMAGE DE LA SEMAINE
PRESSE/DOMINIQUE SECHER/HANS LUCAS

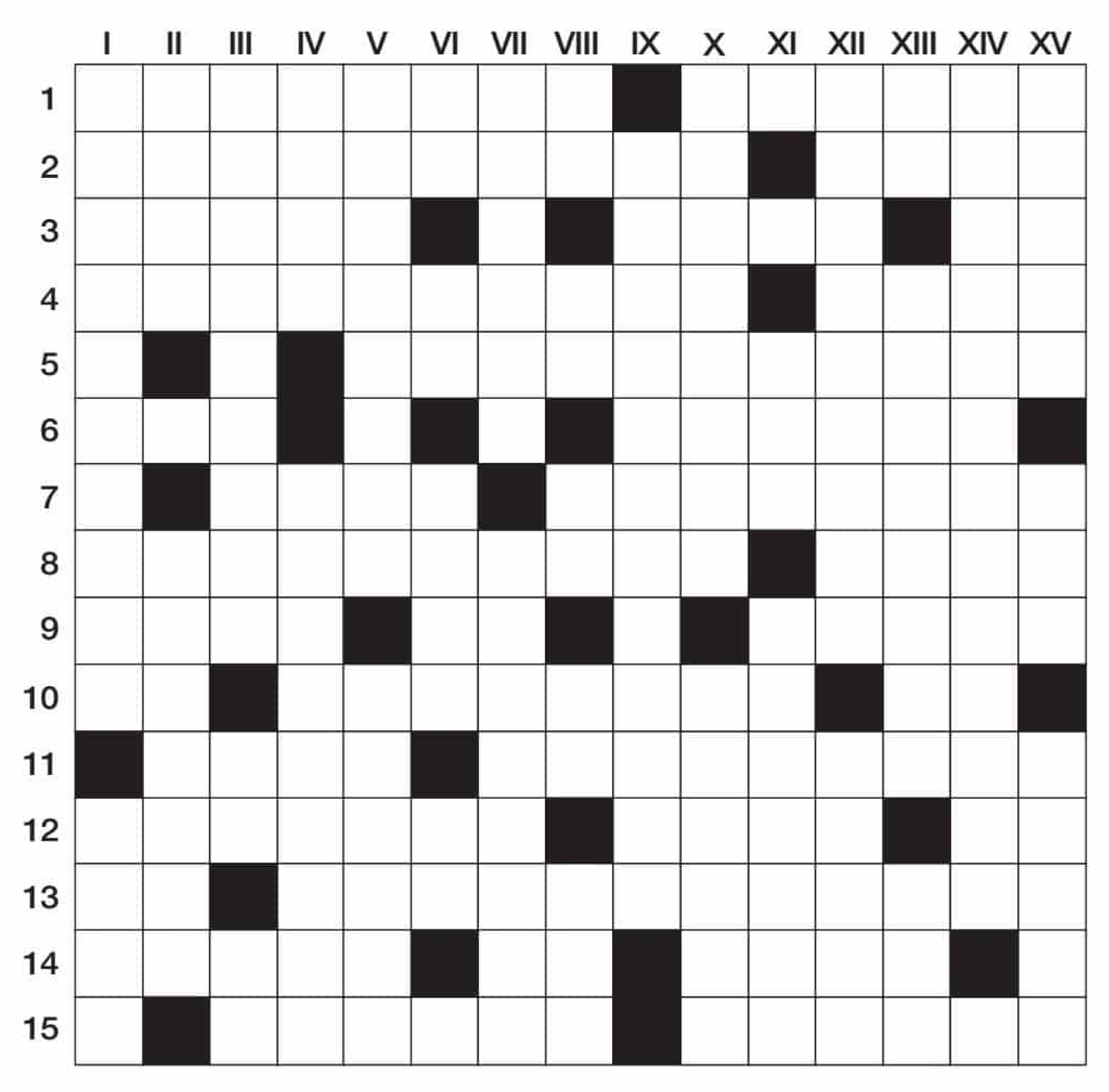
Tous au Cirque à Paris! Le Cirque d'Hiver propose le seul grand spectacle familial encore programmé à Paris (avant le couvre-feu, à 14 heures ou 17 h 15 du mercredi au dimanche). En raison de la crise sanitaire, ce spectacle baptisé *Dingue!* a été entièrement repensé avec des artistes d'Europe qui pouvaient voyager jusqu'au cirque mythique détenu par la famille Bouglione.

BONNE ACTION

Le Fraternel: quel plus joli nom pour un gâteau dont l'intégralité des bénéfices sera reversée au Secours catholique? Imaginé par Chef Damien, cofondateur du site de cuisine 750g, ce marbré moelleux alliant chocolat et épices est fabriqué par Maison Colibri en Charente-Maritime, sans huile de palme ni colorant mais avec du sel de l'île de Ré et du beurre AOP local. Une fois livré, il restera simplement à le décorer à l'aide du pochoir en forme de cœur. L'occasion de faire un don pour l'association caritative, qui intensifie ses actions au moment de Noël, en particulier pour lutter contre la solitude.


PRESSE/NATHALIE CARNET

7 €, à commander à partir du 16 novembre sur le site www.boutique.secours-catholique.org.

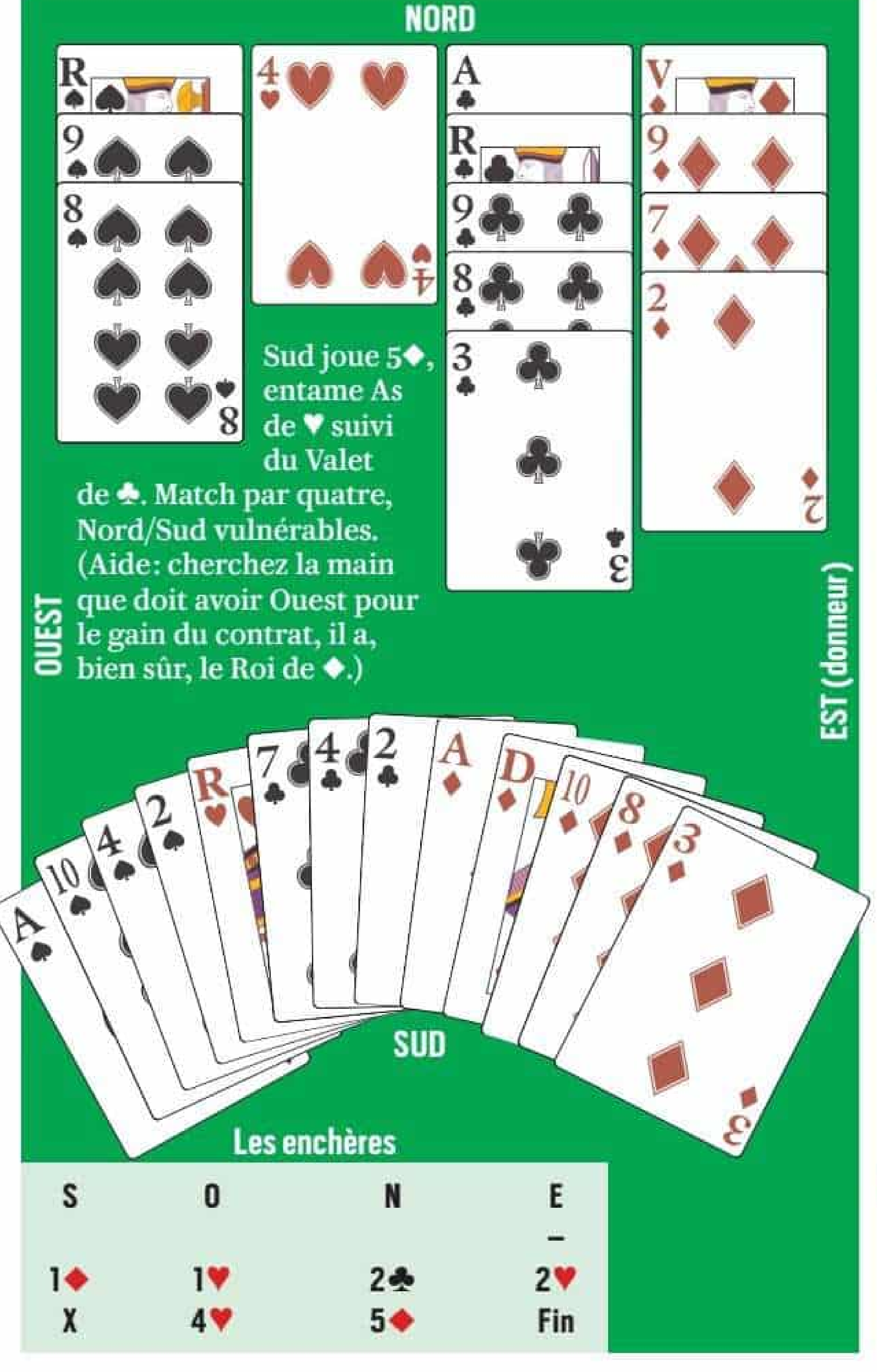


La grille En hommage à Yves Dautheuil

Horizontalement 1. Vide-bouteilles. Sérieux et fidèle. **2.** Jolie façon de charger. Était battu et frappé en Chine. **3.** Sa précipitation est source de gouttes. Ce qu'enfin Malherbe fit. Deux quasi inséparables dans notre langue. **4.** Évoquent vraiment les absents. Armoire à glace derrière le bar. **5.** Immenses et difficiles, mais pas du tout métalliques. **6.** Un Allemand qui s'occupa de la résistance. Mit aussi, dans un sens, de l'écaille de tortue dans ses cabinets. **7.** J'ai vu le film, mais pas en entier. Pour des rencontres sans importance. **8.** Des passes réalisées en pleine course. Belle pour les Anglais, comme sa promenade. **9.** C'est de là que vient l'étranger de Platon. D'un auxiliaire et dans l'auxiliaire. Table bancale. **10.** Participe. Être déconcertant. Deux ôtés de treize. **11.** Une partie (sans l'article) qui vient après une *Gifle* retentissante. Résultat inversé d'une conquête. **12.** Capitale estivale du jazz, en Gascogne. De l'eau pour des canettes, de droite à gauche. Devient citadine avec elle. **13.** Un Tom le gonfle. Interdites. **14.** Inversé : bistrotier de Toulon, ou sculpteur de Marseille. Voyelles. On en tombe comme sur le derrière. **15.** Étaient employés pour battre ou combattre. Une huile pour permettre l'ouverture.

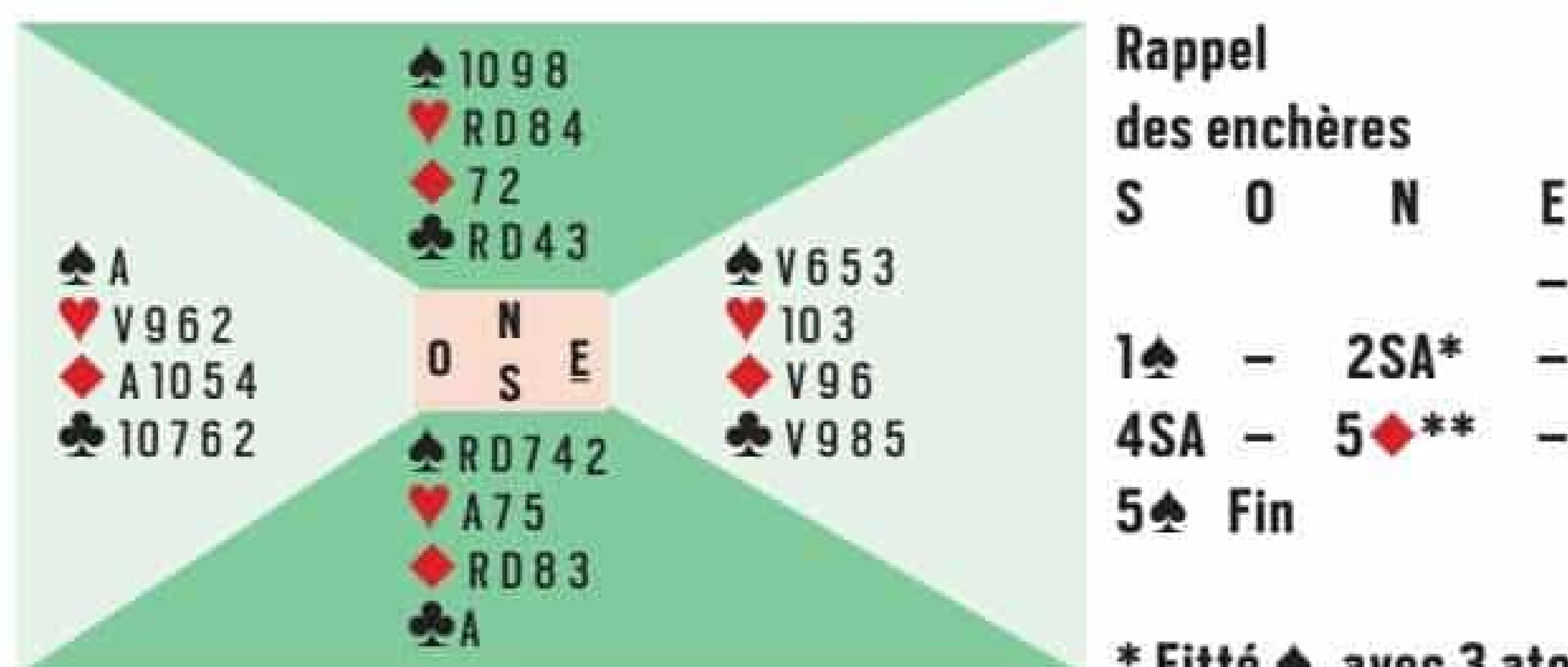
Verticalement I. Activer la circulation d'un cheval, ou l'inverse s'il s'agit de chevaux fiscaux. A sa place en voiture. **II.** Vitesse de train. Voleur de voleurs (prénom et nom). **III.** Ne supporte pas la contradiction. Conjonction. Encadrent la SNCF. **IV.** Pense-bête. Photo aérienne en trois mots. **V.** Poste très recherché pendant la guerre. Mets pour une fine bouche ? **VI.** Note. Un peu de travail ou un grand paresseux. Triste sire. Une part du gâteau. **VII.** Pas bon. Roitelet africain. **VIII.** Conjonction. Éclat de rire gras. Symbole. En première ligne dans le texte, on les lit respectivement vert et bleu. Roi de Rome. **IX.** Est du domaine de la communication moderne. **X.** Ne saurait faire tourner les éoliennes. Laisses de chiens. **XI.** L'émission culte de Daniel Filipacchi que les moins de 50 ans ne peuvent pas connaître (initiales). Banane. **XII.** Son but, c'est celui d'en face. Retournées. **XIII.** Quartier de la Bastille. Tomate orale. Une enzyme, mais pas pour les Scandinaves, dans un sens. **XIV.** Après un "vive" gaullien (trois mots). **XV.** Choisies dans un sens, mais pas choisie du tout dans l'autre. Certains le disent pour voir. Lancé pour vider.

Le bridge *Problème nº 1134 par Pascaline Delacour*



S	O	N	E
			–
1♦	1♥	2♣	2♥
X	4♥	5♦	Fin

Solution du problème nº 1133 Sud joue 5♠, entame 7 de ♣. Match par quatre, Nord/Sud vulnérables.



Rappel des enchères

S	O	N	E
			–
1♠	–	2SA*	–
4SA	–	5♦**	–
5♠	Fin		

*** Fitté ♠, avec 3 atouts et 11/12 DH. ** 0 ou 3 (!) clés à l'atout ♠.**

Sud, qui a 18H et 20DH du fait de son singleton ♣, pose le Blackwood puisqu'il a tous les contrôles, Nord n'a aucune clé, donc deux As à perdre, il s'arrête donc à 5♠! Sud a deux perdantes à ♠, l'As et le Valet, et en plus de l'As de ♦ deux perdantes qui devront être défaussées sur Roi et Dame de ♣. Jouez le Roi de ♦ pour enlever les communications, Ouest vous redonne la main. Montez au mort par petit pour le Roi de ♥, défaussez deux petits ♦ sur les deux ♣ maîtres et présentez le 10 de ♠ pour un petit, misant sur le Valet en Est (50 % de chance), Ouest prend de l'As et rejoue ♥, prenez de la Dame et jouez le 9 de ♠ laissé maître si Est met petit, puis ♠ pour Roi et Dame, purgeant l'atout d'Ouest. À vous le reste des levées. En misant sur le Valet en Est, vous gagnez toujours (même avec AVxxx, à condition qu'Est ait deux ♥). Vous chutez avec le Valet en Ouest sec ou second, alors que vous auriez gagné en jouant deux fois vers Roi et Dame, mais chutez toujours avec AVx ou AVxx. Si vous jouez petit atout pour le Roi et qu'Ouest ne prend pas avec l'As second, la deuxième fois du mort s'il apparaît un petit en Est, vous serez à la devine: si Ouest a l'As second, il a bien joué en ne prenant pas, et que vous mettez la Dame, vous chuterez avec le Valet placé! Dur, dur, le bridge…

L'énigme mathématique par Eurêka

Qui sont les jumelles ? J'ai 4 petites-filles. Aurore a 2 fois l'âge qu'aura Zoé quand Violette aura l'âge d'Aurore. Et quand Zoé aura l'âge de Violette, Margot sera de moitié plus âgée. Bref, qui sont les jumelles?

Solutions des jeux de la semaine dernière en page 80.

Le Sudoku

Sam Griffiths-Jones

Grille facile :

2			8	4		1	7	
	6	1	2			9		
7						6	2	
8	2	7	6		3			9
				7				
9			4		5	7	8	3
	9	4						7
		8			1	4	6	
	5	2		8	4			1

Grille moyenne :

2							7	
		4	9	2				
3	5	8						
				3	1		6	5
		3		5		4		
4	9		6	8				
						2	5	6
				7	5	8		
	8							9

Les règles pour remplir les grilles : Remplissez chaque case de façon à ce que chaque ligne, chaque colonne et chaque cellule de 3 x 3 cases, ne contienne qu'une seule fois un chiffre compris entre 1 et 9.



Fondateur Raymond Bourgine
24, rue Georges-Bizet 75116 Paris
Pour obtenir votre correspondant, composer directement le 01.40.54 suivi des quatre chiffres entre parenthèses.
Abonnements : 09.69.39.66.46.
www.valeursactuelles.com

GROUPE VALMONDE
Président Erik Monjalous

COMMISSION ÉDITORIALE
Président Francis Morel
Charles Villeneuve, Jean-Claude Dassier, François d'Orcival, Erik Monjalous, Geoffroy Lejeune

RÉDACTION
Directeur de la rédaction Geoffroy Lejeune
Directeur adjoint de la rédaction Tugdual Denis (1150)
Directeurs délégués de la rédaction
Arnaud Folch (1151), Cyril de Beketch (1207)
Rédacteurs en chef France: Raphaël Stainville (1160), Mickaël Fonton (1157).
Grandes enquêtes: Bastien Lejeune (1163).
Monde: Antoine Colonna (1149).
Économie-Finance: Frédéric Paya (1155).
Culture: Laurent Dandrieu (1136).
Art de vivre: Virginie Jacoberger-Lavoué (1134).

CHRONIQUEURS
Catherine Nay, Denis Tillinac, Philippe Barthelet, Michel Gurfinkiel.

France Grand reporter: Charlotte d'Ornellas (1139).
Reporter: Patricia de Sagazan (1182).
Économie et Entreprises Rédacteur en chef adjoint: Marie de Greef-Madelin (1152).
Chef de service politique économique: Josée Pochat (1166).
Culture Reporter: Olivier Maulin (1206).
Histoire François d'Orcival (1169).
L'incorrect Anne-Laure Debaecker (1165).
Hors-séries Rédacteur en chef: Yves Le Bescond (1168).
Web Chefs de service: Amaury Brelet (1198), Thomas Morel (1194).
Rédacteurs: Amaury Bucco (1197), Éloi Roche-Bruyn, Nicolas Clément (1109), Victor-Isaac Anne (1142).
Vidéo Baudouin Wisselmann (1138), Raphaël de Berlhe (1138), Georges Matharan (1138).
Iconographie Chef de service: Patrick Iafrate (1192).
Adjoints: Élisabeth Ham (1211), Romain Rouger (1167).
Documentation Chef de service et responsable de la diffusion numérique: Marie Vercelletto (1196).

RÉALISATION ET FABRICATION
Rédacteur en chef technique Nicolas Gigaud (1187).
Secrétaires de rédaction Diane Manière (1208), Patrick Mané (1188), Emmanuelle Barbou des Places (1199), Josiane Ruiz (1189).
Premier rédacteur-graphiste, conception graphique Yves Le Bescond (1168).
Rédacteurs-graphistes Fabrice Fournier (1183), Nicolas Lemay (1184).
Responsable de la photogravure, rédacteur infographie Olivier Aujean (1148).

ADMINISTRATION – GESTION – DÉVELOPPEMENT
24, rue Georges-Bizet 75116 Paris. Fax: 01.40.54.11.81.
Président du Directoire, directeur de la publication Erik Monjalous
Directeur administratif et financier Éric Baracassa (1130)
Comptabilité Corinne Brice (1116), Chantal Kientzy (1118), Nathalie Locart (1119), Bérangère Blanchard (1108).
Services généraux Corinne Landry (1113), Joseph Agius (1110), Armelle de la Vergne (1298).

PUBLICITÉ
Directeur de publicité Christophe Petitjean (1153).
Planning medias.figaro 01.56.52.20.60.

DIFFUSION – ABONNEMENTS – LIBRAIRIE
Directeur marketing clients abonnés Sébastien Loison (1161).
Chargé du marketing digital Charles Bonnet (1193).
Service diffusion Valérie Dubuy (1159), Sophie Roland (1135).
Service abonnements : 09.69.39.66.46.
Ventes kiosques
Gilles Marti (01.40.54.12.19) — e-mail: gilles.marti@valmonde.fr

SERVICE ABONNEMENT
CS 20011, 59895 Lille Cedex 9
Tél.: 09.69.39.66.46.
France: 1 an, 52 n°ˢ, 205 €*
Tarif étranger: nous consulter
Les frais de livraison sont à ajouter
*avec 2 n°ˢ doubles.

Impression MAURY IMPRIMEUR - France
N° de commission paritaire : 0920 C 79794.
N° ISSN 0049-5794.
Valmonde et Cie, SAS au capital de 1 410 497 €.
Associé unique PIDEVMEDIAS FRANCE.
RCS : Paris B 775 658 412. **Siret** : 775 658 412 00 165.
ADAGP, Paris 2019, pour les œuvres de ses membres.

Origine du papier: Finlande
Taux de fibres recyclées: 0 %
Certification: PEFC
"Eutrophisation" Ptot: 0,014 kg/tonne de papier







Solutions des jeux de la semaine dernière

LA GRILLE

Horizontalement. 1. Badminton. Abord. **2.** Agrafeuses. Évoé. **3.** Iris. Entraîneur. **4.** Sébum. Groupe. LA (Los Angeles). **5.** Embrassent. Flan. **6.** Mêler. TI. Xiang. **7.** Âne. Électricité. **8.** IT. Rainure. EE. **9.** Na. Aurélien. SCÈ. **10.** Séide. NÉC. On. **11.** Pli. Fulgurant. **12.** Âme. Aberration. **13.** Parabole. Grâces. **14.** Étoilée. León. Râ. **15.** Enterrement. IC.
Verticalement. I. Baisemain. Pape. **II.** Agrémentas. Mate. **III.** Dribble. Éperon. **IV.** Masure. Rail. Ait. **V.** If. Mare au diable. **VI.** Née. Liré. Boer. **VII.** Tungstène. Fêler. **VIII.** Ostréiculture. **IX.** Néron. Tri. LR. LM. **X.** Saut. Réengagée. **XI.** IP. XI. Neutron. **XII.** Bénéfice. Criant. **XIII.** Ove. Laies. AOC. **XIV.** Roulant. CONNERI. **XV.** Dérangement. Sac.

L'ÉNIGME Parcmètre

Si je paye une demi-heure, cela coûte 2 euros. Si je ne paye rien, j'ai une chance sur 4 d'être en retard (25 chances sur 180 alors de devoir payer 36 euros) et 3 chances sur 4 de ne pas l'être (10 chances sur 180 alors de devoir 36 euros). Coût moyen: 2,75 euros. Si je paye un quart d'heure, j'ai 3 chances sur 4 de ne payer qu'un euro, et une chance sur 4 d'être en retard (15 chances sur 180 alors de payer 36 + 1 = 37 euros et sinon 1 euro). Coût moyen: 1,75 euro. C'est le plus avantageux. En conclusion, mieux vaut payer le parcmètre pour un quart d'heure, et pas plus.

SUDOKU

Grille facile :

9	1	5	3	2	7	4	8	6
6	8	7	5	4	1	3	9	2
3	4	2	6	8	9	7	1	5
1	2	3	9	5	8	6	7	4
4	7	6	2	1	3	8	5	9
8	5	9	7	6	4	1	2	3
7	3	4	1	9	2	5	6	8
5	9	1	8	3	6	2	4	7
2	6	8	4	7	5	9	3	1

Grille moyenne :

2	4	6	5	1	7	8	3	9
8	1	7	2	3	9	5	6	4
3	9	5	8	6	4	1	7	2
9	3	4	1	5	2	6	8	7
5	2	8	3	7	6	9	4	1
6	7	1	4	9	8	2	5	3
7	8	9	6	2	3	4	1	5
1	6	2	7	4	5	3	9	8
4	5	3	9	8	1	7	2	6


BAUWERAERTS/ISOPIX/SIPA

Pascal Bruckner. Dans son dernier ouvrage, l'écrivain se penche sur la fabrication de nouveaux parias.

Coupables d'être né blancs

Sous prétexte d'antiracisme, notre époque voit le retour aux obsessions raciales des années trente, alerte le philosophe Pascal Bruckner. ***Entretien***.

Propos recueillis par Anne-Laure Debaecker

Ils seraient colonisateurs, violeurs, dominateurs, racistes, voleurs et, cerise sur le gâteau, destructeurs de l'environnement. Désormais, les hommes "blancs" sont *« criminels sans le savoir, par le simple fait d'être venus sur cette terre »* et ainsi, pour eux, *« exister, c'est d'abord expier »*. Dans un ouvrage fouillé, Pascal Bruckner se penche sur la fabrication de ces nouveaux parias. Le philosophe et écrivain dénonce comment un racisme nouveau, focalisé sur l'épiderme, est en train de sévir, porté par la *« Sainte Trinité de l'incrimination »*, le néoféminisme, l'antiracisme et le décolonialisme. Depuis plus de quarante ans, l'intellectuel étudie ces phénomènes importés des États-Unis, qui font imploser l'idée d'une humanité commune et unie. *« Un cauchemar identitaire »* que l'on découvre à travers de nombreuses illustrations et analyses, qui appellent à un sursaut salvateur.

Vous étiez l'un des premiers à alerter, en 1983 puis en 2006, sur la haine de soi occidentale. Quelle évolution depuis? Avons-nous franchi un nouveau cap?
Il s'agit d'une continuité aggravée. En 1983, le tiers-mondisme portait sur des structures politiques: on dénonçait l'impérialisme ou le néocolonialisme. Aujourd'hui, on ne prend plus ces précautions, on réduit le mal à la simple couleur de peau. Depuis une



LCI

Maboula Soumahoro. La militante féministe estime qu'un homme blanc "ne peut pas avoir raison contre une femme noire ou une Arabe". L'illustration d'un racisme nouveau.

dizaine d'années, nous sommes parasités par une vision américaine de l'oppression, qui n'est plus liée à des structures économiques ou politiques, mais simplement à l'épiderme.

Cette focalisation sur la couleur de peau est due à l'effondrement de la gauche classique. Le communisme est mort et la social-démocratie est en mauvais état. On a alors remplacé la lutte des classes sociales par le combat sur la race, le genre et l'identité. Les minorités remplacent la classe ouvrière, c'est l'un des changements majeurs. Celui-ci provient directement des États-Unis via la France, puisque celle-ci y a exporté, dans les années soixante-dix, quelques-uns des philosophes les plus en vue de la *French Theory*, les déconstructionnistes Foucault, Derrida, Deleuze. Et les États-Unis nous les renvoient sous forme de théories féministes, antiracistes ou décoloniales : c'est une opération d'import-export parfaitement réussie.

Pourquoi, justement, l'homme blanc est-il ainsi désigné comme bouc émissaire?

Cette mise au pilori est un discours très médiatisé et très minoritaire, importé, une fois de plus, des États-Unis, qui s'appuie sur deux choses. Une sorte de ressentiment néocolonial de la part de populations qui vivent en France et qui sont abreuvées de haine pour notre pays, tenu pour responsable de tous leurs malheurs. Mais aussi et surtout sur le fait que l'homme blanc se porte volontaire pour être accusé de tous les maux de la terre. Il endosse non seulement ses propres crimes, mais aussi ceux des autres. Une partie des élites blanches est prête à s'offrir en autoflagellation aux coups de ses ennemis.

Nous ne sommes plus les maîtres du monde, l'Europe n'est plus qu'une province du bout de l'Asie, mais il nous reste l'ultime fierté d'incarner le summum de l'infamie. Et nous sommes les seuls, nous nous voulons les propriétaires universels et exclusifs de la barbarie. C'est une façon, en quelque sorte, de rester supérieurs aux autres, par une forme d'orgueil inversé.

Pour certains, l'existence du bouc émissaire occidental est une béquille dont on ne peut se passer, pourquoi?

Le Blanc est, dans le discours néoféministe, antiraciste ou indigéniste, une cible nécessaire pour maintenir la cohésion des autres minorités. On le voit bien dans certaines banlieues où il n'y a aucune harmonie entre les



communautés: les Tchétchènes s'opposent aux Maghrébins, les Maghrébins aux gitans, les Noirs aux Chinois… La seule chose qui fédère toutes ces communautés est l'idée que le Blanc est responsable de tout. Comme l'ont analysé Freud puis Girard, le bouc émissaire est le moyen d'expulser le mal d'une communauté, en le reportant sur un tiers qui doit rester à l'extérieur…

Après "il est interdit d'interdire", une passion de l'interdit semble se développer. Comment en est-on arrivé là?

Je pense que beaucoup de femmes ont eu le sentiment que la libération sexuelle s'était faite à leur détriment et qu'elles avaient été les principales victimes d'un tabou qui a été levé au profit des seuls hommes, les seuls prédateurs. Tout n'est pas faux dans ce raisonnement, à condition de voir que le jeu amoureux ne comporte pas une assurance tous risques et que les blessures du cœur ne peuvent être imputées au seul patriarcat. Depuis quarante ans, nous vivons un empilement de libérations extrêmes suivies de verrouillages extrêmes. La rhétorique, aujourd'hui, est toujours celle de l'émancipation, mais les moyens sont pourtant ceux du cadenassage. Comme le disait Philippe Muray, après *« l'envie de pénis »* de Freud, c'est *« l'envie de pénal »*.

On a l'impression que certaines militantes se servent du droit et des médias pour frapper directement les hommes qu'elles accusent et les bannir de l'espace social. On veut que les hommes accusés de viol ou d'agression sexuelle soient complètement effacés de l'état civil, qu'ils n'existent plus. Et certaines réputations se retrouvent alors détruites. Philippe Caubère, Luc Besson ou encore Ibrahim Maalouf ont ainsi été désignés à la vindicte et mis au ban de la société sans qu'une preuve ait été établie de leur culpabilité. Récemment, un chef cuisinier japonais *[Taku Sekine, NDLR]*, faussement accusé de harcèlement, s'est donné la mort. Les balances ont gagné. Le droit infuse ainsi partout, mais sans la justice. On s'en sert pour se venger et pour se faire justice soi-même. C'est le rétablissement d'une certaine forme de lynchage.

Trois ans après son lancement, que retenir du mouvement #MeToo?

Si on doit faire un bilan, il y a évidemment du positif: la parole s'est libérée — mais peut-être se serait-elle libérée sans #MeToo — et de véritables prédateurs ont été arrêtés qui étaient déjà dans le collimateur de la justice, Jeffrey Epstein et Harvey Weinstein. Mais il s'agit avant tout d'un phénomène hollywoodien, le show-business qui déballe son linge sale en public. Comme cela se passe aux États-Unis, cela a un retentissement mondial. Beaucoup de féministes, notamment en Amérique du Sud, sont plus réticentes et considèrent qu'il s'agit du "moi" narcissique anglo-saxon et non du "nous" de toutes les femmes. Beaucoup commencent à s'insurger contre #MeToo en dénonçant ses effets néfastes, notamment le mécanisme de la délation publique et l'intrusion d'un regard public dans nos amours.

Ce qui est sûr, c'est que le mouvement est aussi un mouvement de promotion des actrices qui a engendré une redistribution du pouvoir au sein du show-biz: en 2019, beaucoup plus de rôles sont allés à des femmes. Et avec les nouveaux statuts des Oscars, tous les films vont devoir respecter des quotas de minorités. Le cinéma se transforme en élection à la proportionnelle! De plus en plus, l'art n'est plus lié au talent ou à l'innovation, mais à sa dimension éthique, sociale. Un exemple récent: un de mes amis m'a indiqué que dans le Minnesota, la musique classique était accusée d'être raciste car fondée sur des règles édictées par la raison blanche et qu'il fallait donc privilégier le rap ou le hip-hop.

> **"LA SEULE CHOSE QUI FÉDÈRE TOUTES CES COMMUNAUTÉS EST L'IDÉE QUE LE BLANC EST RESPONSABLE DE TOUT."**

À propos de manichéisme, que vous inspirent les propos d'Alice Coffin, *« les hommes, je ne regarde plus leurs films, je n'écoute plus leur musique »*, ou encore ceux de Pauline Harmange, *« moi, les hommes je les déteste »*?

J'ai de la peine pour elles, cela révèle beaucoup de misère intérieure. Imaginez l'inverse, qu'un homme s'exprime de la même façon sur les femmes! Au moins ont-elles le mérite de dire tout haut ce que beaucoup de féministes pensent tout bas: abattre le patriarcat, pour elles, veut dire en réalité se débarrasser des hommes. Qu'une femme puisse désirer un homme est à leurs yeux une aberration. Et toutes celles qui aiment encore les hommes sont à leurs yeux des *« collabos »*, des *« salopes »* ou des *« putes »* pour reprendre le délicat vocabulaire de Virginie Despentes, qui semble compenser son statut de notable des lettres par un surcroît de vulgarité. On a l'impression →




JOEL SAGET/AFP

Alice Coffin. Une haine des hommes affichée sans complexe.

qu'un tabou a cédé: on peut désormais dire ouvertement sur toutes les grandes chaînes de télévision qu'il faut *« éliminer »* les hommes et toute une certaine presse de gauche s'extasie devant ces ignominies. C'est quand même un pas en avant terrible.

Une petite minorité de féministes veut prendre le pouvoir sur les femmes et très peu osent exprimer ouvertement leur désaccord. Il y a Peggy Sastre, Catherine Deneuve ou Élisabeth Badinter, mais elles subissent les foudres de la minorité.

« La rhétorique antinazie est utilisée pour promouvoir l'idéologie même du nazisme: on ne comprend rien aux mouvements actuels si on ne prend pas en compte ce basculement. »
Pouvez-vous l'expliquer ?

Ceux qui se baptisent "antifas" partagent les préjugés, les méthodes qui étaient ceux de l'extrême droite dans les années trente, notamment la haine des juifs reconvertie aujourd'hui dans l'antisionisme. Le mot "fascisme" désigne pour eux tout ce avec quoi ils sont en désaccord. Ils ont ainsi interrompu une crèche vivante d'enfants à Toulouse, le 14 décembre dernier, estimant que c'était un spectacle *« fasciste »*. Tout ce qui de près ou de loin manifeste un attachement aux traditions mérite ce qualificatif à leurs yeux et doit être supprimé. Je me méfie des antifas, car ils portent en eux le poison qu'ils prétendent dénoncer.

De la même manière, la grande surprise, aujourd'hui, est de constater que l'antiracisme est un racisme à l'envers. Un racisme autorisé, puisqu'il a intégré sa propre critique, on ne peut rien lui reprocher. Quand, par exemple, des militants vous disent qu'un Blanc est par nature raciste parce que cela sort de lui comme une espèce d'émanation involontaire, on est dans l'illustration même du racisme par essence, attribuer un caractère à une personne en raison de sa biologie, de sa génétique, et pourtant ces gens sont persuadés d'être dans le vrai. À les entendre, notre existence serait un affront à la dignité du genre humain. Ces propos sont acceptés car ils émanent de "racisés", de pseudo-victimes qui ont donc le droit de dire des énormités. Enfin, le monde occidental est très prompt à se couvrir la tête de cendres, surtout l'Europe de l'Ouest, qui a été colonisatrice et impérialiste. Il faut aussi souligner cette contradiction: les plus grands dénonciateurs de l'abomination occidentale vivent à Paris, Londres, New York et appartiennent aux élites blanches…

Comment résister au chantage?

Il faut un grand travail pédagogique: prendre langue avec nos adversaires pour les convaincre qu'ils se trompent et qu'ils seraient mieux inspirés de s'appuyer sur les principes de la République française, au lieu de contester l'existence même de cette nation.

"AUJOURD'HUI, L'ANTIRACISME EST UN RACISME À L'ENVERS."

Les médias, souvent conformistes, sont avides sur ce thème d'une parole neuve. Les gens sont las de cette parole poisseuse qui rend d'emblée le débat impossible, puisqu'on est voués au silence par notre apparence, par notre appartenance au monde occidental. On inverse ainsi le processus colonial en n'accordant aucun crédit aux "Blancs". Mais ce n'est pas un progrès, c'est une vengeance. À la fin, il importe de défendre l'Europe et sa merveilleuse civilisation contre tous ceux, d'où qu'ils viennent, qui s'installent chez nous pour nous expliquer que nous sommes des criminels, des ordures et que nous devons expier, expier sans fin jusqu'à la consommation des siècles. À tous ceux-là, il faut opposer une fin de non-recevoir courtoise mais ferme. ●



Un coupable presque parfait, la construction du bouc émissaire blanc,
de Pascal Bruckner,
Grasset, 352 pages, 20,90 €.

Mourir en temps de Covid

Un ouvrage sensible et touchant de Marie de Hennezel nous invite à nous interroger sur la gestion des mourants et des plus fragiles lors du confinement.

Par Anne-Laure Debaecker

Ils ont rendu leur dernier souffle seuls, sur leur lit d'hôpital. Sans dernières embrassades, sans au revoir, parfois même sans soins mortuaires ni enterrement, comme des marins perdus en mer, engloutis par la vague du coronavirus. Morts solitaires, familles privées d'adieu, *« des décisions sanitaires censées protéger le vivant ont en fait généré de l'inhumanité et de l'indignité »*, dénonce Marie de Hennezel. La psychologue spécialisée dans les problématiques de fin de vie et de culture palliative revient sur une *« absence d'éthique incompréhensible »* qui a surgi au plus fort de la pandémie, lors du confinement en mars 2020.

Pour protéger les plus âgés et les plus fragiles mais aussi leur entourage d'un virus nouveau, contagieux et particulièrement dangereux pour eux, le gouvernement avait, en effet, interdit les visites aux personnes âgées et aux mourants. La présence qui réconforte, les derniers mots qui apaisent, les rites et obsèques qui accompagnent jusqu'à la dernière demeure furent ainsi balayés, générant de profonds drames humains. *« Nos experts scientifiques et nos gouvernants ont commis une faute. Ils ont sous-estimé l'importance des rites immémoriaux qui lient les vivants et les morts. Ils ont désespéré les mourants en leur volant leur mort. Ils ont fragilisé les vivants en leur volant un moment essentiel de leur vie. »*

Depuis toujours, notre humanité a produit des rituels funéraires pour pouvoir accompagner ses défunts. Ce droit fondamental, qu'Antigone va exercer en y laissant sa vie, a été bafoué. Si des Antigone modernes se sont parfois levées pour accompagner leur proche en dépit des injonctions gouvernementales, beaucoup n'ont pas pu, n'ont pas osé réclamer de dernier adieu et souffrent d'un deuil impossible à faire, privé de *« l'adieu au visage »* si fondamental pour le processus. Selon la psychologue, ces mesures liberticides proviennent d'un déni de la mort implanté dans nos sociétés occidentales depuis soixante-dix ans, et d'interroger : *« Avons-nous si peur de la mort que cette peur l'emporte sur notre conscience éthique ? »* Car au-delà du biologique, la vie est constituée par la relation avec autrui. Supprimer celle-ci, c'est, déjà, ôter un peu de la vie à ceux à qui on l'impose. On nous a sommés de protéger nos proches par l'isolement, mais à quel prix ?

Ce *« cauchemar d'inhumanité »* a été vécu par tous : ces morts dépossédés de leur mort mais aussi leurs familles, les soignants, les thanatopracteurs, les directeurs d'Ehpad, les personnes âgées confinées sans visites. Privées des interactions qui les faisaient vivre, nombre de ces dernières se sont alors laissé mourir. Marie de Hennezel met en lumière les nombreux dilemmes éthiques et traumatismes auxquels ont dû faire face soignants et professionnels : impossibilité d'assurer une mort digne, mise en bière immédiate sans toilette mortuaire comme dernier hommage, valeurs palliatives bafouées, détresse des familles… *« La crise de la Covid a généré des souffrances dont nous ne mesurons pas encore toutes les conséquences »*, estime la psychologue, qui relaie l'avertissement de ses collègues : *« La seconde vague sera psychiatrique. »*

Face à ces souffrances, des parcelles d'espérance émaillent cet ouvrage : ces infirmières, ces directeurs d'Ehpad, ce personnel du service des funérailles qui ont osé faire un "pas de côté" pour permettre à des familles de faire leurs adieux. Ces soignants qui ont rivalisé d'inventivité pour améliorer la vie de leurs patients ou transmettre des adieux, *« une transversalité du soin »* et un respect des rituels témoignant de la volonté de rester humains.

« Plus jamais ça. » Alors que pour la première fois le sanitaire a triomphé, l'ouvrage de Marie de Hennezel met des mots sur des maux et invite à accueillir notre finitude comme constitutive de notre humanité. ●





L'Adieu interdit,
de Marie de Hennezel,
Plon, 160 pages, 16 €.

Forum des lecteurs

Des bougies, des fleurs, des discours... Et les actes ?



MICHEL EULER/AP/SIPA

MINIMAIL

Daniel Brun, *Lauris*
Merci d'avoir publié sur Internet la remarquable et, hélas, inquiétante analyse de *Fratelli tutti* par M. Coûteaux. L'attentat du 16 octobre vient heurter de plein fouet l'angélisme de ce texte. Angélisme ou volonté délibérée de mettre en cause le droit des nations à conserver leur existence? On peut s'interroger, notamment au vu du commentaire d'un Mélenchon pleinement approbateur de la tendance qu'exprime cette encyclique. Une bonne raison pour les "populistes" et autres "souverainistes", défenseurs de la notion d'État maître de son destin, de trouver ce texte critiquable.

Le bon grain et l'ivraie

Jacques Fichet, *Distroff*

Comme vous l'écrivez sur Internet, après l'assassinat de Samuel Paty les politiques crient leur horreur, leur effroi, leur répulsion. Je voudrais leur crier mon exaspération de leurs gesticulations. Et les actes? On nous ressert sans cesse l'arme fatale de l'éducation; on fait référence à Jules Ferry, ça fait toujours bien. Mais on ne dit pas assez que l'on doit renforcer la vision de la laïcité et de la liberté d'expression — et on s'empresse de préciser qu'il n'est pas question de stigmatiser une communauté musulmane respectueuse de la République. L'école doit pouvoir sereinement éclairer nos enfants (*quid* de leurs parents?) sur les principes assurant la liberté de conscience dans le respect d'autrui. Il y a trop d'attentats commis par des fanatiques au nom d'une croyance moyenâgeuse. Il faut renvoyer dans leur pays d'origine les fauteurs de troubles, les prédicateurs du djihad, ceux qui appellent à la désobéissance; ne soyons pas naïfs, il nous restera ce genre de personnes de nationalité française dont la justice devrait s'occuper. La communauté musulmane française doit s'exprimer contre de tels actes. Il faut donner la parole aux imams qui, au péril de leur vie, dénoncent ces agissements — je pense à l'imam de Bordeaux, qui a déjà condamné les actes de barbarie et rappelé que les lois de la République prévalent sur celles de l'islam. ●

Une date de sinistre mémoire

Hervé de Valous, *Puits*

Après le drame que représente l'assassinat de Samuel Paty, abondamment traité sur

Forum des lecteurs

MINIMAIL

Daniel Ponthier, *Brive*
Comme l'écrit Gilles-William Goldnadel dans votre numéro 4375, Éric Zemmour est vilipendé et maintenant condamné par la justice, dont on connaît l'esprit partisan, prétendument pour des propos prônant la haine. Pendant ce même temps, les islamistes et autres "antiracistes" ont pu proférer des discours de haine et exécuter des innocents. Les juges ayant prononcé les condamnations financières à l'égard de Zemmour et d'autres pour les mêmes raisons devraient les rembourser personnellement.

votre site, je ne peux m'empêcher de vous envoyer ces quelques mots. Nous avons tous été profondément choqués par l'acte terroriste de ce vendredi 16 octobre, tant sur le fond que sur la forme. Cependant, malgré toute l'horreur de cette scène, la déclaration présidentielle m'a fait sourire. Le président, sur un ton solennel, affirme bien haut que le terroriste a voulu, en ce 16 octobre, *« abattre la République dans ses valeurs »*. Parlait-il des valeurs au nom desquelles, un 16 octobre aussi, il y a 227 ans, une femme innocente eut la tête tranchée? Si oui, il faut croire que la République a magistralement réussi l'assimilation de ce jeune Tchétchène! Cette date semble être un moment de prédilection pour les barbares de tous bords. ●

Tant de questions vont se poser!

Antoine Chareyre, *Lyon*

Professeur des écoles pendant vingt ans en quartier "sensible", j'ai ressenti une grande tristesse devant l'assassinat de Samuel Paty, évoqué sur votre site. Il faut se poser les bonnes questions. Comment demander aux élèves de respecter une France représentée non en Marianne bienveillante protégeant ses enfants mais en tortionnaire leur infligeant les pires supplices? Comment leur demander de faire des efforts pour apprendre quand certains camarades gagnent de l'argent avec des trafics en tout genre? De s'intégrer quand les bonnes âmes les renvoient sans cesse à leurs origines ethniques et cultuelles? De connaître la France quand le nombre d'heures d'enseignement qui y est consacré est devenu si faible, remplacé par l'Europe, le réchauffement climatique, le tri des déchets, le respect des minorités? De respecter leurs profs, quelles que soient leur origine, leur religion et leur couleur de peau, quand ils sont présentés comme les garants d'un ordre républicain réputé raciste et "blanc"? D'adhérer à la laïcité quand tant de femmes montrent leur appartenance à une religion dans l'espace public? De respecter les lois quand certains sont entrés en France au mépris de celles-ci? De respecter l'égalité garçon-fille quand des mères vivent dans la polygamie, y compris en France, et que tant de leurs camarades partent à l'adolescence dans le pays d'origine de leurs parents pour y être mariées de force? D'adhérer à une nation qui avoue sans cesse des crimes et se soumet à la repentance? ●

Le prix de l'équivoque

Yves Guiader, *Saint-Maur-des-Fossés*

Dans son éditorial du numéro 4377, François d'Orcival cite Jean-Pierre Chevènement à l'appui de son objurgation d'autorité à un État qui désarme sa police. Cet homme populaire doit tout de même avouer ses relâchements devant la montée d'une immigration dont il dénonce les excès… "C'est l'incident de trop!", clament les commentateurs après l'assassinat de Samuel Paty. Parce que les assassinats de janvier 2015 ne suffisaient pas? L'égorgement du père Hamel n'était qu'un fait divers? J'attends le grand défilé des musulmans de France contre ces exactions mais ne parviens pas à y croire. Impossible pour un musulman de s'élever contre des comportements qu'approuvent la charia et les textes fondateurs. Parfois un imam de France vitupère les assassins déshonorant sa foi, mais à titre personnel, et cela n'engage que les braves qui ont le courage de le soutenir. On s'est ingénié à distinguer islam et islamisme. Il y aurait un "islam des Lumières" et des groupuscules fondamentalistes. C'est pure fiction: les djihadistes prennent appui sur des textes incontestables dont il reste hors de question, aux yeux des ulémas, de laisser la maîtrise aux infidèles. L'universalité de l'oumma en soumet les règles aux seules exigences de la charia. Raison pour laquelle il ne saurait y avoir d'"islam de France". ●

→

Forum des lecteurs



ERIC TSCHAEN/POOL/SIPA

Emmanuel Macron, le 2 octobre. Le laxisme de nos politiciens a laissé la porte ouverte au poison islamiste qui pourrit la France depuis des décennies.

MINIMAIL

Frédéric de Fournoux, *Combloux*
Je suis scandalisé par votre Matinale, qui évoque une *« gilet-jaunisation des grandes villes »*. Profiter du virus pour attiser un nouveau bordel "gilets jaunes" est scandaleux. Nous en avons énormément souffert en 2018-2019 ! Je partage 95 % de vos opinions et articles, mais là je ne vous suis pas ! Il faut combattre le virus, nous n'avons pas le choix. Ça n'est pas en remettant les "gilets jaunes" dans la rue (gauchistes et parasites à 90 %) que nous allons y arriver. Vous faites pire que du mélenchonisme. Au secours, *Valeurs actuelles* est d'extrême gauche !

Tous responsables !

Gérard Ferraïoli, *Fréjus*

Vous évoquez sur Internet l'assassinat de Samuel Paty. Nos politiques en sont tous responsables, de Sarkozy à Macron en passant par Hollande. Emmanuel Macron déclare péremptoirement : *« Ils ne passeront pas »*, sans peur du ridicule, comme s'il ne savait pas qu'"ils" sont là depuis longtemps. Ils sont dans nos écoles, où ils dictent leur loi, dans nos mairies, dans nos associations et même dans nos administrations. L'immigration incontrôlée, le laxisme de nos politiciens de tous bords dont le seul souci est leur réélection ont laissé la porte ouverte au poison islamiste qui depuis des décennies pourrit la France dans l'indifférence générale. Tout le monde sait que le terrorisme nous a déclaré la guerre, et on ne répond pas à la guerre avec une simple législation de droit commun. Le problème de la France, c'est que nous avons la meilleure police du monde, la meilleure gendarmerie du monde, mais la pire espèce de politiques ! Quant à la justice, mieux vaut ne pas en parler… ●

Triste et en colère

A.-M. David-Bulté, *Caen*

Abonnée depuis trente ans, je ne suis pas bobo, ma retraite est trop mince. Je ne suis pas une "politique servile", je vote à droite depuis cinquante ans sans abstention. Je ne suis pas une fausse philanthrope : pour moi la philanthropie est secrète et ne passe ni à la télé ni sur les réseaux sociaux. Je ne suis pas une animaliste déconnectée (déconnectée de quoi ?). Je ne suis pas végane mais restreins ma consommation de viande à cause de l'élevage industriel (déconnecté de la vie), du transport inhumain et de l'abattage monstrueux. Mes auteurs de prédilection sont Raspail, Déon, Villiers, Zemmour… Mon mari était français par le sang versé — le sien, pas celui d'un animal tué pour le plaisir. Je ne vous permets pas de stigmatiser ceux qui n'aiment pas la chasse quelle qu'elle soit (votre numéro 4375). J'ai le respect de la nature, des espaces de liberté, de nos traditions, de la vie. J'aime mon pays avec force, ses monuments, son histoire, pas la tradition de donner la mort par plaisir. La noblesse, mot magnifique, plein de grandeur… mais parmi vos chasseurs titrés, combien dont les ancêtres ont voté la mort du roi ? Parmi vos politiques adeptes de la chasse à courre, combien ont contribué à ce que des territoires français deviennent des territoires perdus de la République ? Je ne vous savais pas inféodés au lobby de la chasse ; je vous demande de rester dans votre rôle de journalistes politiques et économiques. ●

Écrivez-nous par courriel à
lecteurs@valeursactuelles.com

La grande peur

Je vous écris de Tours, mon cousin, où j'ai posé mes malles quelques jours pour régler une ou deux affaires urgentes. Ici, comme à Paris, la vie s'arrête à l'heure où d'ordinaire les étudiants envahissent les places pour animer de leurs rires, de leurs cris et de leurs chants la nuit profonde. Par la force de la loi, chacun est calfeutré à l'heure des complies. Le jour, la France ressemble à un triste hôpital tout chargé de soupirs, la nuit à un monastère sans office, sans prières et sans Dieu.

Quand j'étais encore à Paris, je recevais chaque minute un billet me demandant quand nous serions, une fois encore, enfermés chez nous. Ma réponse est toujours la même. En vérité, M. de Marville avance à tâtons dans un épais brouillard. Quand vous lirez cette lettre, vous connaîtrez les détails de cette nouvelle punition, mais à l'heure où je vous écris la dispute continue entre les médecins, les capitaines d'industrie, l'administration, l'opinion qui voudrait la liberté et la sécurité, la santé et la prospérité.



Qui gouverne véritablement? Ce ne sont plus des hommes, il me semble, mais plutôt un sentiment diffus, pénible, capable par sa seule présence d'atrophier les âmes, de dérégler les plus belles intelligences, d'altérer les plus vaillants caractères. Il peut tétaniser le géant et décupler la force du plus petit, il peut diviser les familles, dresser l'ami contre l'ami, assombrir le plus beau paysage.

Ce sentiment, mon cousin, c'est la peur. Elle s'est propagée plus vite encore que le miasme, si bien que l'hôpital a peur de manquer de lits, le bon peuple de manquer de médecins, les médecins de ne pas parvenir à soigner tous les patients, les préfets de la sanction du gouvernement, le gouvernement du procès qui empoisonne le reste de votre existence, le chef de l'État de tout perdre s'il ne prend pas la juste décision.

Essayons un instant d'imaginer le colloque intérieur de M. de Marville. Tout chez lui, sa jeunesse, son énergie, son tempérament, le pousse à refuser les douloureux traitements voulus par les médecins d'autant que chaque jour, chaque heure, chaque minute, capitaines d'industrie, banquiers, cuisiniers de renom, comédiens illustres lui demandent de ne pas éteindre une à une les lumières de la ville.

Sachez que ces requêtes sont parfois terribles, car des mots funestes, "faillite", "banqueroute", les accompagnent. En face, le ministre de la Santé physique fait le siège du Château avec son armée de professeurs et de médecins. Ils montrent des courbes effrayantes, des prédictions apocalyptiques. Sur les feuillets, ce sont des traits de plume mais dans l'esprit de celui qui décide il s'agit de brancards qui s'accumulent dans les couloirs des hôpitaux, des malades sans remède, des morts par milliers.

Ajoutez à ce tableau crépusculaire les étranges lucarnes qui le jour et la nuit ne perdent rien de ce désastre. Viennent enfin les ministres et le premier d'entre eux qui voient s'accumuler les plaintes au palais de justice. Ce qu'ils confiaient hier dans le secret de leurs bureaux, ils le disent aujourd'hui à la tribune: l'ombre du juge partout les poursuit. Pourquoi alors prendre le premier risque? Enfin, pour décor de cet épouvantable dilemme, un pays qui depuis trop d'années se réfugie dans des niaiseries émollientes qui évacuent la souffrance, la tragédie, la mort.

C'est dans cette immense toile tissée d'injonctions contraires que se débat M. de Marville. Comme la plupart des chefs d'État du monde, il est tombé dans le piège dès le premier jour. Quand la politique se mêle des choses médicales, la bataille est perdue d'avance. On ne combat pas un miasme comme une armée ennemie. Si la mort devient un scandale d'État, mon cousin, la politique est condamnée. Hippocrate n'est pas César et César n'est pas Dieu… ●

ABONNÉ AU MAGAZINE

Créez votre compte Club Valeurs actuelles pour accéder à l'intégralité de nos contenus numériques

Sur le site valeursactuelles.com...

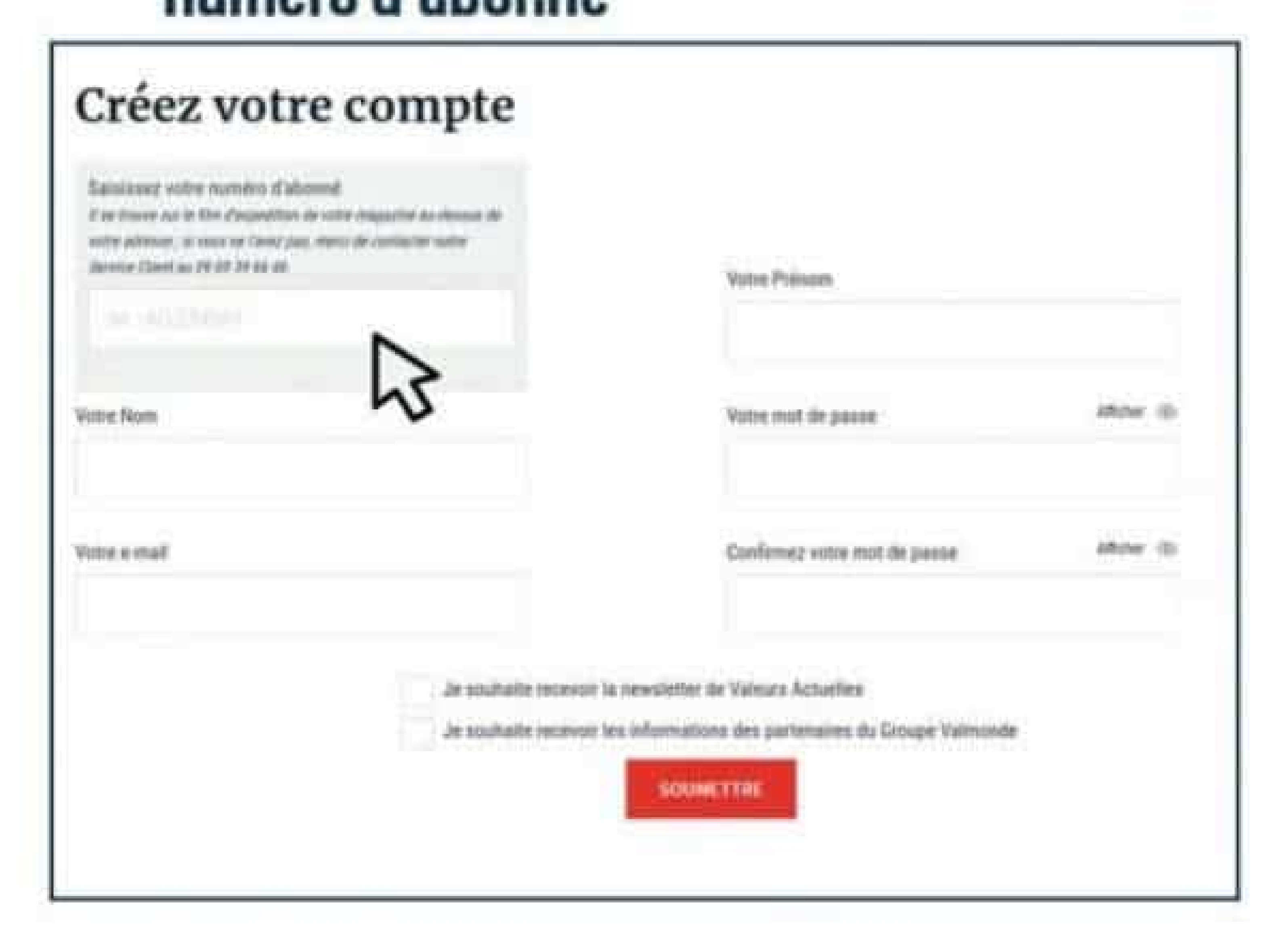
1 Cliquez sur « se connecter »



2 Cliquez sur « activer votre compte »



3 Remplissez les champs muni de votre numéro d'abonné



4 Bienvenue au Club Valeurs actuelles !
Vous avez désormais accès à notre espace abonné



Service abonnement Valeurs actuelles

Courrier: Valeurs actuelles, CS 20 011, 59 895 LILLE CEDEX 9
Téléphone : 09 69 39 66 46
Mail : abonnement@valeursactuelles.com


BRIMONCOURT
PRODUCE OF FRANCE
CHAMPAGNE
BRIMONCOURT
BRUT RÉGENCE
750ml